

Les Doctorales

de l'Association
de Science Régionale
de Langue Française

4

5

février

6

2019

Grenoble
Cité des territoires

Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine
14 Avenue Marie Reynoard, 38100 Grenoble France
<https://doc-asrdf-2019.sciencesconf.org/>

 Pacte
Laboratoire de sciences sociales

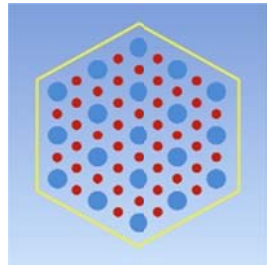
 UNIVERSITÉ
Grenoble
Alpes

 GRENOBLES
MÉTROPOLIS

 SHPT
SCIENCE HISTORIQUE ET TERRITORIALE

 Association
de Science Régionale
de Langue Française





Association de Science Régionale de Langue Française

L'ASRDLF a été créée en 1961 par Walter Isard et François Perroux. Branche francophone de l'European Regional Science Association (ERSA) et de la Regional Science Association International (RSAI), elle compte aujourd'hui environ 250 membres dont 40 étrangers. Son objet concerne des thématiques variées intéressant aussi bien la recherche académique que la demande sociale : développement et forme des villes, finances locales, politiques de développement local et d'aménagement du territoire, rôle des services et des infrastructures de transport et de télécommunication, stratégie spatiale des entreprises, problèmes d'organisation territoriale, concurrence des territoires, rôle de l'innovation, morphologie de l'espace, devenir des espaces ruraux et urbains, questions de développement durable, ségrégation spatiale...

L'association organise différentes manifestations et propose divers services : <http://www.asrdlf.org>

- Un Colloque annuel, avec un comité scientifique, qui donne régulièrement lieu à la présentation de plus de 300 papiers faisant l'objet d'une double évaluation et d'une procédure de sélection avec rejets. En 2017, ce colloque se déroulera à Athènes (Grèce) les 5, 6 et 7 juillet, sur le thème : « **Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation** » (<http://www.asrdlf2017.com/>).
- Des *Doctorales*, qui s'inscrivent dans la continuité du précédent Séminaire Européen des Doctorants en Économie Régionale (SEDER) : http://www.asrdlf.org/doctorales_ASRDLF.php
- Le *Prix Aydalot*, qui récompense chaque année les meilleures thèses soutenues en Sciences Régionales, et fonctionne sur la base d'un jury d'experts.
- Elle propose un *Réseau de compétences* relevant de différentes disciplines : économie, géographie, aménagement, gestion, sciences politiques, sociologie...
- Elle dispose d'une Revue internationale à Comité de lecture, la *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, qui publie des articles consacrés aux développements et avancées récentes de la Science Régionale : <http://www.reru.fr/>
- Elle diffuse une *Lettre d'informations* permettant d'apporter en temps réel des nouvelles sur l'actualité de nos domaines : les Nouvelles Brèves : <http://www.asrdlf.org/breves.php>



European Regional Science Association – ersa.org

Créée en 1961, l'**ERSA** est l'une des trois grandes associations transnationales dépendant de la Regional Science Association International (RSAI). Elle rassemble l'ensemble des Associations européennes de Sciences Régionales, soit 20 associations nationales ou représentant plusieurs pays (comme l'ASRDLF ou la Section de langue allemande), et compte environ 3 500 membres chercheurs, appartenant à une trentaine de pays.

Ses objectifs concernent le **développement et la promotion des recherches en Sciences régionales** en Europe, ainsi que le **lien avec les décideurs politiques et les acteurs de terrain**, par la mise en place de solutions concrètes. Il s'agit également de **promouvoir et de supporter l'activité des jeunes chercheurs, d'entretenir et de développer des échanges au niveau international**, et de **faire progresser les idées et les savoirs** concernant les dimensions locales et spatiales.

L'ERSA propose différents services et organise différentes manifestations chaque année en Europe :

- **Le colloque annuel** donne lieu à la plus importante réunion dans le Monde en matière de Sciences Régionales, avec la présence de plus de 800 participants et d'autant de papiers, référés et sélectionnés. En 2017 il se déroulera à Groningen (Pays-Bas), du 29 Aout au 1^{er} Septembre 2017, sur la thématique **Social Progress for Resilient Regions**: <https://ersa.eventsair.com/QuickEventWebsitePortal/2017-ersa-congress/official-website>
- L'ERSA organise également des **Ecoles d'Eté ou d'Hiver**, qui permettent de former les jeunes chercheurs sur des méthodes ou techniques particulières de l'analyse spatiale ou de la Science Régionale. La prochaine a lieu à Aegan, dans l'Ile de Lesbos, en Grèce, sur le thème **GIS and Regional Science: Theory and Applications** : <http://ersa.org/2016/12/14/ersa-summer-school-2017-apply-now/>
- Elle possède une revue en ligne, **REGION**, sur les questions de développement régional et d'analyse spatiale, qui publie des articles soumis à un processus de double aveugle : <http://openjournals.wu.ac.at/region/>. L'adhésion donne accès à l'ensemble des revues des associations européennes, <http://www-sre.wu.ac.at/ersajournals/test.html>, ainsi qu'aux revues de la RSAI, comme **Papers in Regional Science** ou **Regional Science Policy and Practice**
- L'ERSA attribue chaque année le **Prix Epainos** au meilleur travail présenté au Congrès par **un/une jeune chercheur/chercheuse**. <http://ersa.org/awards-prizes/epainos-awards/>
- Elle est présente à l'**EWRC (European Week of Regions and Cities)** et y organise des séminaires pour les décideurs et une **Master Class** pour les étudiants (Octobre 2017)

L'équipe Villes et Territoires du laboratoire Pacte

Responsable scientifique de l'équipe : Magali Talandier

Villes et territoires est l'une des cinq équipes du laboratoire Pacte. Elle regroupe 70 chercheurs, enseignants-chercheurs et doctorants. Son se construit autour de l'étude des dynamiques et transitions territoriales et urbaines. L'idée de dynamique implique à la fois l'action, la trajectoire, et l'historicité, alors que la transition marque plutôt la rupture et le passage d'un état, voire d'un modèle socio-économique et culturel mais également territorial, à un autre. Ces processus s'appliquent à la notion de ville comme objet d'analyse qui renvoie au processus de fabrication de l'espace et au phénomène urbain, ainsi qu'à celle de territoire, qui s'intéresse au processus de « territorialisation ». Ce projet scientifique se fonde sur un héritage et une reconnaissance internationale d'une « école grenobloise » sur la pensée urbaine et territoriale, sur des apports théoriques récents et spécifiques à ce groupe de chercheurs ; sur des objets à même de nourrir une réflexion transversale empirique et méthodologique et enfin sur un lieu, la cité des territoires à Grenoble.

Cycle d'animation 2019 de l'équipe Villes et Territoires

Transitions en rédaction

Qu'est-ce qu'une approche spatiale, par le territoire et la ville, peut apporter aux études émergentes des transitions sociétales, socio-techniques ou socio-écologiques ?

Après deux années de cycle « transitions en discussion », l'équipe Villes et Territoires s'engage dans la rédaction et la valorisation de ses réflexions en 2019. L'année 2017 a été consacrée à l'acculturation des principales notions des « transitions studies », puis en 2018 à l'approfondissement des dimensions spatiales des trajectoires de transition en 2018. Cette année, l'équipe souhaite valoriser et produire des textes à partir de ses propres champs de recherche en développement territorial, écologie territoriale, ressource territoriale, transition énergétique, pensée urbaine, mobilité, innovation sociale... afin de répondre aux questions suivantes :

Comment mobiliser nos fondements théoriques, nos méthodes, nos approches empiriques pour mieux caractériser ces nouvelles trajectoires de transition ? Comment réinterroger à l'aune de ces transitions, des notions comme lieux, réseaux, milieux, territoires, paysages, proximités, systèmes territoriaux... ? Qu'est-ce qu'une approche par le territoire et la ville permet d'apporter d'un point de vue conceptuel et opérationnel aux questions que pose la recherche et les acteurs en matière de « sustainable transition » ? Les apports à produire par l'équipe sont donc d'ordre théorique, méthodologique mais également empirique.

**Institut d'Urbanisme et de
Géographie Alpine**
14 bis Avenue Marie Reynoard
38100 GRENOBLE

Contact :
Tel. 04 76 82 20 20

Venir par l'autoroute
Rocade sud (sortie n°6)
suivre Alpexpo / Grenoble
centre
remonter av. M. Reynoard

Venir depuis la GARE
TRAM A (dir. Denis PAPIN)
arrêt Labruyère
liaison à pied (5 mn)



Aucune partie de ce plan ne peut être reproduite sans l'autorisation de l'Office de Tourisme.

© Copyright Office de Tourisme de Grenoble - ISÈRE

ARTGRAPHIC CREATIONS - Vercors-Venise - ISÈRE

conception et réalisation

Le comité d'organisation :

Magali Talandier, Professeure, Université Grenoble Alpes

Josselin Tallec, MCF, Université Grenoble Alpes

Marjolaine Gros-Balthazard, docteure en urbanisme et aménagement

Ludovica Milano, doctorante, Pacte

Lavinia Blanquet, doctorante, Pacte

Véronique Strippoli, Responsable administrative et financière

Alexis Richard, Chargé de communication

Elisabeth Blanc, Secrétariat et gestion financière

Catalina Esparza, Secrétariat

Nathalie Leardini, Gestion financière

Le comité scientifique :

Pascal Bérion, Maître de conférences, Université de Franche-Comté

Olivier Bouba-Olga, Professeur, Université de Poitiers

Guy Chiasson, Professeur, Université du Québec en Outaouais

Olivier Crevoisier, Professeur, Université de Neuchâtel/Suisse

Lourdes Diaz Olvera, Chargée de Recherche, ENTPE, Lyon

Michel Dimou, Professeur, Université de Toulon

Bruno Jean, Professeur émérite, Université de Rimouski/Canada

Fabienne Leloup, Professeure, Université Catholique de Louvain la Neuve/Belgique

Bernard Pecqueur, Professeur, Université Grenoble Alpes

Abdelmajid Saidi, Professeur, Université de Meknès/Maroc

Dominique Vollet, Directeur de recherche IRSTEA, Clermont-Ferrand

Programme

lundi - 4 février 2019

13h30 : Accueil café

14h00 à 14h30 : Ouverture de la séance - **Amphithéâtre G-001**

- *Anne-Laure Amilhat Szary*, Directrice du laboratoire Pacte
- *Jean-Christophe Dissart*, Directeur de l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine
- *Fabienne Leloup*, Présidente de l'ASRDLF
- *André Torre*, Président de l'ERSA
- *Magali Talandier, Josselin Talleg et Bernard Pecqueur* : organisateurs des doctorales

14h30 à 16h : Conférence inaugurale : *Ludovic Halbert*, Chercheur CNRS, UMR LATTS.
« Métropolisation et capitalisme financiarisé : de la « global city » à la ville comme classe d'actifs financiers. »

16h00 à 16h30 : Pause

16h30 à 18h30 : Ateliers

18h30 à 20h30 : Conseil d'administration de l'ASRDLF

mardi - 5 février 2019

8h00 : Accueil café

8h30 à 10h30 : Ateliers

10h30 à 11h00 : Pause

11h00 à 13h00 : Discussion sur les fondamentaux de la thèse selon les disciplines, avec les présidents des CNU 23, 24 et 05, le président de la section 39 du CNRS, les deux directeurs des écoles doctorales d'économie et des sciences humaines et territoires de l'UGA, Florence Paulhiac, Professeure à l'UQAM pour les thèses en co-tutelle avec le Canada. Les opportunités professionnelles à l'issue d'un doctorat seront également présentées par Fabienne Leloup. **Amphithéâtre G-001**

13h00 à 14h00 : Déjeuner

14h00 à 16h00 : Ateliers

16h00 à 18h00 : Du développement local à la ressource territoriale, hommage à Bernard Pecqueur pour son départ à la retraite. En présence de la présidente le COMUE, Mme Lise Dumasy et de M. Le président de l'université, M. Patrick Levy **Amphithéâtre G-001**

19h30 à 22h : Soirée festive à l'UGA, inauguration de l'exposition photographique de l'artiste Simon Grass

mercredi - 6 février 2019

8h00 : Accueil café

8h30 à 10h00 : Conférences de Leïla Kébir, Professeure d'économie à l'Université de Lausanne et Frédéric Wallet, Ingénieur de recherche INRA, UMR SAD-APT INRA/AgroParisTech. « Biens communs et territoires : penser les termes d'un dialogue fécond pour la science régionale. » **Amphithéâtre G-001**

10h00 à 10h30 : Pause

10h30 à 12h30 : Ateliers

12h30 à 13h00 : Séance de remerciements et de clôture

La France Vraie

Exposition photographique de **Simon Grass**

Simon Grass est photographe et réalisateur. Depuis plusieurs années, il cherche à capter ce qui fait la réalité des villes (de toutes tailles) et des territoires (un peu partout). « La France vraie » porte ainsi l'ambition de montrer les multiples visages de la vie urbaine et rurale hexagonale. Avec Aurélie Dolbeau, il a publié en décembre dernier un premier recueil de photographies intitulé La France à 60, voyage le long des départementales, loin des axes autoroutiers ou des lignes de TGV.

6 février - 11 mars

Grenoble
Hall "Territoires"

Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine
14 Avenue Marie Reynoard, 38100 Grenoble France
<https://doc-asrdlf-2019.sciencesconf.org/>
Photographie : Simon Grass

Doctorales
ASRDLF
2019

 Pacte
Laboratoire de sciences sociales



 Institut
Urbanisme &
Géographie
Alpine
UNIVERSITÉ
Grenoble
Alpes



 SHPT
Société Historique de la Haute-Provence

 Association
de Science Régionale
de Langue Française

Trio

René Lacaille



Fidélité aux rythmes de l'Océan Indien et créativité, inventivité verbale et musicale. Groove imparable et musicalité inoubliable ! Voilà qui définit le trio Lacaille.

Multi-instrumentiste, auteur-compositeur, chanteur et figure incontournable de la musique de l'île de la Réunion, René Lacaille a grandi dans une famille de musiciens et fêté ses 65 ans de scène en 2018.



Amoureux de l'accordéon depuis son enfance, il joue aussi des percussions, de la batterie, de la guitare et du saxophone. Il s'est fait connaître comme guitariste à partir des années 60 et 70 avec le groupe Caméléon, créé avec Alain Péters.

Après avoir quitté son île en 1979, il commence une carrière qui l'emène sur tous les continents et avec des gens qui, comme lui, ne boudent pas leur plaisir à partager leur univers et leur énergie : Bob Brozman, Debashish Bhattacharya, Raul Barboza, La Campagne des Musiques à Ouïr, André Minvielle, Loïc Lantoiné, Michel Godard, Fantazio, les Réunionnais Danyèl Waro et Lindigo, La Rue Kétanou, Mon côté Punk... et plus récemment Vincent Segal et Piers Faccini.

Autour de René Lacaille c'est toujours une histoire de famille, celle du sang et celle des musiciens qui partagent son univers.

Ce sera le cas le 5 février : il aura à ses côtés son fils Marco Lacaille, bassiste, percussionniste et chanteur, ainsi qu'Aldo Guinart au saxophone et à la flûte, son complice depuis des années, spécialiste du chorro et des musiques latines.

Ils proposeront un concert-bal, avec leurs compositions et des standards des îles chaudes.

DISCOGRAPHIE



2018	CORDEON KAMELEON (rééd.)	(Do Bwa-Lamastrock/Socadisc)
2015	GATIR	(Do Bwa / L'Autre Distribution)
2014	FANFARONÉ	(Do Bwa/L'Autre Distribution)
2011	POKSINA	(Daquí/Harmonia Mundi)
2009	CORDEON KAMELEON	(Connecting Cultures/Rue Stendhal)
2005	MAPOU	(World Music Network/Harmonia Mundi)
2003	DIGDIG	(World Music Network/Harmonia Mundi)
1999	PATANPO	(Daquí/Harmonia Mundi)
1996	ASTER	(Discorama)

+ Invité sur des albums de Mon Côté Punk, Les Ogres de Barback, Fantazio, Davy Sicard, Niobé, Zed Van, Gilles Coquard, Nathalie Natiembé ...

RECOMPENSES

2014	Prix Gus viseur
2009	Grand Prix Charles Cros pour l'album CORDEON KAMELEON
2009	German Critics Award
2005	Choc du Monde de la musique pour MAPOU

Lundi 04/02 - 16h30-18h30	Le rôle des acteurs sociaux, économiques et politiques dans le développement local et régional : perspectives québécoises (visio depuis le Québec, salle des Actes)		Aménagement (Salle 2204)		Entrepreneuriat (Salle 2205)		Environnement/Alimentation (Salle 2206)	
Président.e.s	Nicolas Devaux		Nicolas Douay / Grégoire Feyt		Fabien Nadou		Saidi Abdelmajid / Bernard Pecqueur	
Docteurant.e.s	Olivier Médéonwan Guédé	Le développement durable (DD) à l'échelle locale : stratégies et résultats avec les OLD	Charieau Corentin	Réinventer les zones d'activités économiques, nouveau défi des politiques d'aménagement et de transport ?	Clément Loréna	La dimension collective de l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)	Eddahmouny Hicham	Païement pour les services environnementaux : essai de conception institutionnelle au bassin versant d'Ourika
	Jean-christophe Dubé	La participation des acteurs publics territoriaux à la régulation politique des projets énergétiques	Le Van Suu Julien	La question logistique dans l'aménagement de la région Occitanie : La gouvernance logistique du territoire de la région Occitanie.	El Kotbi Mohamed	L'entrepreneuriat comme outil d'amélioration de la performance territoriale : construction d'un référentiel théorique	Najih Mohammed	Le cadre juridique et la pratique des études d'impact environnemental, étude comparative, Union européenne et le Maroc
	Judy Lafreniere	L'impact des grandes entreprises sur les trajectoires de développement économique régional : mesure de l'effet sur l'entrepreneuriat	Godoye Quentin	Les territoires face à la fermeture des services publics : mutations dans un contexte d'austérité	Slaoui Oumaima	Processus entrepreneurial et dynamique territoriale : Une approche par les réseaux sociaux.	Martinez Laurent	Quel aménagement de l'espace pour promouvoir biodiversité et bien-être ?
	Benjamin Duquet	L'impact du desserrement des pôles d'emplois sur les transports durables dans les grandes régions métropolitaines au Canada	Simon Elise	L'écosystème foncier, une hypothèse conceptuelle pour lire les établissements humains. Mise à l'épreuve par l'étude des territoires de la Matheysine (Isère, France) et de l'Oderbruch (Brandenbourg, Allemagne)	Zentar Fatima Ezzahra	Entrepreneuriat social et développement territorial: quelle corrélation? Cas de la région Fès Meknès	Piccin Luca	De l'Eden perdu à la transition agroécologique. Le marché des fruits et légumes à l'île de La Réunion
			Laverlochere Carole	Analyse économique des conflits relatifs à la mise en oeuvre de grands projets d'intérêt général	Lagraoui Chaimaa	La promotion de la formation à l'esprit entrepreneurial des étudiants dans l'université au Maroc : un nouveau souffle vers une université entrepreneuriale	Vonthron Simon	Offre alimentaire et pratiques d'approvisionnement : une géographie des paysages alimentaires urbains
		Lila Nouri	Le réaménagement du front de mer algérois.		Kim Tuts	La diffusion des initiatives de circuit court alimentaire locaux comme modèle d'approvisionnement alternatif : Le territoire et ses acteurs comme ancrage spatial et facteur d'influence (Géographie économique)		

Mardi 05/02 - 08h30-10h30	Dynamiques des villes petites et moyennes (Salle 2204)		Rural (Salle 2205)		Entreprise / Management (Salle 2206)		Participation (Salle 2207)	
Président.e.s	Claude Lacour / Josselin Tallec		Marie-Christine Fourny / Nathalie Gaussier		Alexandra Schaffar / Fabien Nadou		Jennifer Buyck / Frédéric Wallet	
Docteurant.e.s	Warnant Achille	<i>Un "discours de la reprise" dans une ville moyenne en déclin : l'exemple du bassin Montluçonnais</i>	Streel Julie	<i>Les activités économiques et les populations en Parc Naturel : Comment concilier différentes visions d'un même territoire?</i>	Agbani Fadoua	<i>La relation Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) / Performance Financière : Nature, Mécanismes d'Interaction et Comportement des Parties Prenantes. Cas des entreprises cotées à la bourse des valeurs de Casablanca.</i>	Pradeau Gil	<i>Cartographier la diffusion des politiques publiques avec l'analyse des réseaux : les budgets participatifs en France (2014-2017)</i>
	Glita Ivan	<i>La décroissance des petites villes en France : une analyse des trajectoires démographiques</i>	Hatier Charles	<i>Stations de montagne : modèles de développement et clefs de succès pour la construction d'un projet touristique durable et attractif</i>	Kanaan Nour	<i>La coordination inter-organisationnelle à l'épreuve de la réponse à une crise transfrontalière</i>	Seddiki Omar	<i>la participation citoyenne à l'action publique territoriale</i>
	Gilbart Alexis	<i>les villes moyennes, potentiels territoires productifs?</i>	Bevione Michela	<i>Enjeux socio-écologiques, métabolisme territorial, création de richesse : application à la production du fromage AOP Beaufort dans la vallée de la Maurienne</i>	Lakbir Abderrahman	<i>La contribution de l'orientation entrepreneuriale à l'augmentation de la compétitivité des PME: cas des PME agricoles dans la région FES-MEKNES</i>	Toura Varvara	<i>De la décroissance urbaine aux processus d'aménagement participatifs. Etude de deux projets de renouvellement urbain en France: l'Île-de-Nantes et les Docks-de-Seine à Saint-Ouen</i>
	Guerrero Grace	<i>The small city and its interconnection with the region</i>	Vialette Yannick	<i>La réinvention des alpes : quand la dialectique tourisme et science participe à accompagner la mutation des environnements montagnards</i>	Toumi Said	<i>L'apport du contrôle organisationnel à la gouvernance des entreprises familiales</i>	Leone Flavia	<i>Devenir copropriétaire : une analyse au travers la sociologie du droit</i>
	Blanquet Lavinia	<i>Vers une meilleure compréhension de la place des villes moyennes dans les systèmes territoriaux métropolitains. Etude de cas de l'aire métropolitaine Lyon Saint-Etienne.</i>	Grosinger Julia	<i>Knowledge, Artefacts and History- A conceptual framework of joint production and historical legacy of ecosystem services through the lenses of the capability approach</i>	Moureaux Jordan	<i>L'(in)efficacité des universités françaises dans un contexte de forte concurrence nationale : une analyse semi-paramétrique</i>		

Mardi 05/02 - 14h-16h	Industrie (Salle 2204)		Gestion des risques (Salle 2205)		Questions sociales (Salle 2206)		Politiques publiques (Salle 2207)	
Président.e.s	Olivier Crevoisier / Josselin Tallec		Myriam Donsimoni / Saidi Abdelmajid		Fabienne Leloup		Jacques Perrat / Fabienne Leloup	
Doctorant.e.s	El Waatmani Abdelmajid	<i>Performance des clusters marocains: mesure, réalisations et obstacles</i>	Ayadi Hicham	<i>L'analyse du développement économique et de la résilience des régions du Maroc</i>	Augerot Alix	<i>La santé mentale des adolescents : approche territoriale des parcours de prise en charge. Application sur le territoire Ouest Hérault</i>	Ferehoun Sarah	<i>Contribution à l'étude du management environnemental des collectivités territoriales</i>
	Winckel Nastasya	<i>Dynamiques territoriales et revitalisation des territoires industriels</i>	Ba Cheikh	<i>Le citoyen, l'expert et le politique face aux changements climatiques : quels modèles de gouvernance des risques environnementaux ? Le cas de l'estuaire du fleuve Sénégal.</i>	Babinska Klara	<i>La pauvreté à l'épreuve de l'action publique et associative locale : le cas de deux quartiers populaires dans la métropole lilloise</i>	Assaad Maha	<i>L'impact du système de contrôle de gestion sur la performance des collectivités et du développement territorial</i>
	Flore Vigné	<i>Reconversion du patrimoine industriel en Ardèche : quelles territorialités ?</i>	Berdgue Hicham	<i>LA GESTION DU RISQUE D'INONDATION ET AMÉNAGEMENT TERRITORIALE, CAS DU BASSIN VERSANT DE SOUSS-MAROC-</i>	Holstein Hadrien	<i>La construction de frontières sociales dans un espace ségrégué. Hiérarchie sociale et politique pour le contrôle du territoire républicain à Belfast</i>	Doua Mona	<i>L'efficacité du contrôle des comptes publics le cas de "la cour des comptes"</i>
	Gros-Balthazard Marjolaine	<i>L'avenir productif des territoires industriels. Analyse de la diversité des trajectoires économiques locales.</i>	Laura ROUCH	<i>La diversification touristique en moyenne montagne comme mode de résilience au changement climatique</i>	Duchain-Courtine Cecile	<i>La ville et le handicap : la procédure des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP). L'exemple des Pyrénées-Orientales.</i>	Rehoui Oumayma	<i>Le rôle de l'audit interne dans la bonne gouvernance des administrations publiques</i>
					Gonçal Cerdà Beneito	<i>Les inégalités de genre dans la gestion des contraintes familiales en Île-de-France : une approche par la mobilité quotidienne</i>	Zehouani Reda	<i>Le contrôle interne et la gouvernance financière des collectivités territoriales marocaines.</i>

Mercredi 06/02 - 10h30-12h30	Mobilités (Salle 2204)		Développement territorial (Salle 2205)		Transition / Innovation (Salle 2206)		Investissements et entreprises (Salle 2207)	
Président.e.s	Laurent Guihery / Kamila Tabaka		Fabien Nadou / Olivier Bouba-Olga		Véronique Peyrache-Gadeau / Pierre-Antoine Landel		Myriam Donsimoni / Bernard Pecqueur	
Doctorant.e.s	Elbroumi Soufiane	Les démarches Living Labs dans le contexte marocain : quel apport en matière de mobilité urbaine ?	Jemai Abderrahim	les systèmes productifs régionaux et la réduction des disparités : cas de la Tunisie	Labarre Florence	Appliquer le modèle transthéorique au report modal, quels indicateurs prendre en compte pour changer les comportements de mobilité ?	Fayou Hamid	Ouverture commerciale et attractivité territoriale des IDE: quel effet du capital humain dans les pays à revenu intermédiaire?
	Abord de Chatillon Margot	Mécanique cycliste et mobilités urbaines	Milano Ludovica	Pourquoi et comment rénover la théorie de la base économique depuis les Suds ? Pistes de réflexion pour un développement économique territorial "occidentalo-excentré"	Callens Alexandre	Les trames vertes et bleues, de la planification régionale au projet local: expérimenter une cartographie historique vers une stratégie d'interventions partagées entre acteurs dans le contexte de la plaine Saint-Exupéry (aire métropolitaine de Lyon)	Lam'Hammdi Hicham	Investissements Directs Etrangers et Politique d'Attractivité au Maroc : Cas du secteur Aéronautique
	El Zein Ali	La modernisation du système de transport – Gouvernance et enjeux : Le cas du Liban.	Monier Vincent	Une contribution à l'étude des villes-ports militaires : Identification des moteurs et supports de développement de Brest et Toulon.	Spor Marine	Des lieux et des pratiques, quelle place pour le consommateur dans l'économie circulaire bruxelloise ?	Misry Safae	Analyse des fluctuations des prix des carburants : investigation empirique
	Eskenazi Manon	Voir, vivre et faire la ville pour le vélo : analyse comparée des politiques et pratiques du vélo à Lyon et Hambourg	Touaibia Nawel	Les logiques de localisations des activités commerciales dans la ville d'Annaba/Algérie.	Khouas Makhlof Adel	La géomatique une science multidisciplinaire puissante pour la gestion et la maîtrise du territoire	Azzouzi Abdelmalek	Gouvernance du Marché du Travail Marocain : Vers une Territorialisation de la Politique d'Emploi
	Louani Kahina	Mobilité urbaine et organisation du système de transport en commun à Tizi Ouzou Urbanisation et transport, quelle interdépendance?	Boulangier Claire-anais	Une politique de développement territorial basée sur les tiers-lieux : enjeux et perspectives.	Bailly Frédéric	Les jardins collectifs urbains en rupture de leur passé : changements de pratiques et attentes politiques	Trotignon Vincent	La production financiarisée des infrastructures urbaines de transport, quand la finance nous transporte

DOCTORANT	ADRESSE MAIL	SESSION	TITRE COMMUNICATION	STRUCTURE D'APPARTENANCE
Nouri Lila	lila.nouri@enpc.fr	Aménagement	Le réaménagement du front de mer algérois.	1 - Laboratoire de Conception et de Modélisation des Formes et Ambiances Architecturales et Urbaines (LACOMOFA) (Algérie)
Simon Elise	simon.e@grenoble.archi.fr	Aménagement	L'écosystème foncier, une hypothèse conceptuelle pour lire les établissements humains. Mise à l'épreuve par l'étude des territoires de la Matheysine (Isère, France) et de l'Oderbruch (Brandenbourg, Allemagne)	1 - Métiers de l'Histoire de l'Architecture - édifices, villes, territoires (MHAevt) (France)
Charieau Corentin	corentin.charieau@entpe.fr	Aménagement	Réinventer les zones d'activités économiques, nouveau défi des politiques d'aménagement et de transport ?	1 - Laboratoire Aménagement Économie Transports (France)
Laverlochere Carole	carole.laverlochere@gmail.com	Aménagement	Analyse économique des conflits relatifs à la mise en oeuvre de grands projets d'intérêt général	1 - Université de Nîmes (France)
Le Van Suu Julien	julien.levansuu@laposte.net	Aménagement	La question logistique dans l'aménagement de la région Occitanie : La gouvernance logistique du territoire de la région Occitanie.	1 - Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement (France)
Godoye Quentin	quentin.godoye@gmail.com	Aménagement	Les territoires face à la fermeture des services publics : mutations dans un contexte d'austérité	1 - Études des Structures, des Processus d'Adaptation et des Changements de l'Espace (France)
Touaibia Nawel	naoueltouaibia@gmail.com	Développement territorial	Les logiques de localisations des activités commerciales dans la ville d'Annaba/Algérie.	1 - Université Badji Mokhtar - Annaba [Annaba] (Algérie)
Milano Ludovica	ludovica.milano@gmail.com	Développement territorial	Pourquoi et comment rénover la théorie de la base économique depuis les Suds ? Pistes de réflexion pour un développement économique territorial "occidentalo-excentré"	1 - Pacte, Laboratoire de sciences sociales (France)
Boulangier Claire-Anais	claire-anais.boulangier@unamur.be	Développement territorial	Une politique de développement territorial basée sur les tiers-lieux : enjeux et perspectives.	1 - Université de Namur (Belgique)
Monier Vincent	vincent.monier@gmail.com	Développement territorial	Une contribution à l'étude des villes-ports militaires : Identification des moteurs et supports de développement de Brest et Toulon.	1 - LABÚRBA (France)
Jemai Abderrahim	abderrahimjemai@yahoo.fr	Développement territorial	les systèmes productifs régionaux et la réduction des disparités : cas de la Tunisie	1 - Jemai (Tunisie)
Blanquet Lavinia	lavinia.blanquet@gmail.com	Dynamique des villes petites et moyennes	Vers une meilleure compréhension de la place des villes moyennes dans les systèmes territoriaux métropolitains. Etude de cas de l'aire métropolitaine Lyon Saint-Etienne.	1 - Pacte, Laboratoire de sciences sociales (France)
Guerrero Grace	gguerrero001@puce.edu.ec	Dynamique des villes petites et moyennes	The small city and its interconnection with the region	1 - Université Grenoble Alpes (France)
Gilbart Alexis	alexis.gilbart@umons.ac.be	Dynamique des villes petites et moyennes	Les villes moyennes, potentiels territoires productifs ?	1 - University of Mons [Belgium] (Belgique)
Glita Ivan	ivan.glita@univ-paris1.fr	Dynamique des villes petites et moyennes	La décroissance des petites villes en France : une analyse des trajectoires démographiques	1 - Géographie-cités (France)
Warnant Achille	achille.warnant@gmail.com	Dynamique des villes petites et moyennes	Un "discours de la reprise" dans une ville moyenne en déclin : l'exemple du bassin Montluçonnois	1 - Géographie Cités (France)
Lagraoui Chaimaa	lagraouchaimaa@gmail.com	Entrepreneuriat	La promotion de la formation à l'esprit entrepreneurial des étudiants dans l'université au Maroc : un nouveau souffle vers une université entrepreneuriale	1 - Laboratoire de recherche sur l'entrepreneuriat et management de l'environnement des PME (Maroc)
El Kotbi Mohamed	mohamedelkotbi1992@gmail.com	Entrepreneuriat	L'entrepreneuriat comme outil d'amélioration de la performance territoriale : construction d'un référentiel théorique	1 - Université Ibn Tofail (Maroc)
Zentar Fatima Ezzahra	fatimaezzahra.zentar@uit.ac.ma	Entrepreneuriat	Entrepreneuriat social et développement territorial: quelle corrélation? Cas de la région Fès Meknès	1 - Centre de Recherche en Management et Commerce (Maroc)
Slaoui Oumaima	oumaima.slaoui@gmail.com	Entrepreneuriat	Processus entrepreneurial et dynamique territoriale : Une approche par les réseaux sociaux.	1 - Université Ibn Tofail (Maroc), 2 - OUMAIMA Slaoui (Maroc), 3 - Université IBN ZOHR [Agadir] (Maroc)
Clément Loréna	lorena.clement@laposte.net	Entrepreneuriat	La dimension collective de l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)	1 - Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme, Environnement (France)
Toumi Said	saidttoumi@gmail.com	Entreprise Management	L'apport du contrôle organisationnel à la gouvernance des entreprises familiales.	1 - Laboratoire de Recherches Prospectives en Finances et gestion (Maroc)
Moureaux Jordan	jordan.moureaux@gmail.com	Entreprise Management	L'(in)efficacité des universités françaises dans un contexte de forte concurrence nationale : une analyse semi-paramétrique	1 - Laboratoire d'Économie Appliquée au Développement (France)
Kanaan Nour	nour.kanaan@dauphine.fr	Entreprise Management	La coordination inter-organisationnelle à l'épreuve de la réponse à une crise transfrontalière	1 - PSL, Dauphine Recherches en Management (France)
Agbani Fadoua	agbani.fadwa1991@gmail.com	Entreprise Management	La relation Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) /Performance Financière : Nature, Mécanismes d'Interaction et Comportement des Parties Prenantes. Cas des entreprises cotées à la bourse des valeurs de Casablanca.	1 - faculté des sciences économiques, sociales, et juridiques ibn tofail kenitra (Maroc)
Lakbir Abderrahman	lakbirabderrahman@gmail.com	Entreprise Management	La contribution de l'orientation entrepreneuriale à l'augmentation de la compétitivité des PME : cas des PME agricoles dans la région FES-MEKNES	1 - Université Hassan II [Mohammédia] (Maroc)
Tuts Kim	ktuts@uliege.be	Environnement / Alimentation	La diffusion des initiatives de circuit court alimentaire locaux comme modèle d'approvisionnement alternatif : Le territoire et ses acteurs comme ancrage spatial et facteur d'influence (Géographie économique)	1 - Université de Liège - Segefa (Belgique)
Martinez Laurent	laurent.martinez@irstea.fr	Environnement / Alimentation	Quel aménagement de l'espace pour promouvoir biodiversité et bien-être ?	1 - Politiques publiques, Action politique, Territoires (France)
Najih Mohammed	najihmohammed63@gmail.com	Environnement / Alimentation	Le cadre juridique et la pratique des études d'impact environnemental, étude comparative, Union européenne et le Maroc	1 - Etudes et recherches juridiques et politiques (Maroc)
Piccin Luca	luca.piccin@cirad.fr	Environnement / Alimentation	De l'Eden perdu à la transition agroécologique. Le marché des fruits et légumes à l'île de La Réunion	1 - UMR INNOVATION (France)
Eddahmouny Hicham	eddahmouny.hicham@gmail.com	Environnement / Alimentation	Paiement pour les services environnementaux : essai de conception institutionnelle au bassin versant d'Ourika	1 - Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales. Université Sidi Mohammed Ben Abdellah : Fès (Maroc)

Vonthron Simon	simon.vonthron@supagro.inra.fr	Environnement / Alimentation	Offre alimentaire et pratiques d'approvisionnement : une géographie des paysages alimentaires urbains	1 - UMR Innovation (France)
Rouch Laura	rouchlaura6@gmail.com	Gestion des risques	La diversification touristique en moyenne montagne comme mode de résilience au changement climatique	1 - Univ. Grenoble Alpes, Irstea, LESSEM, UMR-Territoires, 38000, Grenoble (France)
Berdgue Hicham	h.berdgue@gmail.com	Gestion des risques	La gestion du risque d'inondation et aménagement territoriale, cas du bassin versant de Souss, Maroc	1 - Université Ibn Tofail Kenitra-Maroc (Laboratoire de recherche : Environnement Développement et Gestion de l'Espace. (Maroc)
Ba Cheikh	cheikh.ba@u-picardie.fr	Gestion des risques	Le citoyen, l'expert et le politique face aux changements climatiques : quels modèles de gouvernance des risques environnementaux ? Le cas de l'estuaire du fleuve Sénégal.	1 - BA (France)
Ayadi Hicham	ayadihicham1@gmail.com	Gestion des risques	L'analyse du développement économique et de la résilience des régions du Maroc	1 - Hicham AYADI (Maroc)
Gros-Balthazard Marjolaine	marjolaine.gros-balthazard@umrpacte.fr	Industrie	L'avenir productif des territoires industriels. Analyse de la diversité des trajectoires économiques locales	1 - Pacte, Laboratoire de sciences sociales (France)
Vigné Flore	flore.vigne@umrpacte.fr	Industrie	Reconversion du patrimoine industriel en Ardèche : quelles territorialités ?	1 - Politiques publiques, Action politique, Territoires (France), 2 - Parc naturel régional des Monts d'Ardèche (France)
El Waatmani Abdelmajid	abdelmajid.elwaatmani@usmba.ac.ma	Industrie	Performance des clusters marocains: mesure, réalisations et obstacles	1 - Université Sidi Mohammed Ben Abdellah (Maroc)
Winckel Nastasya	nastasya.winckel@utbm.fr	Industrie	Dynamiques territoriales et revitalisation des territoires industriels	1 - Université de Technologie de Belfort-Montbéliard (France)
Trotignon Vincent	vincent.trotignon@gmail.com	Investissement / Entreprise	La production financiarisée des infrastructures urbaines de transport, Quand la finance nous transporte	1 - Université de Montréal [Montréal] (Canada), 2 - LABÚRBA (France)
Azzouzi Abdelmalek	alaeazzouzi5@gmail.com	Investissement / Entreprise	Gouvernance du Marché du Travail Marocain : Vers une Territorialisation de la Politique d'Emploi	1 - LERES à la F.S.J.E.S. Meknès (Maroc)
Lam'hammidi Hicham	hicham.lamhammidi@usmba.ac.ma	Investissement / Entreprise	Investissements Directs Etrangers et Politique d'Attractivité au Maroc : Cas du secteur Aéronautique	1 - FSJES Sidi Mohammed Ben Abdellah - Fès (Maroc)
Misry Safae	misrysafae@gmail.com	Investissement / Entreprise	Analyse des fluctuations des prix des carburants : investigation empirique	1 - Laboratoire de recherche en Management des Organisations, Droit des Affaires et Développement Durable (Maroc)
Fayou Hamid	fayouhamid@gmail.com	Investissement / Entreprise	Ouverture commerciale et attractivité territoriale des IDE: quel effet du capital humain dans les pays à revenu intermédiaire?	1 - FAYOU (Maroc)
Abord De Chatillon Margot	margot.abord@entpe.fr	Mobilités	Mécanique cycliste et mobilités urbaines	1 - Laboratoire Aménagement Économie Transports (France)
El Zein Ali	ali.h.elzein@gmail.com	Mobilités	La modernisation du système de transport ? Gouvernance et enjeux : Le cas du Liban.	1 - Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement (France)
Louani Kahina	kahina.louani@ifsttar.fr	Mobilités	Mobilité urbaine et organisation du système de transport en commun à Tizi Ouzou Urbanisation et transport, quelle interdépendance?	1 - Dynamiques Economiques et Sociales des Transports (France)
Eskenazi Manon	manon.eskenazi@orange.fr	Mobilités	Voir, vivre et faire la ville pour le vélo : analyse comparée des politiques et pratiques du vélo à Lyon et Hambourg	1 - LABÚRBA (France)
Soufiane Elbroumi	elbroumisoufiane@gmail.com	Mobilités	Les démarches Living Labs dans le contexte marocain : quel apport en matière de mobilité urbaine ?	1 - Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Fès (Maroc)
Pradeau Gil	g.pradeau@my.westminster.ac.uk	Participation	Cartographier la diffusion des politiques publiques avec l'analyse des réseaux : les budgets participatifs en France (2014-2017)	1 - University of Westminster [London] (Royaume-Uni)
Leone Flavia	flavialeonef@gmail.com	Participation	Devenir copropriétaire : une analyse au travers la sociologie du droit	1 - LABÚRBA (France)
Toura Varvara	valiatoura@gmail.com	Participation	De la décroissance urbaine aux processus d'aménagement participatifs. Etude de deux projets de renouvellement urbain en France: l'Île-de-Nantes et les Docks-de-Seine à Saint-Ouen	1 - Centre de recherches historiques/Géographie-Cités (France)
Seddiki Omar	seddiki69@hotmail.com	Participation	la participation citoyenne à l'action publique territoriale	1 - Université Moulay Ismail de Meknès (Maroc)
Duquet Benjamin	Benjamin.Duquet@UCS.INRS.Ca	Perspectives québécoises	L'impact du desserrement des pôles d'emplois sur les transports durables dans les grandes régions métropolitaines au Canada	1 - Centre Urbanisation, Culture et Société (Canada)
Lafreniere Judy	judy.lafreniere.1@ulaval.ca	Perspectives québécoises	L'impact des grandes entreprises sur les trajectoires de développement économique régional : mesure de l'effet sur l'entrepreneuriat	1 - Université Laval (Canada)
Dubé Jean-Christophe	Jean-Christophe.Dube@uqar.ca	Perspectives québécoises	La participation des acteurs publics territoriaux à la régulation politique des projets énergétiques	1 - Université du Québec à Rimouski (Canada)
Médétonwan Guéd Olivier	guedoliv@gmail.com	Perspectives québécoises	Le développement durable (DD) à l'échelle locale : stratégies et résultats avec les OLD	1 - Université du Québec à Chicoutimi (Canada)
Rehioui Oumayma	ouma.rehioui@gmail.com	Politiques publiques	Le rôle de l'audit interne dans la bonne gouvernance des administrations publiques	1 - Université Ibn Tofail (Maroc)
Ferehoun Sarah	sferehoun@uae.ac.ma	Politiques publiques	Contribution à l'étude du management environnemental des collectivités territoriales	1 - Faculté des sciences juridiques économiques et sociales de Tanger (Maroc)
Dagorn Etienne	etienne.dagorn@univ-rennes1.fr	Politiques publiques	Towards a better understanding of the interaction between inequalities and common goods	1 - Centre de Recherche en Economie et Management (France), 2 - AFD (France), 3 - Agence française de développement (France)
Assaad Idrissi Maha	maha.assaad94@gmail.com	Politiques publiques	L'impact du système de contrôle de gestion sur la performance des collectivités et du développement territorial	1 - Université Ibn Tofail (Maroc)
Zehouani Réda	redazehouani@gmail.com	Politiques publiques	Le contrôle interne et la gouvernance financière des collectivités territoriales marocaines.	1 - GR GOUVERNANCE TERRITORIALE ET DEVELOPPEMENT DURABLE, UAE, FSJES Tanger (Maroc)
Doua Mona	monadouaa@hotmail.fr	Politiques publiques	L'efficacité du contrôle des comptes publics le cas de "la cour des comptes"	1 - Université Mohammed V (Maroc)
Cerdà Beneito Gonçal	goncal.cerda-beneito@enpc.fr	Questions sociales	Les inégalités de genre dans la gestion des contraintes familiales en Île-de-France : une approche par la mobilité quotidienne	1 - Laboratoire Ville, Mobilité, Transport (France)

Duchain-Courtine Cecile	courtinec1@gmail.com	Questions sociales	La ville et la handicap : la procédure des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP). L'exemple des Pyrénées-Orientales.	1 - MASSON Sophie (directrice de thèse) (France)
Babinska Klara	klara.babinska@gmail.com	Questions sociales	La pauvreté à l'épreuve de l'action publique et associative locale : le cas de deux quartiers populaires dans la métropole lilloise	1 - Université de Lille (France)
Augerot Alix	alix.augerot@ch-beziers.fr	Questions sociales	La santé mentale des adolescents : approche territoriale des parcours de prise en charge. Application sur le territoire Ouest Hérault	1 - Gouvernance, Risque, Environnement, Développement (France), 2 - Gouvernance, Risque, Environnement, Développement (France), 3 - Centre Hospitalier de Béziers (France)
Holstein Hadrien	hadrienholstein@gmail.com	Questions sociales	La construction de frontières sociales dans un espace ségrégué. Hiérarchie sociale et politique pour le contrôle du territoire républicain à Belfast	1 - Université Paris Nanterre (France)
Grosinger Julia	julia_gros@yahoo.de	Rural	Knowledge, Artefacts and History- A conceptual framework of joint production and historical legacy of ecosystem services through the lenses of the capability approach	1 - Pacte, Laboratoire de sciences sociales (France), 2 - Laboratoire d'Ecologie Alpine (LECA) (France)
Vialette Yannick	yannick.vialette@umrpacte.fr	Rural	La réinvention des alpes : quand la dialectique tourisme et science participe à accompagner la mutation des environnements montagnards	1 - Pacte, Laboratoire de sciences sociales (France)
Bevione Michela	michela.bevione@umrpacte.fr	Rural	Enjeux socio-écologiques, métabolisme territorial, création de richesse : application à la production du fromage AOP Beaufort dans la vallée de la Maurienne	1 - Inria Grenoble Rhône-Alpes (France), 2 - Politiques publiques, Action politique, Territoires (France)
Streel Julie	jstreel@ulb.ac.be	Rural	Les activités économiques et les populations en Parc Naturel : Comment concilier différentes visions d'un même territoire?	1 - Université Libre de Bruxelles [Bruxelles] (Belgique)
Hatier Charles	charles.hatier@irstea.fr	Rural	Stations de montagne : modèles de développement et clefs de succès pour la construction d'un projet touristique durable et attractif	1 - Laboratoire des EcoSystèmes et des Sociétés en Montagne (France)
Khouas Makhlof Adel	adelkhdey@gmail.com	Transition / Innovation	La géomatique une science multidisciplinaire puissante pour la gestion et la maîtrise du territoire	1 - Analyses urbaines et environnementales. (Algérie)
Callens Alexandre	alex.callens@gmail.com	Transition / Innovation	Les trames vertes et bleues, de la planification régionale au projet local: expérimenter une cartographie historique vers une stratégie d'interventions partagées entre acteurs dans le contexte de la plaine Saint-Exupéry (aire métropolitaine de Lyon)	1 - IPRAUS (France)
Bally Frederic	bally.frederic@gmail.com	Transition / Innovation	Les jardins collectifs urbains en rupture de leur passé : changements de pratiques et attentes politiques	1 - Langages, Littératures, Sociétés, Etudes Transfrontalières et Internationales (France)
Labarre Florence	florence.labarre@ixi.biz	Transition / Innovation	Appliquer le modèle transthéorique au report modal, quels indicateurs prendre en compte pour changer les comportements de mobilité??	1 - Laboratoire Aménagement Économie Transports (France)
Spor Marine	marine.spor@ulb.ac.be	Transition / Innovation	Des lieux et des pratiques, quelle place pour le consommateur dans l'économie circulaire bruxelloise ?	1 - Université Libre de Bruxelles [Bruxelles] (Belgique)

Liste des auteurs

Abord de Chatillon, Margot, 65
AGBANI, FADOUA, 35
assaad idrissi, maha, 25
Augerot, Alix, 128
AYADI, Hicham, 119
AZZOUZI, ABDELMALEK, 152
azzouzi, abdelmalek, 152

BA, Cheikh, 120
Babinska, Klara, 130
Bally, Frederic, 140
berdgue, hicham, 122
Bevione, Michela, 103
Blanquet, Lavinia, 19
Boulangier, Claire-Anaïs, 5
Buclet, Nicolas, 107

Callens, Alexandre, 142
Cerdà Beneito, Gonçal, 133
CHAPELON, Laurent, 128
Charieau, Corentin, 50
CHIHAB, NAIMA, 33
Clément, Loréna, 68

Dagorn, Etienne, 27
David, Anda, 27
DOUA, MONA, 22
DUBÉ, Jean-Christophe, 158
DUCHEIN-COURTINE, CECILE, 132
DUPONT, Audrey, 113
DUQUET, Benjamin, 160

EDDAHMOUNY, Hicham, 81
El kotbi, Mohamed, 74
EL WAATMANI, Abdelmajid, 112
EL ZEIN, Ali, 63
ELBROUMI, Soufiane, 57
Eskenazi, Manon, 59

FAYOU, Hamid, 146
FEREHOUN, SARAH, 28

Geissmann, Nicolas, 128
Gilbart, Alexis, 15
Glita, Ivan, 13

Godoye, Quentin, 44
Gros-Balthazard, Marjolaine, 117
Grosinger, Julia, 107
Guerrero, Grace, 17

Hatier, Charles, 99
HOLSTEIN, HADRIEN, 126

jemai, abderrahim, 2

Kanaan, Nour, 37
KHALIFA, Ahsina, 70
KHOUAS, Makhoulf Adel, 144

Labarre, Florence, 138
LAFRENIERE, Judy, 159
LAGHZAOU, Fadoua, 28
Lagraoui, Chaimaa, 76
lakbir, abderrahman, 33
LAM'HAMMDI, Hicham, 150
Laverlochere, Carole, 48
Lavorel, Sandra, 107
Le Van Suu, Julien, 46
Leone, Flavia, 94
LEYRONAS, Stéphanie, 27
louani, kahina, 61

Médétonwan Guédé, Olivier, 157
martinez, laurent, 85
Mazy, Kristel, 15
Milano, Ludovica, 7
MISRY, Safae, 148
Monier, Vincent, 4
MOUREAUX, Jordan, 39

NAJIH, Mohammed, 84
Nouri, Lila, 54

PICCIN, LUCA, 82
Pradeau, Gil, 96

REHIOUI, Oumayma, 30
ROUCH, Laura, 123

seddiki, omar, 90
SIMON, Elise, 52

slaoui, oumaima, 70
SMOUNI, Rachid, 76
Spor, Marine, 136
Streel, Julie, 101

TELAIDJIA, Djamel, 144
Touaibia, Nawel, 9
TOUMI, Said, 41
Toura, Varvara, 92
Trotignon, Vincent, 154
Tuts, Kim, 87

Viallette, Yannick, 105
Vigné, Flore, 115
Vontron, Simon, 79

Warnant, Achille, 11
Winckel, Nastasya, 110

ZEHOUANI, Réda, 23
Zentar, Fatima Ezzahra, 72

Développement territorial

Les systèmes productifs régionaux et la réduction des disparités : cas de la Tunisie

Abderrahim Jemai * 1

¹ Jemai – Tunisie

Le rapprochement des niveaux de vie des citoyens, de croissance, de développement économique, la réduction du taux de chômage et plus précisément la réduction des disparités régionales constituent une préoccupation majeure des politiques régionales tunisiennes depuis les années 60. Malgré ces politiques, la Tunisie se trouve aujourd'hui affrontée à des problèmes économiques et sociaux se posent essentiellement en des inégalités en termes de localisations des activités économiques, des infrastructures de transport, de communication, d'éducation, de santé, de sécurité et de pauvreté...etc. se qui a engendré un clivage est-ouest ou encore littoral-intérieur en termes de développement.

Les régions côtières possèdent des systèmes productifs régionaux (SPR) de forte productivité et de compétitivité et un niveau de vie moderne de leurs populations, il s'agit donc d'un espace développé. Par contre, les régions de l'intérieur souffrent d'une très faible densité d'activités industrielles et de faible performance en termes de croissance et des taux élevés de chômage et de pauvreté, d'où un espace marginalisé.

Actuellement, l'étude et l'analyse des disparités régionales avec toutes ses complexités sont nécessaires, car la prise en compte de ces disparités permet l'amélioration et la compréhension du processus de développement en Tunisie, plus particulièrement le processus de convergence entre les régions.

L'objectif de ce travail se propose de préciser les liens de causalités existant entre la répartition spatiale des activités économiques et les disparités régionales, plus précisément on va montrer le lien entre les systèmes productifs localisés et les disparités dans le contexte de développement des territoires.

Dans ce cadre et dans cette étape de notre travail la méthodologie adoptée est théorique tout d'abord qui permettent d'éclairer et identifier les principaux débats théoriques sur le développement dans l'espace et empirique ensuite qui sert d'analyser et quantifier les disparités interrégionales sur le territoire tunisien de point de vue démographique, social et économique. Les principaux résultats théoriques montrent l'importance d'un nouveau modèle de développement dans l'espace qui sera en rupture avec l'actuel modèle. Les résultats empiriques indiquent que les disparités régionales et leurs évolutions en Tunisie constituent un phénomène persistant qui conduit à des situations d'impasse au niveau de développement.

Pour ce faire, la réduction de ces disparités est possible à condition qu'il y ait des change-

*Intervenant

ments et modifications profondes au niveau du modèle de développement au premier lieu et en deuxième lieu au niveau des politiques régionales adoptées où les systèmes productifs régionaux doivent être au cœur de ces politiques.

Bibliographie :

- **Laurent, C, 2015**, De l'industrie au système productif : approches épistémologiques et conceptuelles, Bulletin de l'association de géographes français 2015
- **Aydalot. P, (éd), 1986**, Milieu innovateurs en Europe, paris, GREMI
- **Aydalot, P, 1985**, économie régionale et urbaine, Paris, Economica
- **Colletis G, Pecqueur B, 1995** " politiques technologiques locales et création de ressources spécifiques " in A. Rallet, A, Torre " Economie industrielle et économie spatiale, pp 445-463

Mots-Clés: disparités régionales, développement régional, systèmes productifs régionaux

Une contribution à l'étude des villes-ports militaires : Identification des moteurs et supports de développement de Brest et Toulon.

Vincent Monier * ¹

¹ LABÚRBA – Université Paris-Est Marne-la-Vallée, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne - Paris 12 : EA3482 – France

En s'emparant du cadre conceptuel décrivant les dynamiques économiques des villes-ports pour l'appliquer aux villes-ports militaires, ce travail a pour ambition de montrer que ces villes constituent un objet d'étude à part entière. L'impossible application directe des modèles géographiques présidant à l'organisation interne et interterritoriale des villes-ports aux villes-ports militaires nécessite de recourir à deux intermédiaires. Les théories du développement local et de la base économique revisitée renvoient aux deux dimensions des dynamiques des villes-ports.

L'étude comparative et diachronique de Toulon et de Brest permet de distinguer les moteurs des supports de développement. Les moteurs, inscrits dans un temps long, renvoient à la construction territoriale des deux villes. La singularité de leurs trajectoires dépend de la capacité des acteurs locaux à s'approprier différentes politiques publiques non nécessairement liées au militaire. Quant aux supports, ils renvoient aux éléments implicites qui permettent à Brest et Toulon de diversifier leurs ressources territoriales. Il s'agit ici des flux de revenus jalonnant les villes-centres et leurs périphéries.

La spatialisation des différentes composantes de la base économique montre qu'un moteur peut devenir un support de développement (et inversement) selon la partie du territoire considéré. Enfin, l'on constate que l'influence de l'Etat au sein des villes-ports militaires dépasse le cadre de leur système productif et se répand, directement ou indirectement, au sein de leur économie résidentielle.

Mots-Clés: ville, port, ville, port militaire, développement territorial, bases économiques, relation civil, militaire, pôle de compétitivité, innovation

*Intervenant

Une politique de développement territorial basée sur les tiers-lieux : enjeux et perspectives.

Claire-Anaïs Boulanger * ¹

¹ Université de Namur – Belgique

Ces dernières années, le concept de tiers-lieu fait l'objet d'un intérêt grandissant tant dans la sphère académique que dans celle des planificateurs urbains. Selon la vision d'Oldenburg (1989), un tiers-lieu se définit d'abord par ce qu'il n'est pas : un lieu domestique ou un lieu professionnel (Burret, 2017 ; Marinos et Krauss, 2017). Il s'agirait donc d'un entre deux auquel on attribue un certain nombre de caractéristiques : lieux ouverts, conviviaux, basés sur une certaine horizontalité sociale, où se rencontrent des individus d'horizons divers, où le partage des idées et des ressources sont des valeurs clés (Marinos et Krauss, 2017). Les tiers-lieux sont également décrits comme des espaces de vie communautaire dans lesquels les individus sont liés entre eux par un ensemble de valeurs communes (Rapport pour la DGO6 - SPW, 2015). Le terme " tiers-lieu " n'étant pas associé à une fonction particulière, il est souvent affublé d'un complément renseignant sa finalité (Burret, 2017). On parle alors de tiers-lieux de fabrication, de tiers-lieux de travail, ou de tiers-lieux culturels (Burret, 2017).

Les tiers-lieux sont également réputés pour être des lieux propices à l'innovation pouvant participer au renouveau d'un territoire en déclin (Marinos et Krauss, 2017 ; Rapport pour la DGO6 - SPW, 2015). C'est notamment sur cette hypothèse que repose la mise en place des Hubs Créatifs en Wallonie. Ceux-ci ont en effet vus le jour sous l'impulsion de la politique mise en place en 2013 à l'initiative du gouvernement wallon de l'époque " en vue de favoriser une conversion progressive du territoire wallon à l'économie créative " (Rapport pour la DGO6 - SPW, 2015). Selon un rapport de mission de 2015, les Hubs Créatifs Wallons devraient ainsi s'envisager comme des laboratoires sociaux " permettant de tester de nouvelles approches visant à créer de la valeur (économique, sociale, ...) " et leur rôle consisterait donc " précisément à concevoir ces espaces dits "tiers-lieux", à les animer et à les faire vivre " (Rapport pour la DGO6 - SPW, 2015).

Une mission qui pose encore de nombreuses questions. En effet, l'appropriation et la mise en pratique dans le cadre d'une politique publique de cette notion de tiers-lieu fait face à certaines difficultés. Les Hubs Wallons ont notamment du mal à mobiliser une réelle communauté et à attirer certains types de publics. Notre hypothèse est que ces difficultés sont principalement dues à une mauvaise compréhension de ce qu'est véritablement un tiers-lieu. Nos observations ont notamment montré que, sur le terrain, la plupart des tiers-lieux qui " fonctionnent " sont construits tels des communs selon la définition de David Bollier (2014) : " un commun = une ressource + une communauté + des règles sociales ". Hors, les communs fonctionnent selon des codes qui leurs sont propres, très différents de ceux utilisés par l'état ou les marchés. Aussi, s'il est vrai qu'ils peuvent être porteurs de valeur à l'échelle d'une ville, les inclure dans une politique de développement territorial ne peut s'envisager qu'à travers une compréhension en

*Intervenant

profondeur de ce qui fait l'essence même de ces communs que représentent les tiers-lieux. Aussi, en proposant une nouvelle grille de lecture basée sur la théorie des installations (Lahlou, 2018), cet article a pour but de permettre cette compréhension en profondeur.

Mots-Clés: tiers, lieu, communs, territoires

Pourquoi et comment rénover la théorie de la base économique depuis les Suds ? Pistes de réflexion pour un développement économique territorial "occidentalo-excentré"

Ludovica Milano * 1

¹ Pacte, Laboratoire de sciences sociales – Université Grenoble Alpes – France

Les changements rapides que connaissent les territoires à l'époque de la globalisation et de l'urbanisation croissante (tant de la population que des pauvretés) et les défis qu'ils entraînent, s'accompagnent d'une évolution des sciences sociales censées les décrire. Un renouveau des *regional and urban studies* semble nécessaire pour mieux intégrer l'apport des théories issues des pays du Sud, dont les villes abritent désormais la plupart de la population mondiale. Ce changement de perspective est prôné par le courant du " Southern Turn " (Roy 2009), qui se propose de véhiculer les savoirs propres aux Suds et de développer de nouvelles théories géographiquement situées. Dans les Sciences régionales et urbaines cela implique, notamment, le dépassement de la hiérarchisation entre villes (Robinson, 2006) et de la tradition théorique occidentalo-centrée, qui s'est traduite dans l'exportation des modèles de gestion des Nordes vers les Suds. A ce jour, il n'existe pas de modèle théorique pour penser le développement économique territorial *depuis* les Suds. Partant de ce constat, nous formulons l'hypothèse que la théorie de la base économique (Sombart 1916), renouvelée depuis les Suds, constitue un cadre théorique et opérationnel pertinent pour combler ce vide. Au travers de ce prisme d'analyse, nous nous proposons de répondre à la question suivante : *quels sont les moteurs du développement économique territorial dans les villes des Suds ?*

Le projet repose sur l'étude des flux de richesses qui traversent et/ou circulent dans deux villes : Ziguinchor (Sénégal) et Salvador de Bahia (Brésil).

La théorie de la base a montré au cours de la dernière décennie son potentiel novateur au Nord (Talandier, Davezies 2009). En questionnant la déconnexion entre les processus locaux de croissance et de développement, elle constitue un outil opérationnel pour aider les décideurs politiques à mieux appréhender les enjeux de développement socio-économique d'un territoire. Cette théorie repose sur l'idée que le développement économique d'un territoire dépend de sa capacité à capter des richesses externes, mais également de sa capacité à assurer la circulation de ces richesses dans le territoire, au profit des populations locales.

Le renouvellement de la théorie de la base par les Suds, en prenant en compte des flux de richesses spécifiques à ces contextes, permettrait de définir un cadre d'analyse original et inédit en Sciences Régionales, pouvant contribuer à la mise en place de politiques locales de développement adaptées. Aussi, cela pourrait enrichir à son tour la version " Nord " : la fertilité des

*Intervenant

allers-retours Nord-Sud des théories a été mise en avant par plusieurs auteurs dans le domaine des études urbaines (Koop, Amilhat Szary 2011).

Bibliographie

Koop K., Amilhat Szary A.-L. (2011) *Mondialisation et circulation de concepts scientifiques entre Nord et Sud*. 75(1), pp.6-14. Information géographique, Armand Colin

Robinson J. (2006) *Ordinary Cities : between modernity and development*. Routledge

Roy A. (2009) *The 21st-Century Metropolis: New Geographies of Theory*. Regional Studies Vol 43-6. pp 819-830

Sombart W.(1916) *Der Moderne Kapitalismus, Erster Band: Die Vorkapitalistische Wirtschaft*, 2nd rev. ed.

Talandier M., Davezies L. (2009) *Repenser le développement territorial? Confrontation des modèles d'analyse et des tendances observées dans les pays développés*, Ed. PUCA

Mots-Clés: théorie de la base économique, développement économique territorial, moteurs du développement, Southern Turn, Suds

Les logiques de localisations des activités commerciales dans la ville d'Annaba/Algérie.

Nawel Touaibia * ¹

¹ Université Badji Mokhtar - Annaba [Annaba] – Algérie

Les choix de localisation des activités économiques ont traditionnellement été pensés en lien avec les caractéristiques géographiques fondamentales des territoires. Ainsi, l'abondance de matières premières, la présence de voies navigables ou au contraire d'obstacles naturels constituaient autant d'éléments susceptibles d'influencer les décisions d'implantation.

Depuis ces dernières années, de nouvelles centralités commerciales se sont développées dans les périphéries urbaines, avec des conséquences importantes sur le commerce de centre-ville qui rendent nécessaire le renouvellement des études dans ce domaine.

De ce sens l'objectif de ce travail est à la fois simple et ambitieux : il vise à étudier les logiques de localisations des activités commerciales dans la ville d'Annaba, aussi pour déterminer les facteurs ou les raisons qui attirent les unités commerciales à se localiser dans la ville. Il s'agit de tous les magasins fréquentés par la population, depuis les petits bureaux de tabac de quartier, jusqu'aux hypermarchés, auxquels s'ajoutent quelques prestataires de service exerçant en magasin (habillement, coiffeurs, avocat...). Au profit de notre cas d'étude " le commerce dans la ville d'Annaba ". Pour ce faire, un questionnaire afin de comprendre la logique qui a motivé l'implantation du commerce soit en centre ville ou en périphérie dans cette ville, Tests statistiques et corrélations non paramétriques pour voir s'il existe une relation entre la concentration/dispersion, et le développement durable.

Mots-Clés: Concentration, commerce, Demande/offre, Accessibilité, développement durable.

*Intervenant

Dynamique des villes petites et moyennes

Un "discours de la reprise" dans une ville moyenne en déclin : l'exemple du bassin Montluçonnois

Achille Warnant * ¹

¹ Géographie Cités – Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) – France

Le phénomène de dévitalisation des villes moyennes, s'il a rencontré récemment un écho important dans les champs politique, médiatique et académique, est plus ancien qu'il n'y paraît (Michel, 1977). En effet, sous l'effet de l'étalement urbain et de la désindustrialisation puis du "retrait de l'État des territoires" (Aust et Cret, 2012), nombreuses sont celles qui "déclinent" depuis les années 1970. Un processus, qui se manifeste par la conjonction de plusieurs symptômes (décroissance démographique, dégradation symbolique et économique des espaces, et paupérisation des habitants), touchant en particulier les villes centres (Guéraud, 2018).

L'étude de la communauté d'agglomération de Montluçon permet d'illustrer et d'appréhender ces dynamiques. Ici comme ailleurs, dans des villes aux caractéristiques similaires, la réorganisation des processus de production et la redéfinition des modes de vie, fragilise le territoire. Si les communes périurbaines et rurales, situées à proximité, s'en sont mieux sorties ces dernières décennies, elles sont désormais elles aussi concernées par le phénomène. La "concurrence locale des territoires", pour attirer des populations et des activités nouvelles, trouve aujourd'hui ses limites. Face au rétrécissement de leur assiette fiscale, les centres urbains bénéficient de marges de manœuvres limitées. Pour éviter d'augmenter les impôts locaux, de peur de pousser encore davantage les contribuables les mieux lotis à s'installer en périphérie, les moyens alloués aux services publics locaux sont réduits, impactant la population bien au-delà de la seule ville centre.

En réaction, les acteurs locaux (élus, chefs d'entreprises, responsables associatifs...) cherchent à se mobiliser. Fidèle à "la rhétorique du maire entrepreneur" (Le Bart, 1992), la municipalité et sa communauté d'agglomération, dont les services sont fusionnés, mènent des opérations de transformations urbaines importantes afin de faire évoluer l'image de la cité (piétonisation du centre-ville, réaménagement des quais, réhabilitation du patrimoine antérieur à la révolution industrielle, etc.). Les transformations à l'œuvre font l'objet de mises en scène de la part des acteurs impliqués, *via* la communication municipale, *via* la presse locale, *via* les réseaux sociaux, et *via* l'ensemble des rituels attenants à la fonction d' élu, au moins aussi importantes que les actions elles-mêmes (Lefebvre et Douillet, 2018).

Dès lors, les élus locaux sont confrontés à un dilemme : tenir un discours positif vis-à-vis de leurs concitoyens et des acteurs extérieurs, afin de faciliter leurs réélections et d'amener des activités nouvelles à s'installer, tout en reconnaissant leurs difficultés pour attirer l'attention des acteurs étatiques et obtenir des moyens financiers et humains supplémentaires. Ce "discours de la reprise" s'accompagne d'un certain nombre d'idées, que nous pouvons qualifier de "mythes"

*Intervenant

de l'action publique locale, qu'il conviendra également de discuter : 1) le rapprochement avec les métropoles assurerait le développement du territoire, 2) la réussite des actions menées ne peut être mesurée qu'à l'aune de la croissance démographique, 3) le consensus doit guider l'action publique.

Mots-Clés: Action publique territoriale, déclin, ville moyenne, marketing territorial

La décroissance des petites villes en France : une analyse des trajectoires démographiques

Ivan Glita * ¹

¹ Géographie-cités – Université Panthéon-Sorbonne, Centre National de la Recherche Scientifique :
UMR8504 – France

En France, la décroissance urbaine affecte particulièrement les petites villes (Wolff et al., 2017). Leur vulnérabilité provient de leur taille et de leur tissu économique spécifique. Elles sont généralement plus spécialisées que les métropoles, notamment dans des activités peu dynamiques comme l'industrie manufacturière (Laborie, 1979). Ces spécialisations s'observent sur le long terme (Gaigné et al., 2005). Les recherches consacrées aux espaces de faible densité se sont pourtant peu intéressées à la décroissance urbaine. Certaines nuancent l'impact de la désindustrialisation en montrant un regain de l'attractivité résidentielle (Pistre, 2011). Ce dynamisme ne touche pourtant pas l'ensemble de l'espace rural. Il reste propre aux campagnes proches des métropoles et aux espaces touristiques. Ailleurs, les transformations démographiques et économiques s'effectuent plutôt au détriment des petites villes. Dans cette thèse, nous cherchons à explorer les liens complexes s'établissant entre la décroissance urbaine de ces petites villes et leur tissu économique. Un premier axe de recherche porte sur l'application des théories de la décroissance urbaine, établies pour les villes grandes et moyennes (Friedrichs, 1993), pour tester leur pertinence dans le cadre des petites villes françaises. Nous présenterons les premiers résultats des analyses visant à caractériser les petites villes en décroissance. Pour essayer de rendre compte des formes que prend la décroissance démographique dans ces villes, nous établissons une typologie de leurs trajectoires démographiques depuis les années 1960 grâce à des analyses multivariées. Pour comparer ces trajectoires et distinguer précisément les spécificités des petites villes, nous avons choisi de travailler sur l'ensemble des villes françaises sans distinguer a priori les petites villes ou les villes spécialisées. Il s'agit à la fois d'identifier les trajectoires démographiques des petites villes en décroissance par rapport à l'ensemble du système de villes mais aussi de caractériser leur surreprésentation dans certaines régions. Nous envisageons différentes méthodes et définitions de la ville pour construire ces trajectoires. Le périmètre retenu en premier lieu pour définir la ville est celui de l'unité urbaine ; nous prenons en compte dans le même temps des petites villes situées dans l'aire d'influence des métropoles et d'autres plus isolées. Les résultats des analyses démographiques seront ensuite mises en relation avec les analyses de spécialisation économique.

Références

Friedrichs J. (1993). " A Theory of Urban Decline: Economy, Demography and Political Elites ". *Urban Studies*, vol. 30, n°6, p.907-917

Gaigné C., Piguet V., Schmitt B. (2005). " Évolution récente de l'emploi industriel dans les territoires ruraux et urbains: une analyse structurelle-géographique sur données françaises ".

*Intervenant

Revue d'Économie Régionale et Urbaine, n°1, p.3-30

Laborie J.-P. (1979). *Les petites villes*. Paris : Éditions du C.N.R.S., 363 p.

Pistre P. (2011). " Migrations résidentielles et renouveau démographiques des campagnes françaises métropolitaines ". *Espace populations sociétés*, 2011/3, p.530-555

Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E. (2017). " Is planning needed? Shrinking cities in the French urban system ". *Town Planning Review*, vol. 88, n°1, p.131-45

Mots-Clés: Décroissance urbaine, Petites villes, Spécialisation urbaine, Système de villes

Les villes moyennes, potentiels territoires productifs ?

Alexis Gilbert * ¹, Kristel Mazy ¹

¹ University of Mons [Belgium] – Belgique

Depuis plusieurs décennies, la Belgique, pays industriel historique est marquée par la mutation de son économie et de sa société. Cette transformation, dont l'origine est sans aucun doute liée à la mondialisation et la globalisation, s'est développée durant le 20ème siècle. Ces phénomènes impactent le territoire, par le renforcement des grandes villes, qui concentrent une quantité importante de l'emploi et de l'économie. (*Sassen, 2004*). Cette polarisation des activités économiques renforce une compétitivité mondiale et nationale tout en générant des disparités régionales et sociales (*Léo, Philippe, & Monnoyer, 2012*). Cette mutation économique est marquée par la dégressivité de l'économie productive en une économie tertiaire qui inflige à la société une recomposition et une modification des statuts sociaux de la classe productive. (*Artus & Virard, 2011*)

En parallèle, les enjeux environnementaux et territoriaux imposent à la Wallonie de revoir sa stratégie de développement territorial. Les décideurs veulent mettre fin à l'étalement urbain en réduisant la consommation de terres non artificialisées à 0 ha à l'horizon 2050. (*RW, 2018*) De plus, les aménageurs et politiques prônent de plus en plus l'idée d'une ville mixte. Cette mixité a amené récemment la notion de ville productive. Ce concept préconise la réconciliation de l'habitat et de l'activité économique au sein des territoires urbains. (*Mazy & Debrie, 2017*) Toutefois, les littératures qui s'intéressent à cette notion de ville productive s'inscrivent majoritairement dans les logiques et dynamiques métropolitaines. Nous pouvons dès lors interroger ce concept appliqué aux villes moyennes ?

C'est sur cette question encore élargie que se basent mes recherches. En effet, la Belgique possède un territoire majoritairement diffus dont une part importante n'est pas incluse dans les périmètres métropolitains. (*Grosjean, 2017*) Qu'en est-il de ces territoires ? Comment peuvent-ils se développer ? Ces questionnements balisent mes réflexions et dressent un cadre encore large qu'il faudra élaguer au fur et à mesure de recherche qui se veulent prospectives.

Dans un premier temps, un diagnostic territorial a été effectué sur le territoire de Mons, ville Belge occupée par près de 100.000 habitants, afin de connaître les types d'économie présents ainsi que les formes et implantations de ceux-ci. Ce territoire est situé en dehors des métropoles de Bruxelles et de Lille et se situe à 30km de Valenciennes et 20km de Maubeuge, deux villes frontalières françaises. Cette localisation est-elle susceptible de promouvoir un développement économique transfrontalier ?

Les différents questionnements développés ci-dessous mènent à renouveler le développement économique urbain dans les villes moins attractives qui composent le territoire wallon. Depuis l'ère industrielle, les pratiques de production et de création évoluent du matériel vers l'immatériel

*Intervenant

et permettent un changement de paradigme du projet urbain. À la suite de ce constat, la recherche va évoluer selon deux grands axes : la possibilité d'intégrer l'économie productive dans les centres urbains de villes moyennes, ainsi que l'évolution des outils et du jeu d'acteur afin de promouvoir et faciliter l'insertion d'autres activités et usages dans les zones d'activités industrielles.

Mots-Clés: ville productive, Economie territoriale, Développement économique

The small city and its interconnection with the region

Grace Guerrero * 1

¹ Université Grenoble Alpes – PUCE – France

The aim is to analyze the importance of small cities, less than 50,000 inhabitants, in the generation of regional dynamics. The analysis is part of the ongoing research, which seeks to identify the differences between influential factors between similar territories that show different dynamics.

It is difficult to define the intermediate city: Brunet (1997) cited in Demazière (2014), talks about the medium-sized city as an unidentified real object. In some analyzes, the city is defined by the space covered, by the interactions of its economic and social agents; in others, the defining factor is the coverage of services, mobility patterns, population density, size and limits, or administrative or economic functions and their connection with other population centers. Even feelings of belonging to a common characteristic or identity are considered (CAF, 2017, 35-36) (Berdegúe and Proctor, 2015).

The most used categorization criterion is the population size relationship, which is linked to several economic geography hypotheses, such as the "range - size" Zift rule (1949), the Reilli gravitational assumption (1931), Christaller's Theory of the Central Place (1933), the diffusion of innovations by Hägerstran (1966), among others (cited in (Sánchez, 2016, p 5), and in (CAF, 2017, p.50)). When confronting these hypotheses to the territories, it is observed that not all theories apply to all cities, as mentioned by Demazière et al (2014).

The classification used in Ecuador is based on criteria of functionality and productive specialization of the settlements, with a view to visualizing possibilities or strategies of regional development, above population differences.

The models of interaction between cities, their growth and dynamism, will be affected by the predominant economic model, as described by Sánchez (2016) with respect to Mexico, by observing the changes in the system of cities at various stages of development.

According to Demazière et al (2014), in any country, next to the capital city and large cities, there are medium-sized cities that play an important role in boosting subnational regions. These cities are distinguished by their development trajectory, historical milestones, geographical location, density of their population, matrix of specialization or productive diversification, functionality, all of which generate a differentiated role between them and different results at the regional level (Demazière, 2014). Regarding its functions, Jacobs focuses its analysis on the dynamics of exchange of goods, services, people. The dynamics would depend on the existence or not of essential factors that make the region sustainable, such as the urban market, technology and innovative capacity, the link with the sources of work and the economic capital of the city. These elements influence the regions and rural areas in different ways, generating - or not - relations with

*Intervenant

neighboring areas. Their studies shed light on the role of cities as articulators of development between rural and urban areas, providers of public and private services, centers of commercial flow, and territories with cultural, economic, social and political influence in a region (Jacobs, 1970) (Berdegúe and Proctor, 2015).

Mots-Clés: small city, dynamic region

Vers une meilleure compréhension de la place des villes moyennes dans les systèmes territoriaux métropolitains. Etude de cas de l'aire métropolitaine Lyon Saint-Etienne.

Lavinia Blanquet * ¹

¹ Pacte, Laboratoire de sciences sociales – Université Grenoble Alpes – France

Les métropoles sont souvent considérées comme des locomotives économiques dont les retombées doivent profiter à leurs territoires avoisinants. Cette recherche, menée en convention CIFRE au sein des Agences d'urbanisme de Lyon et Saint-Etienne, a pour objectif de prendre le contrepied de cette vision " centre-périphérie " en abordant le sujet des villes moyennes dans une approche systémique d'interdépendance entre les territoires. En effet, l'intensification de la mobilité et la multiplication des flux et des échanges entre les territoires les lient les uns aux autres en formant ainsi des systèmes territoriaux. L'enjeu est donc de comprendre la place des villes moyennes dans le système territorial que constitue l'aire métropolitaine Lyon – Saint-Etienne (AMLYSTE), en émettant l'hypothèse que celles-ci peuvent avoir un rôle charnière d'intermédiation. L'objectif est alors de rentrer par une approche systémique en explorant les rapports qu'entretiennent les villes moyennes avec les métropoles de Lyon et de Saint-Etienne, les relations qu'ont les villes moyennes avec le reste du territoire et aussi les relations qu'elles ont entre-elles. L'entrée qui est retenue pour conduire cette recherche est double : une entrée par les fonctions productives des villes moyennes dans le système territorial de l'AMLYSTE, et une entrée par leurs fonctions résidentielles.

Bibliographie indicative :

Davezies (L.), Talandier (M.), 2014, L'émergence de systèmes productivo-résidentiels : territoires productifs-territoires résidentiels : quelles interactions ? La Documentation française, 136 p.

Demazière (C.), 2017, " Le traitement des petites et moyennes villes par les études urbaines ", in *Espaces et sociétés*, n°168, pp. 17-32

De Roo (P.), 2011, " Des charnières territoriales à conforter ", in *Revue Urbanisme*, Dossier *Les villes moyennes contre-attaquent*, pp. 5-9

Pinson (G.) et Rousseau (M.), 2011, " Les systèmes métropolitains intégrés : état des lieux et problématiques. " in *Territoires 2040 : revue d'études et de prospective*, éd. Documentation française, Datar, pp. 29-58

*Intervenant

Santamaria (F.), 2012, " Les villes moyennes françaises et leur rôle en matière d'aménagement du territoire : vers de nouvelles perspectives ? ", in *Norois Environnement, aménagement, société*, n°223, pp. 13-30

Vadelorge (L.), 2013, " Les villes moyennes ont une histoire ", in *L'Information géographique*, éd. Armand Colin, vol.77, pp. 29-44

Mots-Clés: systèmes territoriaux, villes moyennes, enjeux productifs, enjeux résidentiels

Politiques publiques

L'efficacité du contrôle des comptes publics le cas de "la cour des comptes"

Mona Doua * ¹

¹ Université Mohammed V – Maroc

La gestion administrative classique basée sur la bureaucratie, le respect des règles et les procédures, sans tenir comptes des résultats a longtemps été pour les organismes publics un sujet d'efficacité et un réel atout. De nos jours, elle devient sérieusement problématique et la performance de l'action publique ne peut qu'en faire les frais. Or les enjeux d'une gestion publique performante sont essentiels, et cela aussi bien pour le bon fonctionnement des organismes publics, eux même, que pour le développement économique et social national, ou encore pour le bien-être général. La gestion publique centrée sur les procédures et moyennes semble céder la place à une nouvelle gestion publique orientée performance et résultats, savoir une gestion axée sur le triptyque efficacité-efficience-économie. La gestion axée sur la performance semble se justifier par le constat que l'action publique devient coûteuse et inefficace, l'optimisation des dépenses s'érige, en effet, comme une pierre angulaire de tous les chantiers des réformes dans lequel s'engage la majorité des pays en voie de développement. Cette nouvelle approche trouve son origine dans les modèles anglo-saxons dont la gestion publique s'inspire largement de la gestion privée.

L'objectif recherché est l'appréhension de la réalité du management des entités publiques, ses atouts et ses faiblesses, car c'est du diagnostic impartial et de l'évaluation objective qu'émane le bien fondé de ses recommandations émises lors des différentes missions visant l'amélioration de la qualité du management des services de l'état, des établissements publics et des collectivités locales. A cet effet, la question centrale sur laquelle s'articule la problématique est : " Quelle est la capacité du contrôle des comptes à préserver les deniers publics et l'autonomie de la gestion publique a fin d'atteindre un développement solide et durable ? "

L'objectif se situe dans le fait que la nouvelle gestion publique reposant sur de nouvelles méthodes orientées efficacité et performance invite la cour des comptes à une nouvelle manière d'envisager l'efficacité du contrôle des comptes publics. Une nouvelle culture de contrôle imprégnée des techniques et outils puisés dans le management des organisations privées, c'est dans cette perspective la cour des comptes est appelée à prendre en compte les caractéristiques de la qualité de la gestion des organismes publics dans un esprit de contribuer à la performance de leurs actions. L'objectif du travail de thèse est d'évaluer le contrôle des comptes publics selon les critères efficacité, efficience et la capacité de ce contrôle

Mots-Clés: cour des comptes, protection des deniers publics, finance, France, Maroc, transparence

*Intervenant

Le contrôle interne et la gouvernance financière des collectivités territoriales marocaines.

Réda Zehouani * 1

¹ GR GOUVERNANCE TERRITORIALE ET DEVELOPPEMENT DURABLE, UAE, FSJES Tanger
– Maroc

Le management des collectivités territoriales est au centre d'intérêt des gestionnaires et des politiciens marocains. Nombreuses réformes ont été déployées afin de doter ces administrations décentralisées des moyens et des outils nécessaires pour bien mener leur mission de développement local.

Dans cette perspective, la constitution du Maroc[1] a consacré un titre spécial à la bonne gouvernance, et au contrôle des finances publiques.

Les orientations du chantier de la régionalisation prévoient un modèle économique basé sur une déconcentration permettant la mise en œuvre d'une gouvernance territoriale efficiente. Ainsi la constitution a également réservé un titre aux régions et aux autres collectivités territoriales[2], ce qui affirme le rôle que doivent jouer ces administrations locales dans le développement économique du pays.

La loi organique relative à la loi des finances[3] a confirmé à son tour la volonté du législateur à construire un modèle financier axé sur les résultats et la reddition des comptes, avec une planification budgétaire triennale basée sur des programmes à exécuter dans les régions, et une évaluation sur la base des audits de performance.

Une revue générale de ces chantiers de réformes, nous ramène à constater que les responsabilités et les enjeux financiers des collectivités territoriales se sont renforcés depuis la mise en œuvre du chantier de la régionalisation et la publication des nouvelles lois organiques[4] relatives aux collectivités territoriales.

Cependant, l'extension des compétences des collectivités marocaines et des attributions de leurs conseils, doit être accompagnée par une détermination des règles de leur gouvernance et un renforcement de leurs capacités managériales, afin de bien mener les missions qui lui ont été confiées par le législateur.

Le mise en place des règles de la gouvernance est indispensable. Elle permet de mettre en place une organisation des pouvoirs qui contribue à réaliser les objectifs et à éviter les pratiques non conformes à la stratégie. Le contrôle interne est par conséquent, l'opérationnalisation des pratiques de gestion qui contribuent à la maîtrise des risques, et ce, conformément à la stratégie établie par la gouvernance.

*Intervenant

Cette contribution présente une revue générale du cadre réglementaire des collectivités territoriales au Maroc, en se focalisant sur les aspects financiers et budgétaires. Nous montrons que la volonté du législateur tend vers l'internalisation du contrôle au sein des collectivités marocaines, en se basant sur un système de contrôle interne, ce qui leur permet de maîtriser les risques et d'instaurer un bon système de gouvernance sur le volet financier.

Après avoir exposé les contraintes de la mise en œuvre du contrôle interne dans le secteur public, nous présentons un cadre conceptuel sur lequel doivent se baser les actions d'instauration des systèmes de contrôle interne au sein des collectivités territoriales marocaines.

Dahir n° 1-11-91 du 29/07/2011 portant promulgation du texte de la Constitution.

Titre IX, Dahir n° 1-11-91.

Dahir n°1-15-62 du 02/06/2015 portant promulgation de la loi organique n° 130-13 relative à la loi des Finances.

Royaume du Maroc, "Dahir N°1-15-83 Du 07/07/2015 Portant Promulgation de La Loi Organique N°111-14 Relative Aux Régions (BO 6440 Du 18/02/2016).", Pub. L. No. 111-14 (2015).

Mots-Clés: Nouveau Management Public, Collectivités Territoriales, Gouvernance Financière, Audit, Contrôle Interne.

L'impact du système de contrôle de gestion sur la performance des collectivités et du développement territorial

Maha Assaad Idrissi * ¹

¹ Université Ibn Tofail – Maroc

Partout dans le monde, qu'il s'agisse de pays développés ou de pays en développement, la décentralisation occupe le même espace d'intérêt, suscite les mêmes enthousiasmes et s'affirme au-delà de toute coloration politique et de toute appartenance partisane comme un projet de société.

La décentralisation entendue comme technique d'organisation administrative correspond, selon Dupuis et Guédon (1991) à " l'attribution d'une certaine autonomie à des collectivités qui s'administrent librement par des conseils élus, sous le contrôle du gouvernement ". Elle implique donc un transfert de compétences du niveau central vers les instances locales.

Comme les entreprises, la recherche de performance préoccupe aussi les collectivités territoriales . Depuis plusieurs années, la performance est au centre des projets de modernisation et de restructuration des organismes publics, notamment les collectivités territoriales dans le but de réaliser un développement local solide.

Au Maroc, le processus de décentralisation a été entamé depuis l'indépendance, la réforme a commencé d'une façon significative dans les collectivités territoriales par l' adoption en 1976 de la charte communale jusqu'en 2011 avec l' entrée en vigueur de la nouvelle constitution , puis en 2015 par l'adoption de la régionalisation avancée qui amène à un découpage administratif et une adoption des lois organiques ; la loi 111-14 relative aux régions, la loi 112 - 14 relative aux préfectures et la loi 113 - 14 relative aux communes.

La mise en œuvre de ces réformes est accompagnée par l'émergence de nouvelles pratiques de contrôle de gestion dans les communes qui seront obligées de se doter d'un système efficace de contrôle de gestion pour le pilotage de leur performance.

Dans notre travail de recherche nous allons essayer de traiter l'impact du système de contrôle de gestion sur la performance des collectivités et le développement territorial.

Pour y répondre nous allons traiter la pratique du système u système de contrôle de gestion sur la performance des collectivités territoriales tout en mettant l'accent sur son evolution, son impact sur la perforamance et sur le développement local.

Du fait de la nouvelle stratégie adoptée sur le plan national qui vise à la mise en œuvre da

*Intervenant

la décentralisation et la certification des comptes de l'état qui sera opérée prochainement. Ce projet de recherche nous semble intéressant à traiter, dans le but de décrire les différents aspects du concept de la performance des collectivités locales et à esquisser les différents outils de performance utilisés dans ces derniers et voir à quelle finalité et mission ils répondent.

Ainsi que de constater que tous les indicateurs de performance tels que les tableaux de bord, et le reporting qui sont de plus en plus en vogue et tous les outils modernes du pilotage de la bonne gouvernance dans les organisations classiques peuvent être adaptés aussi aux collectivités territoriales et contribuer au développement local.

bibliographie:

Collectivités territoriales, revue de la trésorerie générale du royaume - n 1 1 a o û t 2 0 1 4

Les collectivités locales/Développement, classé le 3 août 2012 25,387 Vues. Auteur : said sahli

Le contrôle de gestion dans les collectivités territoriales, une approche sociologique ,**Emmanuel Evah-Manga** Editeur : L'Harmattan ,Collection Finances publiques

Mots-Clés: collectivités territoriales, développement local, contrôle de gestion

Towards a better understanding of the interaction between inequalities and common goods

Etienne Dagorn * ¹, Anda David ², Stéphanie Leyronas ³

¹ Centre de Recherche en Economie et Management – CREM UMR CNRS 6211 – France

² AFD – Agence Française de Développement – France

³ Agence française de développement (AFD) – Agence Française de Développement – 5 Rue Roland Barthes - 75598 PARIS CEDEX 12, France

In this paper, we propose a new conceptual approach which allows analyzing the link between the commons and inequality. While in academia the concept of commons is far from being a novelty, international stakeholders and national governments are starting to consider it more and more as a governance option, at different scales. A similar paradigm shift is occurring with inequality, which has started to be seen as a universal problem with the introduction of SDG 10 and the number of institutions promoting the fight against inequality is rising. It is also increasingly acknowledged that the high levels of inequality are the result of policy decisions and therefore a strong link exists between inequality and the form of governance. The question that arises is thus what are the implications of a form of governance such as the commons in terms of inequality and also whether the initial level of inequality has an impact on the creation of a common. We try to answer these questions by providing an analytical framework based on an extensive literature review and test our hypothesis in the case of two types of commons, one in Tunisia and one in Democratic Republic of Congo. We highlight that initial inequality is replicated in the creation and use of the common. If a decrease in inequality is to be expected to result from the creation of the common, then an additional incentive, brought by an external stakeholder, is needed.

Mots-Clés: Commons, Inequalities, public policies, development aid

*Intervenant

Contribution à l'étude du management environnemental des collectivités territoriales

Sarah Ferehoun * ¹, Fadoua Laghzaoui *

1

¹ Faculté des sciences juridiques économiques et sociales de Tanger – Maroc

Les problèmes environnementaux s'aggravent de jour en jour dans tous les secteurs d'activités humaines et à diverses échelles territoriales et le diagnostic et les analyses réalisées dans ce domaine soulignent sa gravité dans le monde entier. C'est dans ce sens qu'une prise de conscience croissante de la protection de l'environnement s'y développé, ce qui a favorisé le développement du système de management environnemental.

Sur le plan local, le principal responsable sur la qualité de notre environnement selon la loi en vigueur ce sont les collectivités territoriales, puisqu'ils ont un rôle incontournable dans la gestion de l'environnement. Elles sont à l'origine de 80% des émissions de CO2 et de la consommation énergétique qui découlent de l'activité urbaine.

Dans notre recherche, nous tentons de répondre à la question suivante :

Comment les collectivités territoriales gèrent-elles son environnement afin d'aboutir à une performance du management environnemental?

Les collectivités territoriales sont des acteurs importants de la gestion de l'environnement, il est donc intéressant d'étudier comment elles prennent en considération la variable environnementale, comment elles exploitent les moyens mis à disposition, comment elles communiquent et sensibilisent les différentes parties prenantes et comment elles gèrent l'impact environnemental causé par leurs propres organisations. Bien que certaines collectivités aient manifesté un intérêt accru pour l'utilisation du SME À cette fin, peu d'études universitaires ont examiné l'utilisation des SME dans ces organisations. Parce que le SME est souvent considéré comme un outil local autorités du secteur privé, il est intéressant d'étudier si l'approche est judicieuse ou si elle est liée à des risques ou des difficultés. Donc l'objectif général de cette communication est d'étudier le système de management environnemental des collectivités territoriales afin de déceler les principaux facteurs qui freinent sa performance environnementale.

Bibliographie:

BOIRAL O, l'environnement en management et le management environnemental : enjeux et perspectives d'avenir, 4ème édition, Gaetanmorin éditeur, Québec, 2006

*Intervenant

ALBERTINI Elisabeth, Le Management et la Mesure de la Performance Environnementale, Université Paris 1 – PANTHEON SORBONNE, Octobre 2013

RENAUD Angèle, Les outils d'évaluation de la performance environnementale: Audits et indicateurs environnementaux, Institut d'Administration des Entreprises, Février 2010

AFNOR, ISO 14004:2015, Systèmes de management environnemental - Lignes directrices générales concernant les principes, les systèmes et les techniques de mise en œuvre,

Mots-Clés: Environnement, management environnemental, performance, ISO14001, EMAS, collectivité territoriale .

Le rôle de l'audit interne dans la bonne gouvernance des administrations publiques

Oumayma Rehioui * 1

¹ Université Ibn Tofaïl – Maroc

Dans un environnement en perpétuelle mutation, la transition d'une gestion administrative statique vers un management dynamique a stimulé le besoin d'instaurer des outils de gestion modernes pour assister les organisations publiques en général et les administrations en particulier dans l'exécution de leurs tâches et contribuer à leur maîtrise de gestion tout en cherchant la bonne gouvernance qui englobe l'ensemble des politiques et procédures utilisées pour diriger les activités d'une organisation en identifiant les moyens par lesquels les objectifs sont établis et atteints. Se disposer d'une administration publique efficace, performante, capable d'assurer une bonne qualité des services et d'accompagner le pays dans son développement sur l'échiquier national et international exige la bonne maîtrise des opérations, de ce fait l'audit interne se représente parfaitement pour répondre aux impératifs de cette nouvelle gestion publique, cette fonction qui permet de donner à toute organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations en évaluant le système de management des risques, de contrôle interne et de gouvernement existe aujourd'hui dans les administrations publiques comme étant un mécanisme d'assurance interne essentiel pour les contrôles de finances publiques et les contrôles de la gestion interne, grâce à ses analyses et diagnostics il permet aux gouvernements et aux parties prenantes de comprendre dans quelle mesure l'administration publique respecte son budget, fournit des services efficaces et maîtrise la gestion des politiques publiques et des programmes mis en œuvre en mettant l'accent sur les techniques appliquées pour assurer son efficacité et son efficacité.

Bibliographie:

- Hood, C. (1995). " The "New Public Management" in the 1980s: Variations on a Theme ", *Accounting, Organizations & Society*, vol. 20, n° 2/3, p. 93-109.
- Hood, C. (1990). " A Public Management for All Seasons ? ", *Public Administration*, vol. 69, p. 3-19 ;
- Michael Power (1997) *The audit society: Rituals of verification* Oxford University Press, oxford
Journal of Evaluation in Clinical Practice, 4, 3, 249–253
- The institute of internal auditors " the Role of Auditing in Public Sector Governance " november 2006 professional guidance setting the standard ;
- Thomas Asare (2009) *Internal Auditing in the Public Sector: Promoting Good Governance and Performance Improvement* international journal on governmental financial management ;

*Intervenant

Mots-Clés: Audit interne, Administration Publique, Nouvelle gestion publiques, Gouvernance

Entreprise Management

La contribution de l'orientation entrepreneuriale à l'augmentation de la compétitivité des PME: cas des PME agricoles dans la région FES-MEKNES

Abderrahman Lakbir * ¹, Naima Chihab ¹

¹ Université Hassan II [Mohammédia] – Maroc

L'objectif de ce travail est de montrer que l'Orientation Entrepreneuriale favorise la compétitivité des PME par l'innovation, valorisation des ressources et la proactive.

Pour ce faire, nous nous pencherons, dans une première partie, sur la définition de l'orientation entrepreneuriale et sur ses liens avec la compétitivité des PME. Ensuite, nous montrerons que la compétitivité et les déterminants de l'orientation entrepreneuriale ont des points communs forts.

Dans une deuxième partie après avoir montré que l'orientation entrepreneuriale est un facteur d'amélioration de la compétitivité des PME, on présentera les résultats de l'étude menée auprès des PME AGRICOLES dans la région FES- MEKNES.

Bibliographie :

Alain Fayolle, et Thomas Legrain. " Orientation entrepreneuriale et grande entreprise ". La Revue des Sciences de Gestion, Entrepreneurs, créateurs et repreneurs, no 3 (2006): 27.

Bamberger, Ingolf. " Le développement des avantages compétitifs dans les PME ". Revue internationale P.M.E.: Économie et gestion de la petite et moyenne entreprise 1, no 1 (1988): 23.

Basso, Olivier, et Alain Fayole. " L'entrepreneuriat organisationnel Enjeux et perspectives ". Revue française de gestion 35, no 195 (16 juin 2009): 87-91..

Bénézech, Danièle, Thierry Karcher, et Chantal Garcia. " Dans quelle mesure l'orientation entrepreneuriale se traduit-elle en activités d'innovation dans les PME? " Revue de l'Entrepreneuriat 12, no 4 (2013): 35-58. <https://doi.org/10.3917/entre.124.0035>.

Chaston, Ian. " Small Firm Performance: Assessing the Interaction between Entrepreneurial Style and Organizational Structure ". European Journal of Marketing 31, no 11/12 (décembre 1997): 814-31

*Intervenant

Covin, Jeffrey G., et Dennis P. Slevin. " THE INFLUENCE OF ORGANIZATION STRUCTURE ON THE UTILITY OF AN ENTREPRENEURIAL TOP MANAGEMENT STYLE ". Journal of Management Studies 25, no 3 (mai 1988): 217-34.

Covin, Jeffrey G., et William J. Wales. " The Measurement of Entrepreneurial Orientation ". Entrepreneurship Theory and Practice 36, no 4 (juillet 2012): 677-702.

Danièle Bénézech, Thierry Karcher, et Chantal Garcia. " Dans quelle mesure l'orientation entrepreneuriale se traduit-elle en activités d'innovation dans les PME? " Revue de l'Entrepreneuriat, Volume 12 - 2013/4, no 4 (2014): 35.

Debonneuil, Michèle, Lionel Fontagné, et Frankreich, éd. Compétitivité. Les rapports du Conseil d'Analyse Economique 40. Paris: Documentation de Française, 2003.

.

Farrington, SM, et MTM Matchaba-Hove. " THE INFLUENCE OF ENTREPRENEURIAL ORIENTATION ON SMALL BUSINESS SUCCESS ", s. d., 24.

Fayolle, A, et K. Randerson. " Management entrepreneurial et orientation entrepreneuriale: deux concepts si différents? ", 2010.

Huang, Shihping Kevin, et Yu-Lin Wang. " Entrepreneurial Orientation, Learning Orientation, and Innovation in Small and Medium Enterprises ". Procedia - Social and Behavioral

Olosutean, Angela. " Innovation et Coopération des Petites et Moyennes Entreprises. Une analyse des populations d'entreprises innovantes ", s. d., 295.

Porter, Michael E, et Victor E Millar. " How Information Gives You Competitive Advantage ",
Randerson,

Mots-Clés: Compétitivité, orientation entrepreneuriale, avantages concurrentiels, innovation, prise de risque, proactivité.

La relation Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE)/Performance Financière : Nature, Mécanismes d'Interaction et Comportement des Parties Prenantes. Cas des entreprises cotées à la bourse des valeurs de Casablanca.

Fadoua Agbani * ¹

¹ faculté des sciences économiques, sociales, et juridiques ibn tofail kenitra – Maroc

L'entreprise du début du troisième millénaire agit et espère la survie et/ou la pérennité dans un environnement en transmutation perpétuelle, imposant des menaces et des opportunités. Subséquentement, de nouvelles préoccupations et méthodes managériales sont déployées pour doter la structure organisationnelle de l'entreprise des compétences appropriées pour gérer les contraintes et valoriser les opportunités. autrement dit, l'entreprise n'est plus une institution cherchant exclusivement le profit qui vise à récompenser l'audace des investisseurs dans une activité quelconque, mais c'est un acteur qui devrait mener son activité de manière économiquement, socialement et écologiquement responsable, de façon aussi transparente que possible.

La responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) est l'une de nouvelles approches qui cadre le champ d'action organisationnelle. En effet, l'entreprise est socialement responsable lorsqu'elle parvient à intégrer dans sa stratégie des problématiques environnementales et sociales bien au-delà de ses obligations légales. On quémande à booster le développement durable au sein du territoire d'implantation. la RSE est source des coûts et par conséquent aura des répercussions sur la performance financière de l'entreprise qui reste l'enjeu recherché par les actionnaires et associés. de ce fait, trouver un équilibre entre la RSE et sa performance financière n'est pas facilement accessible et suppose la prise en compte d'un certain nombre de facteurs. la littérature en la matière est encombrée des études quêtant l'établissement d'une relation entre la RSE et la performance financière. Nonobstant on n'as pas réussi à cerner les facteurs explicatifs du coût supporté par l'entreprise pour renforcer sa performance sociale. méthodologiquement, les études menées à ce stade sont marquées par l'embarras concernant leurs choix épistémologiques et en conséquence développées restent l'artefact des techniques de collecte et traitement des données, adoptées (Aldag et bartol, 1978 ; cochran et wood, 1984 ; Ullman, 1985 ; Waddock et Mahon, 1991 ; Griffin et Mahon, 1997 ; Orilitsky et al, 2003).

Notre projet de recherche part des limites et des pistes inexplorées par les études intérieures et s'inscrit dans une perspective méthodologique bien particulière. on vice à cerner cette dite relation entre la RSE et sa performance financière en mettent l'accent sur un certain nombre d'aspects comme la nature et les mécanismes qui influencent cette relation ainsi que les parties prenantes dont le comportement pourrait conditionner l'effet probable de l'action sociale de

*Intervenant

l'entreprise sur sa performance financière.

Mots-Clés: responsabilité sociale des entreprises, performance financière, parties prenantes

La coordination inter-organisationnelle à l'épreuve de la réponse à une crise transfrontalière

Nour Kanaan * 1

¹ PSL, Dauphine Recherches en Management – Université Paris-Dauphine, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR7088 – France

Problématique

Aujourd'hui, tant les recherches académiques que les rapports officiels font référence à la crise pour parler de catastrophes industrielles (Shrivastava,1988),d'accidents organisationnels (Sutcliffe,2001),de catastrophes naturelles (Campanella,2006) ou encore d'attaques terroristes (Mendonça,2007).

Intéressons-nous cette fois ci à un cas plus complexe de crise dont les effets dépassent largement un cadre national, administratif, ministériel et organisationnel donné (Boin 2014). Ces crises transfrontalières (CT) s'illustrent notamment par l'incendie du tunnel du Mont Blanc (1999) ou la crise des réfugiés actuelle mobilisant des organisations multiples et hétérogènes pour y faire face. La prise en compte du caractère transfrontalier dans la littérature pointe notamment un enjeu majeur de coordination défini comme la capacité à implémenter des actions planifiées et des décisions stratégiques en encourageant le réseau d'organisations répondant à la crise à travailler ensemble et réaliser les tâches qui leurs incombent (de manière effective et légitime) (Ansell et Boin, 2017). En particulier, d'un point de vue technique, la CT amplifie les problèmes d'alignement de tâches et questionne la structure des tâches routinières qui se révèlent inadaptées à la perte de moyens opérationnels (Quarantelli, 1988) et la dualité des logiques institutionnelles et culturelles en présence (T'Hart, 2013).Politiquement, la crise génère également des conflits d'intérêts et jeux de pouvoir particulièrement exacerbés en CT.

***Mais** comment répondre à une crise transfrontalière face à l'émergence de défis impactant la coordination des organisations en charge de formuler une réponse ?*

Méthodologie et contributions

L'apport majeur de cette thèse réside dans la valorisation dans l'analyse d'une crise de la dimension transfrontalière, encore très peu étudiée en gestion de crise (Kuipers, Welch ; 2017). Sousa (2013) en particulier définit une région transfrontalière de manière ambivalente si bien qu'elle devient un territoire singulier qui peut être traversé par des logiques parfois contradictoires (culture hybride, réseau dense d'infrastructures et historique conjoint de collaborations VS barrières institutionnelles ou culturelles). Nous focalisons notre attention sur l'analyse d'une crise en région transfrontalière via l'étude empirique de l'incendie du tunnel du Mont Blanc à la

*Intervenant

frontière Franco-Italienne. Ce cas est intéressant car met en lumière la spécificité d'une région transfrontalière et les problèmes de coordination vécus par les équipes de secours, ces dysfonctionnements ayant conduit à la mort de 39 personnes et la fermeture du tunnel pour 3 ans. Il permettra d'appréhender en pratique les problèmes de coordination en CT et les moyens mobilisés pour y faire face.

Ansell, C. & Boin, A., 2017. Taming Deep Uncertainty: The Potential of Pragmatist Principles for Understanding and Improving Strategic Crisis Management. *Administration & Society*, 153, pp.1-34.

Boin, A., Rhinard, M. & Ekengren, M., 2014. Managing Transboundary Crises: The Emergence of European Union Capacity. *Journal of Contingencies and Crisis Management*, 18

Sousa, L.D., 2013. Understanding European Cross-border Cooperation: A Framework for Analysis. *Journal of European Integration*, 35(6), pp.669-687.

Mots-Clés: CRISE TRANSFRONTALIÈRE, FRONTIÈRES, COORDINATION INTER, ORGANISATIONNELLE

L'(in)efficience des universités françaises dans un contexte de forte concurrence nationale : une analyse semi-paramétrique

Jordan Moureaux * ¹

¹ Laboratoire d'économie Appliquée au Développement – Université de Toulon : EA3163 – France

Les universités apparaissent comme des entités atypiques dans le monde économique contemporain, étant donné que ce sont des institutions à but non lucratif générant des outputs caractérisés par une absence de prix. Leur étude permet avant tout d'identifier les éléments susceptibles de dépendre des mécanismes de l'université ainsi que ses relations avec le monde économique.

Dans ce cadre nous étudierons l'efficience des universités françaises pour l'année 2014, pour ce qui concerne leurs missions de formation et de recherche. Cet article se différencie principalement de la littérature par son champ géographique d'étude. En effet, les universités françaises, qui se distinguent par leur nature des universités anglaises et américaines, ont été très peu étudiées sous l'angle de leur efficience. L'analyse de l'efficience des universités permet de mieux comprendre comment chaque établissement utilise ses ressources dans le but de générer une production qui soit la plus qualitative possible. Cette relation entre les inputs et les outputs de l'université demeure essentielle lorsque l'on s'intéresse à la question de l'efficience des universités. Une gestion efficiente de ses inputs et de ses outputs, autrement dit de ses ressources et de son offre, permet à l'université d'améliorer son image et de devenir plus attractive, mais cela lui permet également d'accroître ses effets sur l'économie.

Pour mener ce travail, nous avons eu recours à une méthodologie semi-paramétrique. Tout d'abord, nous avons calculé les scores d'efficience des universités françaises via un modèle DEA (Data Envelopment Analysis). Le modèle DEA et plus spécifiquement le modèle CCR développé par Charnes, Cooper and Rhodes (1978), repose sur la programmation linéaire et consiste à déterminer l'efficience relative d'un ensemble d'unités opérationnelles similaires, appelées DMU (Decision Making Units). Puis dans un second temps nous avons exploré les facteurs explicatifs de l'inefficience des universités par des variables environnementales et de concurrence. Pour ce faire nous avons opéré une régression en troncation en utilisant la méthode paramétrique du bootstrap (Simar and Wilson, 2007). Par l'indice de Herfindahl-Hirschman nous calculons les parts de marché des universités, c'est-à-dire la densité d'établissements d'enseignement supérieur tout en prenant en compte leurs tailles qui est mesurée par le nombre d'étudiants inscrits dans ces établissements.

Les résultats de notre modèle, qui sont en accord avec ceux de la littérature (Agasisti and Johnes, 2009; Bergantino et al., 2015), démontrent que la concurrence peut être un élément favorisant l'efficience des universités. Autrement dit, plus il y a de concurrence entre les établissements d'enseignement supérieur pour un périmètre allant de 100 à 225 kilomètres plus celle-ci joue

*Intervenant

positivement sur l'efficacité des universités françaises. Cette plus grande efficacité qui fait suite à la pression concurrentielle peut s'expliquer par la volonté des établissements d'attirer les professeurs et les étudiants les plus compétents, tout en augmentant la réputation de ces universités (Johnes, 2006).

Mots-Clés: universités, efficacité, concurrence, DEA, bootstrap

L'apport du contrôle organisationnel à la gouvernance des entreprises familiales.

Said Toumi * 1

¹ Laboratoire de Recherches Prospectives en Finances et gestion (LRPFG) – Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Casablanca Beau site, B.P 2725 Ain Sebaâ, Casablanca, Maroc

Les entreprises familiales jouent un rôle important dans l'économie mondiale, elles participent activement dans la création de la richesse. Plusieurs études ont montré que les entreprises familiales réalisent une performance élevée par rapport aux entreprises non familiales (Fama and Jensen, 1983a; Daily and Dollinger, 1992). Pour Schulze et al. (2001, 2003, etc). L'explication de cette différence de performance a attiré l'attention de plusieurs chercheurs, par exemple : sur la base de l'étude de 508 entreprises américaine listée dans la " fortune 500 " entre 1994 et 2000, Villalonga et Amit (2006) concluent que la propriété familiale ne crée de valeur que s'il y a une forme de contrôle et de management. Pour Claessens et al. 2002; Lauterbach and Vaninsky 1999; Thomsen and Pedersen 2000; Filatotchev, Lien, & Piesse, 2005; Westhead & Howorth, 2006 la relation entre la propriété familiale et la performance de l'entreprise est négative. Pour Lee (2006), les entreprises familiales réalisent une croissance de l'emploi et des revenus plus élevée que les entreprises non familiales.

L'apport de ma recherche à cette littérature est d'étudier l'apport du contrôle organisationnel à la gouvernance de ce type d'entreprise, à l'occurrence, les entreprises familiales. La définition adopté pour le contrôle organisationnel est celle de Bouquin (2010) et qui définit le contrôle organisationnel comme étant " l'ensemble des références retenues et promulguées par les dirigeants pour orienter les processus et relie les décisions, les actions, les résultats affectant l'organisation ". Ce dernier distingue entre le contrôle visible/formel et le contrôle invisible/informel. On se limite à étudier le contrôle formel représenté par le contrôle interne et le contrôle informel représenté par le contrôle par culture et le contrôle par la confiance.

Pour le cadre théorique de notre recherche, on fait appel à la théorie d'agence (Jensen et Meckling, 1976) afin de mettre en lumière les effets des problèmes d'agence sur la gouvernance et aussi la performance de l'entreprise, on fait appel aussi à la théorie des couts de transactions afin de mettre en lumière l'opportunisme des agents (Coase, 1937). Pour expliquer notre problématique, on a fait appel à la théorie économique du contrôle (Cardinal et al. 2010) et qui se compose selon ce dernier par théorie de contrôle (Ouchi, 1979), théorie critique (Barker, 1993) et la théorie du cycle de vie (Cardinal et al., 2010)

Pour la partie empirique, après une revue des travaux de recherches qui ont analysé la relation et l'impact de la gouvernance sur les entreprises familiales et aussi les travaux faits sur l'effet du contrôle sur les entreprises. On a conduit des entretiens semi-directifs afin d'avoir une idée sur le terrain de notre recherche. Après et sur la base études empiriques, on a établi une première version du questionnaire, ensuite, j'ai sollicité l'avis des chefs d'entreprises et des commissaires aux comptes. Cette étape a permis de modifier certaines questions et surtout les reformuler afin

*Intervenant

de les rendre facile à comprendre par la population cible de notre étude. L'échantillon de notre étude est les sociétés cotées (hors banques et sociétés de financement) à la bourse de Casablanca.

Mots-Clés: Gouvernance, contrôle organisationnel, entreprises familiales, performance

Aménagement

Les territoires face à la fermeture des services publics : mutations dans un contexte d'austérité

Quentin Godoye * ¹

¹ Études des Structures, des Processus d'Adaptation et des Changements de l'Espace – Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse – France

Les politiques publiques suivent une logique néolibérale depuis de nombreuses années. Celle-ci s'est intensifiée en France lors de la crise économique de 2007, qui a renforcé la volonté de réduction de la dépense publique impulsée en partie par la révision générale des politiques publiques (Gourgues et Houser, 2017). Ce nouvel élan d'austérité budgétaire se traduit notamment par la restructuration des services publics, qui entraîne la fermeture d'une partie des agences de ces services. Ces fermetures sont présentées comme nécessaires pour réduire la dépense publique, tout en conservant la même qualité de service (Bauby, 2002). Toutefois, ces fermetures fragilisent l'accès à différents services pour les personnes résidant dans les espaces périurbains peu denses ou ruraux (Taulelle, 2012).

Les travaux menés sur la fermeture des services publics ont porté sur une double dimension : la stratégie de sélection des antennes à fermer et les conséquences sur l'accessibilité des usagers. Dans les deux cas, les analyses ne se sont concentrées jusqu'ici que sur un seul type de services à la fois (Cahu, 2017).

Notre travail s'inscrit dans une perspective plus large. En tenant compte d'une pluralité de services publics (établissements scolaires, tribunaux, gendarmeries, services postaux, hôpitaux...), nous cherchons à savoir si les restructurations de ces services sont régies par des logiques de gestion similaires, se traduisant par des fermetures dans les mêmes territoires. Le changement de profil sociodémographique de ces territoires sera interrogé à l'aune de la fermeture des services publics.

La Base Permanente des Équipements a permis de mettre en évidence les fermetures des services publics entre 2007 et 2017. Nos résultats suggèrent que les territoires délaissés par ces services se situent dans les villes de tailles moyennes et les espaces ruraux. Ce premier volet d'identification des territoires affectés s'est doublé d'une analyse de leurs dynamiques sociodémographiques, à l'aide de méthodes factorielles et de classifications. Il apparaît que l'éloignement de certains territoires aux services publics accélère les changements sociodémographiques et renforce les inégalités en termes d'accessibilité pour les personnes les plus vulnérables (Bret, 2009).

Ce travail constitue la première partie de ma thèse. Nous proposerons par la suite une méthode intégrant davantage la dimension spatiale dans les stratégies de fermetures des services publics, afin de limiter l'accroissement des inégalités sociales et territoriales.

*Intervenant

Mots-Clés: services publics, inégalités territoriales, austérité

La question logistique dans l'aménagement de la région Occitanie : La gouvernance logistique du territoire de la région Occitanie.

Julien Le Van Suu * ¹

¹ Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement – Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement : UMR113- 2015, Université de Perpignan Via Domitia, Université Paul-Valéry - Montpellier 3, Université de Montpellier, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5281 – France

Objet de la communication.

Cette communication propose une méthode d'analyse et une grille de lecture du processus de gouvernance de la logistique en région Occitanie.

La logistique est motrice et résultante de la globalisation. Elle repose sur deux piliers : d'une part, le réseau afin de permettre "l'obtention du produit souhaité à l'endroit adéquat dans le meilleur triptyque coût/délai/qualité" (Masson, 2017) ; d'autre part, le territoire, qui est la base d'ancrage matérielle et idéale de la logistique (Masson & Petiot, 2013)

Ce réseau et territoire logistique sont construits grâce à la projection de représentations d'acteurs. Pour l'instant, celles-ci sont hétéroclites. Chaque entreprise a sa propre vision de la fonction logistique (Gardrat, 2017). De plus, les techniciens de l'aménagement préfèrent une approche plutôt orientée vers le développement durable tandis que le secteur privé a pour but principal la performance économique. Or, la construction d'un territoire pourrait nécessiter l'adoption d'un référentiel commun, de valeurs partagées, d'une action coordonnée. Cette "*mise en compatibilité*" est un des objectifs de la gouvernance pour la puissance publique.

Question de recherche

Dans ce cadre, les différentes représentations, pratiques et interactions de la logistique et de la gouvernance au sein de la région Occitanie permettent-elles la (re)construction du territoire logistique?

Pour répondre à cette problématique, nous mobiliserons les principes de l'économie territoriale et de la géographie sociale.

Méthodologie

Par ailleurs, nous mettrons en place plusieurs méthodologies :

*Intervenant

- D'une part, réaliser un diagnostic territorial à partir de ressources documentaires, de données issues d'enquêtes et recensements existants.

- D'autre part, étudier les modalités de la gouvernance du développement territorial logistique à l'aide d'entretiens semi-directifs et une analyse de réseaux d'acteurs en relation avec les réseaux logistiques.

Bibliographie

Gardrat, M. (2017). *Impensée mais structurante, refoulée mais exhibée: la mobilité urbaine des marchandises* (Theses). Université de Lyon. Consulté à l'adresse <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01815961>

Masson, S. (2017). La gouvernance territoriale de la production des espaces logistiques: enjeux, rôle des innovations territoriales et limites – Réflexions à partir de l'exemple français. *Revue canadienne des sciences régionales*, 165-173.

Masson, S., & Petiot, R. (2013). Logistique et territoire: multiplicité des interactions et forces de régulation. *Géographie, économie, société*, 15(4), 385-412. <https://doi.org/10.3166/ges.15.385-412>

Mots-Clés: logistique, transport, gouvernance, réseau, acteurs, incertitudes

Analyse économique des conflits relatifs à la mise en oeuvre de grands projets d'intérêt général

Carole Laverlochere * ¹

¹ Université de Nîmes – CHROME : EA7352 – France

Les grands projets d'intérêt général caractérisés par de forts impacts environnementaux et une incertitude scientifique sont confrontés à un risque de contestation. Le projet de Centre Industriel de stockage GEOlogique (Cigéo) destiné à accueillir les déchets français les plus radioactifs ne fait pas exception et fait s'affronter ses promoteurs et détracteurs depuis plus de 20 ans sans qu'aucun compromis ne semble pouvoir se dessiner.

Traditionnellement, les outils d'évaluation et d'aide à la décision permettent aux pouvoirs publics de qualifier les risques d'oppositions locales de type Nimby (Not In My Back Yard) et de les atténuer grâce à des stratégies d'acceptabilité sociale. Cependant, ces outils ne sont pas conçus pour prendre en compte les contestations qui portent sur l'opportunité d'un tel projet et qui défendent une issue sociale différente de celle sélectionnée. C'est cette forme de contestation que l'on retrouve dans le conflit autour du projet Cigéo qui est essentiellement alimentée par des contestataires extérieurs au territoire concerné par le projet. Loin d'être anodine, cette forme de contestation peut entraîner une "indécision" (Barthe, 2006) coûteuse en termes de bien-être collectif.

L'objectif de la thèse est de permettre de qualifier ce risque de contestation que nous appelons "contestations radicales" afin de pouvoir mieux la prendre en compte dans les processus de choix collectifs.

Pour ce faire, il est important de comprendre comment se forment réellement ces choix. Nous démontrerons que le plus souvent ils ne sont pas le résultat d'un consensus issu de l'application d'une règle de choix social couplé à des mécanismes de compensation monétaires mais la résultante d'un conflit entre agents dotés de pouvoirs inégaux. Seule la bonne connaissance de la structure et de l'étendue du pouvoir au sein d'une organisation (au sens d'un ensemble d'agents concernés par un choix collectif) permet alors de qualifier le risque de contestation radicale. En situation d'incertitude scientifique et donc d'asymétrie d'information, le pouvoir s'exprime par la capacité des agents à produire et à diffuser de l'information.

Nous proposons donc une grille de lecture théorique des systèmes conflictuels grâce aux théories de François Perroux sur le pouvoir (Perroux, 1973) utilement complétées par des travaux en théorie des jeux coalitionnels (Razafimahatolotra, 2009). Nous utilisons ensuite cette grille de lecture pour qualifier l'information produite par les groupes d'agents parties au système conflictuel concernant le projet Cigéo (articles de presse issus de la base de données Europresse).

*Intervenant

Cette analyse de l'information produite doit permettre *in fine* de déterminer le poids de la contestation radicale et donc l'issue du processus conflictuel concernant le projet Cigéo (mise en oeuvre ou blocage).

Bibliographie :

Barthe Y. (2006), *Le pouvoir d'indécision. La mise en politique des déchets nucléaires*, Coll. Études politiques, Economica, Paris

Dars (Le) A. (2004), *Pour une gestion durable des déchets nucléaires*, PUF, Paris

Perroux F. (1973), *Pouvoir et économie*, Études économiques, Dunod, Paris

Razafimahatolotra (2009), *Une contribution à la théorie du pouvoir : Conflits, Négociation et Stabilité*, Mathématiques, Université Panthéon-Sorbonne, Paris I

Mots-Clés: conflits, choix social, déchets radioactifs, décision publique

Réinventer les zones d'activités économiques, nouveau défi des politiques d'aménagement et de transport ?

Corentin Charieau * ¹

¹ Laboratoire Aménagement Économie Transports – Université Lumière - Lyon 2, Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5593 – France

Résumé

Proches des grands axes routiers en périphérie des villes, les zones d'activités économiques (ZAE) ont jusqu'à présent été surtout considérées comme un objet économique dédié à l'accueil des entreprises. Elles se traduisent par des aménagements, généralement mis en œuvre par un maître d'ouvrage public, pour attirer et regrouper plusieurs établissements sur un même espace. Les communes qui accueillent ces ZAE, escomptent des retombées fiscales et la création d'emplois sur leur territoire (Lejoux, 2018).

Bien qu'abordées le plus souvent en tant qu'objet économique, elles posent aujourd'hui des problèmes plus larges d'insertion urbaine. En effet, elles apparaissent en contradiction avec un aménagement durable des territoires en contribuant à l'étalement urbain par un mode de développement extensif des ZAE en périphérie (Demazière, 2015), en entretenant la dépendance à la mobilité routière par leur localisation, excentrée par rapport au tracé des réseaux de transports en commun (Mérenne-Schoumaker, 2009), et en posant des problèmes d'obsolescence avec l'apparition de friches en milieu urbain (Cerema, 2014).

Comment les acteurs intervenant dans les ZAE conçoivent ces problèmes ? Le fait d'envisager les ZAE comme un objet urbain, en s'intéressant aux enjeux d'aménagement et de transport qu'elles représentent, et plus seulement comme un objet économique, peut-il contribuer à concilier développement des ZAE et durabilité des territoires ? Cet objet hérité de l'urbanisme de secteur du Corbusier (Mangin, 2004) peut-il s'ouvrir à une certaine forme de mixité fonctionnelle ?

L'hypothèse formulée est que la prise en compte des enjeux d'aménagement et de transport liés aux ZAE pourrait varier selon deux facteurs : le type d'acteur intervenant dans ces ZAE (Etat, collectivités locales, entreprises, salariés, etc.) et le type de territoire sur lequel elles sont implantées (métropole/ville petite et moyenne, périurbain).

Une méthode qualitative basée sur la réalisation d'entretiens semi-directifs permettra d'identifier les enjeux d'aménagement et de transport qui se posent selon les acteurs et les territoires étudiés. Elle permettra également d'évaluer le degré de préoccupation des parties prenantes à l'égard de ces enjeux en particulier sur des terrains de la région urbaine de Lyon.

*Intervenant

Bibliographie

Cerema, 2014, *Zones d'activités économiques en périphérie : les leviers pour la requalification*, Lyon, Cerema, 40 p.

Demazière C., 2015, " Les enjeux de la planification spatiale en Angleterre et en France : regards croisés ", *Espaces et sociétés*, vol. 1, no 160-161, p. 67-84.

Lejoux P., 2018, " Quelle place pour la zone d'activités économiques dans la fabrique de la ville contemporaine ? ". In Baudelle G., Gaultier G., *Les nouvelles fabriques de la ville. Objets, référentiels et méthodes*, Rennes, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 25-32

Mangin D., 2004, *Infrastructures et formes de la ville contemporaine : la ville franchisée*, Lyon, CERTU, page 321

Mérenne-Schoumaker B., 2009, " L'avenir des zones d'activités économiques en Wallonie ", *Territoire en mouvement*, [En ligne], 3 | 2007, mis en ligne le 15 octobre 2012, consulté le 11 décembre 2018. URL : <http://tem.revues.org/725>

Mots-Clés: Zones d'activités économiques, étalement urbain, dépendance automobile, obsolescence

L'écosystème foncier, une hypothèse conceptuelle pour lire les établissements humains. Mise à l'épreuve par l'étude des territoires de la Matheysine (Isère, France) et de l'Oderbruch (Brandenbourg, Allemagne)

Elise Simon * ¹

¹ Métiers de l'Histoire de l'Architecture - édifices, villes, territoires (MHAevt) – Université Grenoble Alpes, École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble (ENSAG) – France

Cette thèse en architecture propose une lecture des établissements humains à partir des modes d'usage et de partage du sol. Ce sont d'une part le statut du foncier dans la transformation du territoire et d'autre part les modes d'habiter et usages du sol que l'on interroge.

Pour ce faire, nous avançons l'hypothèse conceptuelle d'*écosystème foncier* comme outil de lecture de l'espace et de ses transformations. Si la notion de *système foncier* cristallise les facteurs historiques, anthropologiques, économiques et juridiques qui déterminent l'usage (Renard, 2013) et l'appartenance des terrains (Le Roy, 2011), le concept d'*écosystème foncier* permet d'emprunter la démarche éco-systémique à l'histoire environnementale et à l'écologie humaine. Tout en soulignant le caractère vivant et l'unicité de la ressource sol, elle met en évidence la dimension temporelle et cyclique des statuts du sol. Le territoire est par ailleurs accepté comme temps consolidé (Roncayolo, 2002).

Les cas d'études retenus pour mettre à l'épreuve cette hypothèse conceptuelle sont la Matheysine (Isère, France) et l'Oderbruch (Brandenbourg, Allemagne). Leurs histoires économique, culturelle et environnementale (XVIII-XXe siècles) posent de manière cruciale la question du statut foncier. Ces deux régions rurales ont en effet connu de profondes mutations par l'industrialisation de leurs écosystèmes ruraux (Duby, 1975) : la Matheysine deviendra un haut-lieu d'extraction minière aux XIX et XXe siècles, et l'Oderbruch sera collectivisée sous le régime socialiste pendant la seconde moitié du XXe siècle. Les interactions entre foncier et établissements humains sont ici étudiées à différentes échelles : du domestique au collectif ; et à différents niveaux : formes d'habitat et usages de la parcelle - type de parcellaire, d'économie et de paysage - infrastructures de communication, lieux de vie et d'activités.

La recherche mobilise des corpus textuels, iconographiques et cartographiques – accordant une place importante aux plans cadastraux, et recourt aux SIG pour décrire les modes de partage et d'usages du sol.

Cette proposition souhaite soumettre à un public de chercheurs les enjeux conceptuels et épistémologiques de ce travail, tout en questionnant un objet d'étude situé à la croisée de disciplines

*Intervenant

qui fondent et fabriquent les conditions de vie en société.

Éléments bibliographiques :

Bloch Marc et al., " Les plans parcellaires: Allemagne, Angleterre, Danemark, France ", *Annales d'histoire économique et sociale*, 1929, vol. 1, no 1, pp. 60-70.

Cronon William, *Nature et récits: Essais d'histoire environnementale*, Dehors, Paris, 2016, 285 p.

Guigou Jean-Louis, *La rente foncière: Les théories et leur évolution depuis 1650*, Paris, Economica, 1982, 954 p.

Secchi Bernardo, " Progetto di suolo ", in *Casabella*, 1986, no 520, pp. 19-23.

Mots-Clés: foncier, propriété, usages des sols, écosystème, territoire, établissement humain, rural, industrialisation, cartographie.

Le réaménagement du front de mer algérois.

Lila Nouri * ¹

¹ Laboratoire de Conception et de Modélisation des Formes et Ambiances Architecturales et Urbaines (LACOMOFA) – Algérie

La prospérité économique qu'a connue l'Algérie dans les années 2000 a permis aux pouvoirs publics de lancer de grands projets urbains appelés à remettre à niveau la capitale. Parmi ces projets, celui de la baie qui s'intègre dans la récente tendance à l'aménagement des fronts d'eau au Maghreb. Si dans les années 2000, Tunis, Casablanca, Rabat, Tanger et un peu plus tard Alger ont amorcées de profondes mutations urbanistiques de leurs fronts d'eau, c'est en raison de dysfonctionnements comparables à ceux de la rive nord-méditerranéenne : obsolescence des ports, friches industrielles, etc. (R. Rodrigues- Malta, 2004) mais c'est aussi et surtout dans une optique d'internationalisation basée sur l'attrait de touristes, d'investisseurs, et de capitaux. Ma recherche s'intéresse au projet d'aménagement de la baie d'Alger. Ce dernier est marqué par le sceau du gigantisme, il se présente comme un " méga-projet " (R. Cattedra, 2010) très médiatisé. Tandis que son esquisse marque la démesure, son inscription spatiale est marquée par la dérégulation. D'un point de vue spatial, le projet de la baie s'étend sur un linéaire de plus de 42 kilomètres. Il se décline dans ses grandes lignes à travers une dizaine d'équipements structurants axés sur la culture et le loisir (aquarium, grand musée de l'Afrique, etc.) reliés par une grande promenade piétonne continue ponctuée de parcs, esplanades, et activités ludiques divers (piscines en plein air ; restaurants, etc.). Quelques espaces publics de la grande promenade sont livrés à la ville, à l'exemple du parc de promenade dit " Les Sablettes ". Cette zone, anciennement terrain vague et abandonné, situé entre la mer et la route nationale (RN11) sur une longueur de presque 5 kilomètres se présente aujourd'hui comme un espace de détente attractif drainant un flux important de personnes et agissant sur la dynamique de l'espace urbain contigu. La phase de réalisation des équipements structurants n'a toujours pas débutés du fait de dysfonctionnements majeurs : dans la gestion du foncier ; dans le montage financier en l'absence de multi partenariat public/privé en considérant que l'Etat est maître d'ouvrage et investisseur; et dans le manque d'outils appropriés reflétant un urbanisme technocratique " top-down ". L'objectif de la recherche est double, il s'agit d'une part de montrer les contours d'un urbanisme en action dans un contexte centralisé et d'autre part de mettre en exergue les effets urbains suscités par les espaces publics réalisés. Dans cette communication je présenterais quelques résultats de la recherche issus d'entretiens avec des acteurs à l'origine de la fabrique formelle de la ville, d'observations, questionnaires et groupes de discussions effectués au parc " Les Sablettes " et dans deux centres urbains contigus à la baie.

(1) Barthel, P. A. (2008). Faire du "grand projet" au Maghreb. L'exemple des fronts d'eau (Casablanca et Tunis). *Géocarrefour*, 83(1),

(2) Cattedra, R. (2010). Chapitre I. Les grands projets urbains à la conquête des périphéries. *Les Cahiers d'EMAM. Études sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, (19), 58-72.

*Intervenant

(4) Srir, M. (2017). Waterfront algérois : enjeux de reconquête d'un espace public métropolitain. *Cahiers du Développement Urbain Durable. Urbia*, (20), 51-65.

Mots-Clés: aménagement front de mer, Alger, systèmes d'actions, systèmes d'acteurs, effets urbains.

Mobilités

Les démarches Living Labs dans le contexte marocain : quel apport en matière de mobilité urbaine ?

Soufiane Elbroumi * 1

¹ Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Fès – Maroc

Les nombreux défis sociétaux actuels – développement durable, réchauffement climatique, urbanisation intense, vieillissement de la population, désengagement des pouvoirs publics, mondialisation – appellent sans réserve à créer de nouvelles façons plus soutenables de produire, d’habiter, d’échanger, d’être et de penser. Face à de telles transformations, la nécessité de réinventer les discours scientifiques et les actions sur le terrain est devenue déterminante pour les enjeux d’avenir à l’échelle mondiale. De nouvelles démarches collectives ont émergé sur plusieurs continents qui mettent en lumière le besoin de conjuguer les savoirs scientifiques et les savoirs expérientiels. (Lévesque, 2014 ; p 370)

Dans une perspective particulière, à l’échelle locale, de nouvelles initiatives caractérisent la scène à travers des formes multiples d’innovation sociale ou la connaissance apportée de nouvelles ressources et façonne des territoires créatifs. (Glon & Pecqueur ; 2016 ; p19). C’est ainsi qu’on a vu apparaître de nouvelles expériences de gouvernance cherchant le rapprochement des institutions de haut savoir productrices de connaissances, des entrepreneurs, des instances publiques et, même, des organisations de la société civile, en vue de favoriser l’innovation technologique, sa valorisation locale et la compétitivité des territoires (Klein et Pecqueur, 2017).

Dans ce travail, nous nous intéressons à une de ces expériences, celles des Living Labs, une forme émergente d’innovation, qui suscite un engouement croissant. Le concept de Living Lab représente en effet une méthodologie d’innovation ouverte portée par les usagers dont la popularité ne cesse de croître à l’échelle internationale. .

Au Maroc, la démarche Living Lab recèle des potentialités qu’il serait regrettable de ne pas saisir, alors qu’elles s’inscrivent actuellement dans une fenêtre d’opportunité intéressante. Ainsi, dans la situation économique, sociale et technologique actuelle, beaucoup perçoivent une nécessité de changement à laquelle peuvent répondre ces démarches innovantes.

Par ailleurs, toutes les expériences de Living Lab n’ont pas une configuration territoriale. Certaines correspondent à de démarches où prestataires de services et usagers collaborent dans des domaines précis, la santé par exemple. D’autres participent à l’amélioration de certains outils, telles les communications. Mais plusieurs ont une vocation territoriale claire, voire explicite. Et en ce sens, elles questionnent les pratiques et modalités du développement territorial. C’est à l’examen de ce type de living lab que s’intéresse notre travail qui a pour objectif de caractériser le concept Living Lab dans le contexte marocain comme étant une forme d’innovation sociale en

*Intervenant

crystallisant les réflexions sur son apport en matière de mobilité urbaine.

Bibliographie

Glou, E, & Pecqueur, B. 2016. Au cœur des territoires créatifs, proximités et ressources territoriales. Rennes.

Klein, J-L, & Pecqueur, B. 2017. Living Labs, innovation sociale et territoire ; Revue canadienne des sciences régionales.

Lévesque, B. 2014. Un monde qui se défait, un monde à reconstruire. Dans Lévesque, B, Fontan, J-M, & Klein, J-L (dir.), L'innovation sociale, les marches d'une construction théorique et pratique. Québec : Presses de l'Université du Québec, 369-386.

Mots-Clés: Living Lab, Innovation sociale, Mobilité urbaine

Voir, vivre et faire la ville pour le vélo : analyse comparée des politiques et pratiques du vélo à Lyon et Hambourg

Manon Eskenazi * ¹

¹ LABÚRBA – Université Paris-Est Marne-la-Vallée, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne - Paris
12 : EA3482, EIVP/Lab'urba – France

En septembre 2018, le gouvernement français lançait un plan vélo national, reconnaissant à la fois le potentiel du vélo à répondre aux besoins de déplacement, et sa place encore marginale dans les pratiques de mobilité. Depuis les années soixante, en France, en Allemagne, et dans la plupart des pays européens, la pratique du vélo pour les déplacements quotidiens a fortement diminué, éclipsée par le développement de l'automobilité. Les Pays-Bas et le Danemark, et plus tardivement l'Allemagne se sont saisis assez vite de la question du vélo en ville à la fois au niveau urbain, mais également au niveau national (Héran, 2015). En France, il faut attendre le début des années 2000 et l'arrivée du réseau de vélo en libre-service Vélov' à Lyon pour que les métropoles s'intéressent à nouveau à la place du vélo en ville.

Ce travail de thèse s'attache à déconstruire les modes de production des pratiques du vélo à partir de la manière de voir et de faire les politiques de mobilité. Aujourd'hui, les projets d'aménagement de la voirie en faveur de la marche et du vélo se multiplient, et le vélo devient un objet de marketing urbain. Mais en France, ces mots d'ordre politiques et les actions des gouvernements urbains ont rarement été associés à un développement fort des pratiques, qui se heurte à des représentations encore négatives de ce mode de déplacement.

Dans ce cadre, la thèse pose plusieurs questions : dans quelle mesure la gouvernance de la mobilité influence-t-elle le développement des pratiques du vélo ? Les facteurs culturels et l'existence d'une " culture vélo " peuvent-ils expliquer la prégnance des pratiques du vélo sur un territoire, et plus globalement les pratiques de mobilité ? Pour remettre les pratiques du vélo dans le contexte urbain et social dans lequel elles se développent, nous avons choisi de travailler sur deux métropoles, une française, Lyon, et une allemande, Hambourg.

Pour analyser les interactions entre les politiques publiques et le développement des pratiques, nous mobilisons les concepts de la théorie des pratiques (Reckwitz, 2002), qui fournit un cadre analytique intéressant pour étudier la transition en ne se focalisant pas sur l'individu et ses choix, mais en étudiant les interactions entre les éléments qui constituent les pratiques (Shove et al., 2012). Ce cadre théorique permet d'étudier les pratiques du vélo à la lumière des " manières de faire et de voir " (Gallez, 2015) la politique du vélo. Pour ce faire, nous conduisons des entretiens semi-directifs avec des cyclistes, ainsi qu'avec les acteurs de la politique du vélo : élus, techniciens, associations, experts. Ce travail qualitatif s'accompagne d'une étude des documents et plans d'urbanisme et de communication des deux métropoles, et d'un travail sur les réseaux

*Intervenant

sociaux.

Gallez C., *La mobilité quotidienne en politique. Des manières de voir et d'agir*, Dossier d'habilitation à diriger des recherches Université Paris-Est Marne-la-Vallée, 2015, 264 p.

Héran F., *Le retour de la bicyclette. Une histoire des déplacements urbains en Europe, de 1817 à 2050*, La Découverte, 2015, 255 p.

Reckwitz A., "Toward a Theory of Social Practices. A Development in Culturalist Theorizing", in *European Journal of Social Theory*, 2002, n°5 (2), p. 243-263.

Shove E., Pantzar M., Watson M., *The Dynamics of Social Practice. Everyday Life and How it Changes*, 2012, Sage, 208 p.

Mots-Clés: gouvernance, pratiques, aménagement, mobilité, vélo, comparaison

Mobilité urbaine et organisation du système de transport en commun à Tizi Ouzou

Urbanisation et transport, quelle interdépendance?

Kahina Louani * ¹

¹ Dynamiques Economiques et Sociales des Transports – Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux – France

L'explosion urbaine rapide qu'a subi Tizi Ouzou (TO) comme conséquence d'une croissance démographique intense, et d'un étalement urbain mal planifié, et souvent anarchique, s'est traduit par une forte explosion de la mobilité, et par une intensification de l'exigence en matière d'infrastructure de transport et de la gestion. Or l'urbanisation de T.O se distingue de celles des autres villes, par l'existence d'une étendue proximité entre l'urbain et le rural , La forte croissance démographique ainsi qu'économique, s'est traduit par la périurbanisation des espaces souvent isoler et inaccessible en transport en commun " étalement urbain " , quant au renforcement de la mobilité individuelle quotidienne " la dépendance à l'automobile " .

La croissance urbaine et le développement de la ville, ont eu par conséquence une forte augmentation des déplacements, la multiplication de demande en mobilité urbaine pendulaire, et la forte utilisation de la voiture particulière, suit au allongement des distances à parcourir, par quoi se conjugue la saturation des réseaux de la voirie.

Du coup les autorités publiques font appel au secteur privé ensuite au secteur public, dans l'objectif de répondre à cette puissante demande, à travers la disponibilité des moyens de transports publics et privés. Cependant, ce procédé est véritablement insuffisant devant la croissance de la demande en déplacement entre les habitants de la ville et les flux migratoires interurbains, l'allongements des distances parcourus, la croissance du taux de motorisation, appuie sur le problème de congestionnement du réseau de la voirie, le dysfonctionnement du transport, vice versa l'inégalité entre l'offre et la demande . Toutefois, les conditions de déplacement de la population demeurent insuffisantes et médiocre.

Plus de 1400 villages entourent la ville, dont à elle seule le caractère de grande ville, avec son urbanisation, et son caractère mono- centrique. En effet, la dynamique migratoire des ruraux vers la ville ne cesse de croitre, et la gestion de la forte demande en déplacement devient de plus en plus compliquée et excède les capacités de l'offre. Malgré plusieurs démarches d'extension planifiée qui visent à orienter l'étalement vers l'Est et l'ouest, un déséquilibre est apparu entre les diverses parties de la ville et sa périphérie .

L'objectif de ce travail est basé sur l'idée de " mieux connaitre, mieux planifié ". Appuyé sur la clarification de la notion d'interaction entre urbanisation et transport.

*Intervenant

Mots-Clés: Mots clés : mobilité urbaine, dynamique migratoire, déplacement, transport collectif, ville de Tizi Ouzou.

La modernisation du système de transport – Gouvernance et enjeux : Le cas du Liban.

Ali El Zein * ¹

¹ Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement – Université de Perpignan Via Domitia,
Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5281 – France

L'objectif de cette communication est de présenter mes travaux de recherche sur le sujet de la modernisation du système de transport au Liban. Ma thèse intitulée "La modernisation du système de transport – Gouvernance et enjeux : Le cas du Liban" est menée dans le laboratoire ART-DEV UMR-5281 au sein de l'Université de Perpignan sous la direction de Prof. MASSON Sophie.

La thèse concerne le fonctionnement du système de transport de personnes au Liban, sa gouvernance et les enjeux de sa modernisation. Le système de transport libanais se caractérise par le manque d'une offre de transport en commun organisée. La thèse cherche, dans un premier temps, à comprendre les raisons de cet état de fait, aussi bien en analysant la gouvernance du système que les ressorts socio-économiques et spatiaux de la mobilité. Dans un deuxième temps, elle vise à estimer les coûts du dysfonctionnement du système de transport. Enfin, elle envisage les perspectives d'une possible modernisation du système de transport .

La compréhension du fonctionnement du système de transport repose sur une analyse systémique considérant que les pratiques de mobilité comme fruit d'interactions entre 3 sous-systèmes : l'organisation du territoire (socio-économique, spatiale et politique) ; le système de transport (l'offre de transport ; les modes de gouvernance) et les pratiques et relations sociales (préférences, contraintes).

La méthodologie mise en œuvre est mixte dans le sens où elle mobilise une enquête quantitative de mobilité auprès de la population libanaise et des entretiens semi-directifs auprès des acteurs du transport. Une des difficultés à laquelle s'est confrontée le travail de thèse est l'absence de données sur la mobilité, et le manque de statistiques au Liban.

La thèse permet de caractériser l'offre de transport de personnes au Liban marquée par la quasi-absence de réseau de service public de transports en commun, le rôle des taxis dits " services ". Face au manque de performance des transports en commun, l'usage de la voiture particulière est prédominant aboutissant à des niveaux de congestion élevés. Par ailleurs, l'inefficacité des transports en commun s'explique par le manque de volonté politique ainsi que par la gouvernance défailante des organismes en charge des transports (multiplication des entités et manque de coordination) marquée par le multi-confessionnalisme étatique. Enfin, les libanais sont fortement attachés à la possession et l'usage de l'automobile. Ainsi, plusieurs facteurs ont favorisé le phénomène de dépendance automobile (Dupuy, 2006) au Liban.

*Intervenant

La thèse met en exergue les coûts économiques, sociaux et environnementaux de ce système.

Enfin, la thèse cherchera à explorer les pistes de modernisation du système de transport de personnes, visant une plus grande efficacité mais surtout une plus forte durabilité. Une analyse comparative basée sur les expériences menées dans des pays comparables sera alors déployée.

DUPUY G. (2006). La dépendance à l'égard de l'automobile, Paris, Documentation Française.

MASSON S. (2013), Interactions transport-logistique : analyse et rôle des politiques publiques, Habilitation à diriger des recherches, Aménagement du territoire et urbanisme, Université de Perpignan.

Faour, G., Velut, S., et Verdeil, É. (2007). Atlas du Liban: territoires et société. Institut Français du Proche-Orient.

Mots-Clés: Mots clés : système de transport, transport de personnes, pays en développement, Liban, gouvernance, mobilité, dépendance automobile.

Mécanique cycliste et mobilités urbaines

Margot Abord De Chatillon * ¹

¹ Laboratoire Aménagement Économie Transports – Université Lumière - Lyon 2, Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5593 – France

Le développement de pratiques cyclistes en milieu urbain est un objectif des politiques publiques actuelles dont les bénéfices sociaux, environnementaux et économiques sont incontestables (Allen & Allen, 2015). Pour réaliser cet objectif, une meilleure compréhension de ces pratiques et des freins à leur mise en place est nécessaire.

Cependant, alors que la dimension matérielle en est un aspect clé (Spotswood, Chatterton, Tapp, & Williams, 2015), peu d'études portant sur les pratiques cyclistes abordent la question sous cet angle. La diversité des bicyclettes utilisées, en termes de formes et de modèles, mais aussi de leur état physique et de l'adaptation de ce véhicule à la personne qui les utilise n'est que rarement abordée dans la littérature en sciences régionales (Fishman, 2016). Or, la possession d'une bicyclette adaptée est un facteur important de l'adoption et la continuation des pratiques cyclistes (Strömberg & Karlsson, 2016). De plus, de nombreuses personnes circulent sur des bicyclettes inadaptées, ou en mauvais état (Larsen & Christensen, 2015), jusqu'à parfois les mettre en danger. Quant à celles qui circulent sur des bicyclettes qui fonctionnent, c'est souvent suite à un entretien régulier ou de réparations passées (Graham & Thrift, 2007).

Cette proposition a pour objet de compenser le manque de connaissances sur la relation des individus à la bicyclette en tant qu'objet en prenant comme angle d'approche la réparation et la mécanique cycliste.

Cela permettra d'intégrer aux réflexions existantes sur le cyclisme urbain des questions spécifiquement liées à la matérialité telles que la question de la possession ou non de savoirs techniques et du rapport au " faire ", mais aussi d'apporter de nouvelles perspectives sur les aspects de genre et de milieu social et leurs rapports avec la pratique cycliste. C'est aussi l'occasion de réfléchir au rôle de l'industrie du vélo dans le développement de pratiques cyclistes.

Cette thèse est en début de deuxième année et plusieurs mois de terrain ont déjà été effectués, lors desquels un questionnaire a été administré auprès de cyclistes, et des entretiens conduits auprès de cyclistes, vélocistes et mécaniciens cyclistes. Ces données ont été complétées par des observations en atelier communautaires de réparation cycliste et des observations auto-ethnographiques lors de mes propres expériences liées à la mécanique cycliste.

Références :

Allen, M., & Allen, J. (2015). Health inequalities and the role of the physical and social environment. In *The Routledge handbook of planning for health and well-being: shaping a sustainable and healthy future* (p. 89-107). Routledge.

*Intervenant

Fishman, E. (2016). Cycling as transport. *Transport Reviews*, 36(1), 1-8.

Graham, S., & Thrift, N. (2007). Out of Order: Understanding Repair and Maintenance. *Theory, Culture & Society*, 24(3), 1-25.

Larsen, J., & Christensen, M. D. (2015). The Unstable Lives of Bicycles: The 'Unbecoming' of Design Objects. *Environment and Planning A*, 47(4), 922-938.

Spotswood, F., Chatterton, T., Tapp, A., & Williams, D. (2015). Analysing cycling as a social practice: An empirical grounding for behaviour change. *Transportation Research Part F: Traffic Psychology and Behaviour*, 29, 22-33.

Strömberg, H., & Karlsson, I. C. M. (2016). Enhancing Utilitarian Cycling: A Case Study. *Transportation Research Procedia*, 14, 2352-2361.

Mots-Clés: Réparation cycliste, pratiques cyclistes, mobilités, transports

Entrepreunariat

La dimension collective de l'accompagnement à l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

Loréna Clément * ¹

¹ Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme, Environnement – Université Paris 8, Vincennes-Saint-Denis, Université Paris Nanterre : UMR7218, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR7218 – Université Paris Nanterre UMR CNRS 7218 LAVUE Bâtiment Max Weber - SHS - 4e étage 200 avenue de la République 92001 Nanterre École d'architecture de Paris-Val de Seine 59 rue de Richelieu 75002 Paris, France

Le taux de création d'activité dans les QPV est plus fort que partout ailleurs. Face à un chômage qui ne réduit pas, beaucoup décident de créer leur propre emploi sans avoir les compétences et les ressources nécessaires pour développer une entreprise. De fait, le taux de fermeture d'activité y est aussi plus fort que partout ailleurs. Les acteurs publics renforcent donc les dispositifs d'accompagnement à la création et au développement d'activités.

Les recherches universitaires récentes révèlent l'importance de la collaboration pour la réussite de l'entrepreneur. Mise en réseau, mentorat ou mutualisation sont autant de facteurs positifs. Dans ce contexte, les acteurs publics financent les acteurs de l'accompagnement à l'entrepreneuriat appliquant ces nouvelles méthodes, surtout quand ces derniers travaillent eux-même en partenariat.

J'étudie donc la dimension collective de l'accompagnement à l'entrepreneuriat en QPV, ses formes et ses effets. Je m'intéresse à la fois aux collectifs des acteurs de l'accompagnement sur le territoire et aux collectifs des entrepreneurs *via* leur accompagnement. Alors que l'entrepreneuriat est un thème privilégié des sciences de gestion, je le replace dans le champ des études urbaines en questionnant l'action publique. Il s'agit de penser les politiques entrepreneuriales en termes de développement économique, mais aussi de développement social et territorial. J'étudie les réseaux d'acteurs et les lieux physiques qui organisent l'action collective à différentes échelles : de la salle d'informations de la structure d'accompagnement jusqu'à l'échelle nationale, en passant par le quartier et l'intercommunalité.

Pour ce faire, j'ai choisi deux terrains d'étude. Il s'agit d'une structure et d'un dispositif d'accompagnement à la création et au développement d'activités, localisés en QPV, assez anciens, portés politiquement, mêlant des acteurs de l'économie sociale et solidaire et de l'économie conventionnelle, dont les méthodes d'accompagnement ont évolué récemment. La structure est la Maison de l'Initiative Economique Locale (la Miel) située dans la coopérative Pointcarré à Saint-Denis (93). Le dispositif s'intitule Oser Entreprendre et concerne l'ensemble des QPV de Nantes Métropole. Il regroupe une boutique de gestion, une coopérative d'activités et d'emplois, des maisons de l'emploi et deux acteurs du financement à l'entrepreneuriat.

*Intervenant

CGET, ONPV, 2018, *Observatoire National de la Politique de la Ville, rapport 2017*, En détail, 152p.

Chauvin P-M, Grossetti M, Zalio P-P (dir), 2014, *Dictionnaire sociologique de l'entrepreneuriat*, Les Presses de Sciences Po, 640p.

Fayolle A, 2003, *Le métier de créateur d'entreprise*, Editions d'Organisation, 233p.

Talandier M, Pecqueur B (dir), 2018, *Renouveler la géographie économique*, Economica, 296p.

Tremblay M., Tremblay P.-A, Tremblay S (dir), 2002, *Développement local, économie sociale et démocratie*. Presses de l'Université du Québec, 356p.

Mots-Clés: Entrepreneuriat, accompagnement, quartier, collectif

Processus entrepreneurial et dynamique territoriale : Une approche par les réseaux sociaux.

Oumaima Slaoui * ^{1,2}, Ahsina Khalifa *

3

¹ OUMAIMA Slaoui – Maroc

² Université Ibn Tofaïl – Maroc

³ Université IBN ZOHR [Agadir] – Maroc

L'entreprenariat constitue un socle important des groupements sociaux, car il représente avant tout une action déployée par un ensemble de personnes. Ces dernières forment des liens directs et indirects entre eux, pour créer des réseaux qui consistent en une série de relations superficielles (les institutions...) et fortes (les parents, la famille...) d'un acteur et un ensemble d'autres acteurs.

Le réseau est moyen important d'accès aux informations pertinentes et aux ressources nécessaires pour réussir le passage de l'intention à la création effective d'une entreprise et contribue à la dynamique territoriale d'une région.

De ce fait selon une étude internationale sur la dynamique entrepreneuriale réalisée en 2015 par le GEM (Global entrepreneurship Monitor) au Maroc. Un des constats majeurs de cette recherche est la mise en évidence d'un contraste entre l'intention de créer une entreprise et le taux d'activité entrepreneuriale. Toutefois dans notre étude s'incline sur les théories des réseaux sociaux pour expliquer leurs impacts sur le processus de la création des entreprises et la dynamique territoriale de la région Rabat-Salé-Kénitra

L'objectif de cette thèse étant de mettre l'accent sur le rôle que le capital social et le réseau de l'entrepreneur peut exercer favorablement pour la création effective de son projet entrepreneurial ainsi que la dynamique territoriale de sa région. Dans notre problématique on va mettre l'accent sur le rôle du réseau des relations sociales d'un entrepreneur sur le processus entrepreneurial et la dynamique territoriale de sa région.

Suivant la méthodologie utilisée par Grossetti et Barthe,(2008), on a utilisé les récits de vie de manière mixte.Cette méthode originale dans le champ de l'entreprenariat, permet de repérer les caractéristiques de l'évolution conjointe de l'activité et du réseau social puis de mener une analyse compréhensive des processus sous-jacents à ces dynamiques.Les résultats escomptés après analyse des données du terrain, nous permettrons de corroborer notre modèle théorique

Bibliographie

*Intervenant

Valérie Angeon, Patrick Caron et Sylvie Lardon. (2006). " Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable : quel rôle de la proximité dans ce processus ? "

Cholet B. (2002). *L'analyse des réseaux sociaux : quelles implications pour le champ de l'entrepreneuriat ? 6ème Congrès international francophone sur la PME, Octobre, HEC –Montréal.*

Simen S. F., "Roles of networks and social capital in the success of international entrepreneurs: case of the Chinese merchants in Sénégal", *Journal of Management Research*, vol. 5, no 4, 2013, pp128-144.

Grossetti M. et Barthe J.-F (2008). *Dynamiques des réseaux interpersonnels et des organisations dans les créations d'entreprises. Revue française de sociologie. 49 (3), p. 585-612.*

Thietart R.-A. et al. (1999). *Méthodes de Recherche en Management, Dunod.*

Mots-Clés: Intention entrepreneuriale, réseaux sociaux, dynamique territoriale

Entrepreneuriat social et développement territorial: quelle corrélation? Cas de la région Fès Meknès

Fatima Ezzahra Zentar * ¹

¹ Centre de Recherche en Management et Commerce – Maroc

L'entrepreneuriat social est un concept en construction, qui lorsqu'on entend parler on remarque qu'il renvoie à deux termes en apparence contradictoire, il s'agit donc, d'une notion plus ou moins floue, qui suscite donc un grand intérêt ces dernières années et fait l'objet de plusieurs études et recherches. Il se présente comme une autre voie innovante pour agir au service d'activités ayant du sens rendant l'économie plus humaniste et créant de la valeur sociale dans différents domaines, d'où le choix d'étudier le lien entre les deux termes entrepreneuriat social et développement territorial en terme d'impact.

Ce sujet s'inscrit dans un double contexte, un contexte mondial et un contexte national :

Contexte mondial :

- L'internationalisation des activités économiques et les changements incessants que connaît l'économie mondiale accompagnés de différents problèmes sociaux qui rendent nécessaire d'intégrer davantage la dimension sociale au sein de l'économie et de contribuer à la justice sociale.
- Montée en puissance d'une prise de conscience relative aux limites d'une logique libérale poussée à l'extrême, et d'un capitalisme de plus en plus croissant.
- Désengagement de l'Etat et de marché dans de nombreux domaines d'activités. En fait, l'entrepreneuriat social peut répondre à des besoins que ni le secteur public, ni le secteur marchand ne satisfont pleinement ou qui ont failli à assumer.

Contexte national :

- Le Maroc accorde un intérêt grandissant au principes du développement territorial durable, d'où la forte prise en compte de la dimension sociale par les acteurs politiques et économiques.

*Intervenant

- L'avènement de l'initiative nationale pour le développement humain (INDH) en 2005, a permis à l'économie sociale de se développer de plus en plus au Maroc, ainsi les termes " social " " solidaire " sont devenus plus usités, cette initiative a donné donc un élan considérable à l'entrepreneuriat social.
- Mauvaise gestion et exploitation abusive des ressources de développement, surtout avec l'intérêt grandissant porté au capital immatériel ces derniers temps au Maroc, donc l'entrepreneuriat social peut être une opportunité pour les territoires de mieux gérer leurs ressources.

Notre travail de recherche traite la problématique du lien qui existe entre l'entrepreneuriat social et le développement territorial dans la région Fès Meknès, de l'impact de cette forme d'entreprendre sur l'amélioration du bien-être social des individus et la résolution des problèmes sociaux et environnementaux, de détecter à quel point un développement territorial efficace doté de politiques publiques bien étudiées et de qualité peut-il contribuer à l'émergence de structures entrepreneuriales innovantes, et d'étudier le comportement de l'entrepreneur social au sein d'un territoire précis à savoir la région Fès Meknès.

- Barthélémy A. et Slitine R. (2011) : " Entrepreneuriat social, innover au service de l'intérêt général " Edition Vuibert.
- Bornstein D. (2005), " Comment changer le monde : les entrepreneurs sociaux et le pouvoir ", La découverte.
- CODES (2007): " Pour une approche partagée de l'entrepreneuriat social et de son développement ", La note du Codès N° 1
- Molaert F. et Nussbaumer J. (2008), " La logique sociale du développement territorial ", Presses de l'université du Québec

Mots-Clés: Développement territorial, Entrepreneuriat social, Innovation

L'entrepreneuriat comme outil d'amélioration de la performance territoriale : construction d'un référentiel théorique

Mohamed El Kotbi * ¹

¹ Université Ibn Tofail – Maroc

En réponse à cette question : " *en quoi la dynamique entrepreneuriale, comme branche de la science économique contribue-t-elle au développement et à l'amélioration de la performance du territoire du pôle de compétitivité ?*", nous abordons le phénomène du développement territorial, dont l'entrepreneuriat constitue l'élément charnière.

Aujourd'hui, les deux dimensions 'Entrepreneuriat – Pôle de Compétitivité' jouent un rôle important dans le développement et la dynamique des territoires, parce qu'elles sont considérées d'après des organismes internationaux et nationaux comme l'une des principales formes motrices de l'innovation, de la compétitivité et du développement territorial. Et pour mieux exploiter ces deux dimensions qui demeurent importantes, le Maroc s'est lancé dans des grands chantiers pour repenser sa stratégie dans des domaines porteurs de valeur ajoutée, et de s'orienter vers les pôles de compétitivité afin de promouvoir des secteurs vitaux pour son économie et de donner aussi une bonne image sur le territoire à l'étranger.

Dans cette communication, nous procédons, d'une part à l'édification du cadre analytique de cette étude qui vise à produire, ultimement, des instruments pour développer un territoire et améliorer sa performance, d'autre part analyser et mesurer l'effet de la dynamique entrepreneuriale sur la performance spécifique du pôle de compétitivité.

Autrement dit, cette dynamique, s'agit-il d'un simple processus d'évolution du nombre d'entreprises créées avec tous les effets qu'il engendre en termes d'emploi, d'innovation, de croissance, etc. **Ou d'une dynamique qui fait un saut qualitatif vers l'une des formes d'organisation pertinentes et de développement territorial et ce, en tissant des liens de coopération et d'échange interentreprises.** Du point de vue conceptuel, la recherche s'accomplit à l'intersection d'une double optique (territoriale et socioéconomique).

Du type méthodologique, notre travail de recherche sera basé sur une posture positiviste aménagée, en utilisant un mode de raisonnement mixte (déduction/Induction) et une démarche hybride (quantitative et qualitative).

Principales références bibliographiques :

-**Albirtini. B** (2006), de la DATAR à la nouvelle DIACT : la place des questions économiques dans la politiques d'aménagements du territoire, revue française d'administration publique, 119

*Intervenant

(2006/3), pp 415-426.

-**Alouat. B**, les pôles de compétitivité, gouvernance et performances des réseaux d'innovation, éd, (2010).

-**Dejardin, M** (2006) : "L'entrepreneuriat, le territoire et les conditions de leurs dynamiques cumulatives". *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2, 185-201.

-**FAYOLLE, Alain** et **Thierry VERSTRAETE**. (2005). Paradigmes et entrepreneuriat, *Revue de l'entrepreneuriat*, Vol. 4, No 1, 20 pages.

-**HERNANDEZ E.M**, (1999). Le processus entrepreneurial. Vers un modèle stratégique d'entrepreneuriat, Paris, L'Harmattan.

Mots-Clés: Développement, territoire, performance des pôles de compétitivité et dynamique entrepreneuriale

La promotion de la formation à l'esprit entrepreneurial des étudiants dans l'université au Maroc : un nouveau souffle vers une université entrepreneuriale

Chaimaa Lagraoui * ¹, Rachid Smouni *

1

¹ Laboratoire de recherche sur l'entrepreneuriat et management de l'environnement des PME – Maroc

Résumé

Dans notre thèse, nous comptons travailler sur le développement de l'esprit entrepreneurial des étudiants. Cela nécessitera de trouver les facteurs qui pourraient en quelques sortes promouvoir cet esprit dans l'université marocaine qu'on souhaite devenir entrepreneuriale. Dans cette université, nous constatons aujourd'hui que le nombre des formations à l'entrepreneuriat ne cesse d'augmenter. Ce qui favorise l'enseignement de cette discipline.

Il s'agira donc de mesurer cette formation dans les universités (analyse et vérification des pratiques pédagogiques utilisés dans l'enseignement marocaine, mesure d'esprit entrepreneurial de l'université), les problèmes que pose l'entrepreneuriat comme matière d'enseignement, ainsi qu'identifier les facteurs émanant à développer l'esprit d'entreprendre des jeunes étudiants dans l'environnement interne et externe de leurs universités afin de devenir des universités entrepreneuriales dans l'avenir.

En effet, dans ce rapport nous présentons le scénario de notre recherche (la question de notre recherche, la démarche méthodologique,...) y compris un survol sur l'état de l'art comprenant les approches de l'entrepreneuriat, l'intérêt d'enseignement de cette discipline, les caractéristiques d'une université entrepreneuriales, ainsi que certaines conceptions sur l'esprit entrepreneurial.

Question de recherche

D'après certains constats relevés qui semblent justifier d'une part le développement de la formation à l'esprit entrepreneurial par le fait de mesurer cette formation dans les universités (analyse et vérification de pratiques pédagogiques utilisées dans l'enseignement marocaine, mesure d'esprit entrepreneurial de l'université). Et d'autres part, l'identification des facteurs qui pourraient en quelques sortes promouvoir cet esprit dans l'université marocaine qu'on souhaite devenir entrepreneuriale.

De ce fait, la question fondamentale qui se pose :

*Intervenant

Comment inculquer l'esprit entrepreneurial aux étudiants à l'université marocaine pour que cette dernière devienne entrepreneuriale ?

D'autres façons :

Comment développera l'esprit entrepreneurial des étudiants et la relation de l'entrepreneuriat et l'université ?

La méthodologie et méthodes

En terme épistémologique : l'outil que nous avons utilisé nécessite une subjectivité totale : " les entretiens semi-directifs " : il s'agit de chercher à explorer, cerner moyennement des témoignages via des entretiens semi-directifs avec des responsables des universités (clubs d'incubation, doyen, enseignant, chef départements....) d'avoir leur perception de ce nouveau concept, mesurer l'esprit entrepreneurial de leur universités, vérifier les pratiques pédagogiques utilisés afin de proposer certains recommandations et de ce fait, élaborer notre nouveau model de l'université entrepreneuriale marocaine. Il s'agit donc du constructivisme.

En terme méthodologique : dans notre recherche, nous visons une compréhension plus profonde de l'émergence d'un lexique d'enseignement d'esprit entrepreneurial et les facteurs qui pourraient promouvoir cet esprit et développe la relation entre l'université et l'entrepreneuriat au Maroc. Alors la Méthode qualitative nous semble bien adaptée à notre objet de recherche .

Mots-Clés: Entrepreneuriat, esprit entrepreneurial, université, l'enseignement d'entrepreneuriat, orientation entrepreneurial, université entrepreneurial, culture entrepreneurial.

Environnement / Alimentation

Offre alimentaire et pratiques d’approvisionnement : une géographie des paysages alimentaires urbains

Simon Vonthron * ¹

¹ UMR Innovation – Univ Montpellier, CIRAD, INRA, Montpellier SupAgro – France

Les villes se sont récemment saisies du fait alimentaire. Cependant, elles apparaissent relativement démunies quant à leurs possibilités d’action et leurs marges de manœuvre. Comment une ville peut-elle mobiliser ses compétences, notamment en aménagement, pour mettre en œuvre une politique alimentaire ? Alors que différents travaux, principalement nord-américains, mettent en évidence le caractère dynamique des paysages alimentaires ainsi qu’une relation entre les pratiques alimentaires et la disponibilité et l’accessibilité alimentaires, nous faisons l’hypothèse qu’il existe une double relation entre paysages alimentaires et pratiques d’approvisionnement des habitants, c’est-à-dire que les politiques d’aménagement et les pratiques d’approvisionnement construisent des paysages alimentaires, qui, en retour, peuvent influencer sur les pratiques d’approvisionnement.

Cette recherche propose une approche géographique des paysages alimentaires, un concept que nous développons dans la lignée de la notion de paysage dans la géographie française ainsi qu’en nous inspirant des travaux menés sur le *foodscape*. Il s’appuie en particulier sur les approches développées dans les champs, d’une part, de la géographie de la santé et la santé publique, et d’autre part, de la géographie sociale et critique.

Ce travail présente un triple objectif :

- Cartographier la diversité des paysages alimentaires de la métropole montpelliéraine en s’intéressant notamment à la répartition spatiale des commerces alimentaires et des restaurants.
- Caractériser les pratiques spatiales d’approvisionnement alimentaire des habitants et leurs relations avec les paysages alimentaires auxquels ces habitants sont exposés.
- Identifier des leviers d’action des villes sur l’approvisionnement alimentaire afin de mieux comprendre la manière dont les politiques d’aménagement urbain et les pratiques des habitants contribuent à façonner ces paysages.

Afin d’être mené à bien, un travail cartographique à partir de diverses bases de données et de travaux issus de la géographie de la santé, de la géographie urbaine et de la géographie du

*Intervenant

commerce permettent d'établir une typologie des paysages alimentaires. Une enquête quantitative menée auprès de 500 ménages permet d'établir une typologie de leurs pratiques spatiales d'approvisionnement. Cette caractérisation du paysage alimentaire tel qu'il est pratiqué par les habitants est confrontée au paysage alimentaire " objectif " auquel ils sont exposés. Le travail cartographique comme l'analyse de l'enquête quantitative mobilisent des outils d'analyse spatiale et de statistique. Par ailleurs, trois quartiers (un quartier populaire, un nouveau quartier et un lotissement en commune périurbaine) font l'objet d'un travail monographique. Dans ce cadre, une analyse d'archives et des entretiens individuels sont menés.

Bricas, N., Soulard, C.-T., Arnal, C., 2017. Croiser les enjeux de durabilité et leviers des politiques urbaines, in: *Construire des politiques alimentaires urbaines: Concepts et démarches*. Versailles, pp. 121–136.

Clary, C.M., Matthew, S.A., Kestens, Y., 2017. Between exposure, access and use: Reconsidering foodscape influences on dietary behaviours. *Health Place* 44, 1–7.

Miewald, C., McCann, E., 2014. Foodscapes and the Geographies of Poverty: Sustenance, Strategy, and Politics in an Urban Neighborhood. *Antipode* 46, 537–556.

Mots-Clés: paysage alimentaire, pratique spatiale, approvisionnement alimentaire, urbain, alimentation, Montpellier

Paiement pour les services environnementaux : essai de conception institutionnelle au bassin versant d'Ourika

Hicham Eddahmouny * 1

¹ Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales. Université Sidi Mohammed Ben Abdellah :
Fès – Maroc

L'objectif de notre travail est contribuer à éclaircir et d'avancer le débat controversé sur les PSE en mettant explicitement l'accent sur les aspects institutionnels des PSE. Nous cherchons à nous interroger sur la manière dont la diversité de l'économie institutionnelle a influencé les travaux spécifiques sur les PSE. Nous mettrons l'accent sur l'importance de la prise en considération de l'aspect institutionnel dans la conception du programme de PSE, de l'influence des jeux d'acteurs et des préférences des fournisseurs de SE. Sur le plan pratique, cette recherche vise à évaluer la faisabilité institutionnelle d'un mécanisme de PSE pour les services hydrologiques. Nous cherchons à tester un cadre d'analyse pour la conception visant à comprendre les facteurs qui rendent les mécanismes de PSE durables d'un point de vue social, institutionnel, politique et économique, en étudiant concrètement les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'un programme PSE pour la réduction des risques naturels (inondations et érosion) dans un nouveau contexte BVO.

Mots-Clés: Paiements pour les services environnementaux, Conception institutionnelle, Bassin versant de l'Ourika

*Intervenant

De l'Eden perdu à la transition agroécologique. Le marché des fruits et légumes à l'île de La Réunion

Luca Piccin * ¹

¹ UMR INNOVATION – INNOVATION, Univ Montpellier, CIRAD, INRA, Montpellier SupAgro, Montpellier, France. – France

Le projet dans lequel cette thèse s'inscrivait initialement visait à interroger la transition agroécologique à l'île de La Réunion au prisme des dynamiques des marchés. Partant du constat que le marché des fruits et légumes à La Réunion est encore aujourd'hui caractérisé par de petits marchands, ambulants ou sédentaires (*bazardiers*), ce questionnement a servi de porte d'entrée pour interroger plus largement l'évolution du système d'approvisionnement insulaire, de l'abolition de l'esclavage à la période contemporaine correspondant à l'institutionnalisation de l'agroécologie.

La thèse souligne le rôle de l'engagement individuel et collectif (*agency*) dans des activités porteuses de sens et met en lumière les pratiques concrètes situées qui produisent et qui attribuent de la valeur à un lieu, un objet, une personne, une situation ou une manière de faire. En parallèle elle thématise les controverses et les discours associés à ces activités. Ces deux dimensions sont centrales dans le fonctionnement des marchés concrets et font apparaître l'importance des artefacts (produits et modes de production) ainsi que le rôle actif des savoirs, savoir-faire, outils et dispositifs. En se focalisant sur la structuration des *agencements marchands*, elle permet, in fine, d'expliquer les processus multi-scalaires d'évaluation et de valorisation impliqués dans la création de nouveaux marchés (*nested markets*), qui nécessitent la mise en place de nouvelles transactions, différentes de celles qui les précèdent (Hebinck et al, 2015). Elle éclaire par ce biais sur le rôle des marchés dans les transitions sociotechniques (Sutherland et al, 2015). Les moments et les lieux changent, et avec eux les identités des vendeurs et des mangeurs et les qualités du bien transféré. C'est l'analyse de ces dynamiques qui permet d'expliquer comment de nouveaux marchés et des nouvelles valeurs s'imbriquent et participent à la transition.

Nous faisons l'hypothèse que les dispositifs sociotechniques déployés pour créer de nouveaux agencements marchands constituent autant des prises sur le **milieu** dont peuvent se saisir les opérateurs dans la mise en œuvre de leurs actions. Acteurs et milieux, à travers des processus coévolutifs, participent à l'exploration et à l'identification de solutions que le marché - au sens néoclassique -, à lui seul, n'aurait pu créer. Ces processus ne sont pas préalables à l'instauration des marchés: ils en constituent le cœur. Le travail vise à éclairer ces processus de qualification des biens qui règlent la coproduction de leurs caractéristiques et de celles des demandeurs et des offreurs via des apprentissages progressifs mobilisant les milieux locaux (recherche, production, fournisseurs, collectivités publiques, groupes d'intérêts, médias, clients-consommateurs) dans des dynamiques co-évolutives de production et de consommation médiatisées (Huguenin, 2017).

*Intervenant

- Hebinck, P.G.M., van der Ploeg, J.D., Schneider, S., 2015. *Rural development and the Construction of New Markets*, Routledge, London.
- Huguenin, A., 2017. Transition énergétique et territoire : une approche par le " milieu valueur ". *Géographie, économie, société*, 19 (1), p. 33-53.
- Sutherland, L.A., Darnhofer, I., Wilson, G.A., Zagata, L., (Eds.). *Transition Pathways towards Sustainability in Agriculture: Case Studies from Europe*, CABI.

Mots-Clés: Marchés, Fruits et légumes, Géographie des transitions, Milieu, Agroécologie

Le cadre juridique et la pratique des études d'impact environnemental, étude comparative, Union européenne et le Maroc

Mohammed Najih * ¹

¹ Etudes et recherches juridiques et politiques – Maroc

Au cours de la dernière décennie, les problématiques d'ordre environnemental sont devenues de plus en plus nombreuses et complexes, conduisant à une forte menace de l'équilibre écologique de notre planète. La forte croissance économique et l'émergence d'une société de consommation dans le monde entier, ont engendré de graves dommages à l'environnement. En outre, l'évolution démographique et urbanistique a drainé les ressources naturelles de nos territoires, souvent sur-exploitées et mal utilisées car considérées inépuisables et sans limites.

Pour faire face aux conséquences négatives des activités humaines sur l'environnement et minimiser leurs impacts néfastes, il est nécessaire d'adopter une démarche de prévention et d'anticipation ainsi que des bonnes pratiques visant à réaliser un développement durable de nos sociétés. Parmi les principaux outils disponibles à cet égard, les études d'impact sur l'environnement (EIE) sont largement utilisées. En sens, le Maroc comme les autres pays en voie de développement à accorder une place importante à cette pratique afin de promouvoir un développement territorial durable. Dans cette perspective, au Maroc l'adoption du système des EIE est assez récente, ce qui nécessite son évaluation afin d'en améliorer la pratique et les effets. La recherche académique peut contribuer au développement de la compréhension de la pratique des EIE et apprécier ses points forts et ses lacunes dans le but d'apporter des recommandations d'amélioration, ainsi que des actions correctives ; dont le but ultime de préserver l'environnement et inscrire les régions dans un processus de développement durable. En ce sens, l'objectif de ce travail est d'analyser la pratique des études d'impact sur l'environnement au niveau de la région Fès- Meknès en se basant sur le cadre réglementaire et législatif qui organise cette pratique au niveau du Maroc en comparaison au cadre adoptée par l'Union européenne.

En parallèle du Benchmarking juridique et institutionnel, un diagnostic territorial sera élaborer pour identifier les caractéristiques géographiques, urbanistiques, environnementales ainsi que sociales de la région Fès-Meknès. Les résultats de ce diagnostic nous permettront de comprendre les dysfonctionnements que connaît la région, comme l'extension urbaine désordonnée, l'étalement des constructions vers les terres agricoles, l'exploitation irresponsable des ressources d'eaux, etc. Pour ce faire, une enquête via entretiens, auprès des personnes-ressources et des entités administratives impliquées dans l'élaboration des EIE sera réalisée.

Mots-Clés: Etude d'impact sur l'environnement, développement territorial, développement durable, préservation de l'environnement, Union européenne, acteurs.

*Intervenant

Quel aménagement de l'espace pour promouvoir biodiversité et bien-être ?

Laurent Martinez * 1

¹ Politiques publiques, Action politique, Territoires (PACTE) – Université Pierre Mendès France - Grenoble 2, Université Joseph Fourier - Grenoble 1, Sciences Po Grenoble - Institut d'études politiques de Grenoble, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5194, Université Grenoble Alpes – Siège : IEP - BP 48 38040 Grenoble cedex 9, France

Dans une perspective de développement durable, la mise en place de politiques de planification urbaine demande une approche intégrée d'enjeux d'ordre écologiques, sociaux et économiques. Des cadres conceptuels se focalisent sur l'évaluation conjointe d'enjeux dépendants tels que le bien-être humain et la qualité environnementale (Diaz *et al.*, 2018).

L'appropriation de ces cadres conceptuels par les professionnels de l'aménagement est en cours mais se retrouve freinée par de nombreuses difficultés de traduction opérationnelle. Pour le décideur politique, l'approche intégrée complexifie les choix d'aménagement urbain par rapport à des approches sectorielles. Pour établir des stratégies de conservation des espaces à caractère naturel (ECN) à une échelle locale (commune), l'approche intégrée enjoint à tenir compte des bénéfices sociaux et écologiques associés à ces espaces. Je pars du postulat qu'une demande d'outils et de méthodologies intégrées existe pour éclairer ces stratégies lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.

Afin d'identifier les ECN les plus importants à préserver du point de vue des habitants, je propose de mettre en place une méthode hybride d'enquête. Cette enquête doit permettre (i) d'interroger les rapports des habitants à la nature qu'ils côtoient au quotidien et (ii) de les spatialiser à une échelle fine mobilisable pour la construction de documents d'urbanisme communaux et métropolitains. Enfin, elle vise à comparer ces ECN prioritaires pour les habitants à ceux identifiés comme prioritaires par une approche de modélisation de connectivité écologique (Taylor *et al.*, 1993), et à représenter ces priorités sur un même support cartographique.

En tant qu'éléments constitutifs de l'urbain, les ECN offrent un cadre expérientiel aux habitants. Dans cette étude, je m'interroge sur le sens donné par les habitants à des espaces naturels particuliers à leurs yeux. Pour répondre à cette interrogation, je mobilise des approches de " Human ecology mapping " (McLain *et al.*, 2013), tels que la cartographie des savoirs écologiques locaux (Charnley *et al.*, 2008) et des rapports aux lieux (Tuan, 1977). Nous interrogeons les perceptions pour dépasser une caractérisation des lieux par les seuls aspects fonctionnels (Parc urbain, champs, berge, zone protégée...).

L'étude se place à l'échelle de communes de franges urbaines de la métropole grenobloise. L'inventaire des espaces à caractère naturel physiques recouvre un large éventail d'écosystèmes urbains : du jardin privé aux forêts de coteau, du green de golf aux champs de céréales.

*Intervenant

L'analyse des lieux répertoriés lors de l'administration du questionnaire consistera dans un premier temps à construire une typologie des différentes raisons de l'intérêt des personnes pour certains ECN (Donovan *et al.*, 2009). Dans un second temps, je pose l'hypothèse qu'il est possible d'identifier spatialement des lieux d'intérêt correspondant à des espaces informels (Rupprecht *et al.*, 2015) dont la contribution au bien-être peut être ignorée par des aménageurs déconnectés de l'expérience quotidienne du territoire.

Le développement de cette approche pourrait se poursuivre en intégrant d'autres enjeux à caractères socio-écologiques (patrimoine) ou socio-économiques (pression d'urbanisation).

Mots-Clés: stratégie de conservation, urbanisme, savoirs locaux, approche intégrée, cartographie

La diffusion des initiatives de circuit court alimentaire locaux comme modèle d'approvisionnement alternatif : Le territoire et ses acteurs comme ancrage spatial et facteur d'influence (Géographie économique)

Kim Tuts * ¹

¹ Université de Liège - Segefa – Belgique

La recherche se situe dans un contexte général d'interrogations concernant la durabilité du système agro-alimentaire dit conventionnel [1] ou dominant, présentant des faiblesses sur le plan social, environnemental, économique et politique [2].

Les initiatives de circuits-courts alimentaires locaux, nébuleuse de pratiques 'alternatives' et d'acteurs cherchent des réponses aux faiblesses de ce modèle et s'inscrivent dans un mouvement de reterritorialisation des systèmes alimentaires et de raccourcissement des chaînes [1].

Les modes et trajectoires de diffusion de ces initiatives restent peu connus. Aujourd'hui, nous ne savons pas pourquoi ces initiatives grandissent et se diffusent différemment, certaines restant au stade de niche alors que d'autres se voient supportées par les autorités publiques ou modifiant le régime. Le questionnement est donc abordé sous l'angle des études de la transition. Selon Coenen, Benneworth et Truffer (2012), la littérature néglige l'étude de la dimension spatiale de la transition durable : où la transition a-t-elle lieu, qu'elles sont les configurations spatiales et les dynamiques des réseaux impliqués dans la transition ? [3].

Cette recherche s'intéresse dans un premier temps à la caractérisation des initiatives, à leur ancrage territoriale, en terme de localisation mais aussi via le concept d'embeddeness [4], et à la diffusion dans l'espace au sein de la province de Liège des initiatives de circuits courts alimentaires locaux (marchés, GAC, magasins locaux, à la ferme, commercialisation par e-plateforme ou de paniers). Dans un second temps, l'objectif à l'aide du concept d'alternativité [5] est d'évaluer l'hypothèse de 'conventionnalisation', forme de dilution des alternatives, dû au processus de diffusion. Enfin, la mise en évidence des leviers territoriaux, facilitateur à l'émergence et à la diffusion, permettrait d'orienter le développement d'un territoire soutenant.

L'analyse géographique, de nature plus quantitative, est enrichie par le regard de l'économie sociale et des sciences sociales sur le sujet, porté par deux autres thèses réalisées en partenariat et en parallèle.

Une comparaison internationale avec la ville de Lille est envisagée, afin de tester certains résultats importants et de la puissance du secteur public dans la structuration du système.

*Intervenant

La présentation ne comprendra pas de résultat, mais bien la description du projet de thèse en cours enrichit par des questionnements théoriques.

Praly, C., Chazoule, C., Delfosse, C., & Mundler, P. (2014). Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires. *Géographie, économie, société*, 16(4), 455-478.

Feyereisen, M. (2017). LA CEINTURE ALIMENT-TERRE LIÉGEOISE : DES INITIATIVES LOCALES AU PROJET DE TRANSITION TERRITORIALE. Working Papers SEED (No. 2). Liège.

Coenen, L., Benneworth, P., & Truffer, B. (2012). Toward a spatial perspective on sustainability transitions. *Research Policy*, 41(6), 968–979.

Hess, M. (2004). 'Spatial' relationships? Towards a reconceptualization of embeddedness. *Progress in human geography*, 28(2), 165-186.

Watts, D. C., Ilbery, B., & Maye, D. (2005). Making reconnections in agro-food geography: alternative systems of food provision. *Progress in human geography*, 29(1), 22-40.

Mots-Clés: Systèmes alimentaires alternatifs, circuits courts de proximité, alternativité, diffusion spatiale, transition sociotechnique durable, réseaux, interdisciplinaire

Participation

La participation citoyenne à l'action publique territoriale

Omar Seddiki * ¹

¹ Université Moulay Ismail de Meknès – Maroc

La problématique centrale de ma recherche réside essentiellement dans la détermination du rôle de la participation citoyenne dans le processus décisionnel à l'échelle territoriale au Maroc. En pratique, cela revient à interroger le niveau de l'effectivité de l'implication de la société civile marocaine dans la coproduction des politiques publiques à l'échelle territoriale.

Et étant donné que cette dernière peut être définie comme " l'ensemble des procédures, instruments et dispositifs qui favorisent l'implication directe des citoyens au gouvernement des affaires publiques " notamment au niveau territorial, la question nodale de cette recherche devrait cibler l'exploration de la nature des outils mis à la disposition des citoyens en vue de la territorialisation des actions publiques.

Par ailleurs, la promulgation des lois organiques, relatives au droit de la pétition populaire et aux propositions citoyennes en matière législatives, est-elle suffisante pour opérationnaliser la machine participative territoriale ? Ou encore faut-il qu'il y ait un cadre institutionnel adéquat et une volonté politique réelle en mesure d'associer l'acteur social à la coproduction des décisions publiques et leur automatisation ?

Dans quelles conditions politiques juridiques institutionnelles et culturelles, les démarches participatives peuvent-elles contribuer réellement au renforcement du rôle des citoyens dans la politique publique locale selon une logique de régulation ascendant c'est-à-dire à partir d'en bas (du territoire) ?

Pour traiter ce sujet et essayer de porter des réponses argumentées à toutes les questions inhérentes à la problématique principale de la recherche, il est judicieux d'opter pour l'exercice de la validation empirique, en utilisant :

-les outils quantitatifs : récupérer un maximum de données secondaires, c'est-à-dire accumuler toutes les connaissances relatives à ce thème, notamment les données déjà recueillies par les enquêtes précédentes, les études monographiques, les documents officiels, les statistiques et les rapports réalisés par des organismes crédibles ...etc.

-les outils qualitatifs : collecter les données primaires c'est-à-dire les nouvelles informations du terrain ciblé par cette étude. On va procéder par le moyen des entretiens semi directifs (semi structurés) avec différentes parties prenantes. Ainsi les personnes à interviewer sont normalement de deux ordres :.

*Intervenant

-Le 1er groupe comprend les parlementaires, les conseillers municipaux, les élus locaux, les pouvoirs publics, les fonctionnaires publics, les services extérieurs notamment (santé, enseignement, agriculture...) , les autorités locales...etc.

-Le 2ème groupe englobe les composantes de la société civile, les simples citoyens (ordinaires) et les citoyens associatifs, les dirigeants des associations, focus group d'organisations associatives etc.

Mots-Clés: Participation citoyenne, territoire, action publique, gouvernance territoriale

De la décroissance urbaine aux processus d'aménagement participatifs. Etude de deux projets de renouvellement urbain en France: l'Ile-de-Nantes et les Docks-de-Seine à Saint-Ouen

Varvara Toura * ¹

¹ Centre de recherches historiques/Géographie-Cités – Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) – France

Mon travail développe une approche comparative de deux projets d'aménagement des sites désindustrialisés en France, l'Ile-de-Nantes et les Docks-de-Seine, en se focalisant sur les cas de deux projets urbains représentatifs des politiques publiques participatives. La recherche vise à proposer de nouveaux modèles de planification des villes désindustrialisées en faisant le lien entre les programmes de renouvellement urbain et la question de la préservation du passé industriel.

Dans un premier temps, je m'intéresse à la question de l'organisation spatiale et sociale des deux villes pendant la période de désindustrialisation. A partir des enquêtes quantitatives j'essaie de montrer que les nouvelles activités économiques ont influencé de nouveaux habitants à y installer ainsi qu'à la création des zones de fonctions mixtes. Le deuxième axe de l'exposé met l'accent sur la collaboration entre les professionnels habilités à produire l'espace urbain et les habitants des villes. A partir des enquêtes qualitatives menées dans deux villes auprès d'habitants, d'élus locaux et d'aménageurs, j'essaie de montrer les interactions entre les acteurs institutionnels et ceux de la société civile. Dans un dernier temps, je m'intéresse à la question de la préservation de l'identité industrielle. A partir d'une analyse critique de deux programmes de renouvellement urbain à deux échelles, la ville et le quartier, j'essaie de montrer les possibilités de transférabilité de politiques publiques territoriales d'une échelle à l'autre.

On peut constater que les nouvelles activités économiques proposées dans les programmes de renouvellement urbain des deux sites ont réussi à augmenter le nombre d'habitants après une période de décroissance démographique. En même temps, ces activités sont inscrites dans des zones de fonctions mixtes qui accueillent des habitants de différentes catégories socio-professionnelles. En plus, les nouvelles politiques publiques participatives montrent que le système d'acteurs traditionnels d'élaboration de projets de renouvellement urbain est amené à redéfinir les rôles de chacun en instituant les habitants comme de véritables acteurs sociaux. Finalement, l'analyse critique du contenu des deux programmes de renouvellement urbain montre qu'il y a une interdépendance de politiques publiques à l'échelle de la ville et du quartier.

*Intervenant

Bibliographie

- BLONDIAUX L, CARDON D, 2006, *Dispositifs participatifs*, in Politix, vo 19, no 75
- COMMERÇON N, GEORGE P, (dir.), 1999, *Villes de transition*, Paris, Anthropos
- DAVIET S, 2005, *Industrie, culture, territoire*, L'Harmattan, Paris
- SOUAMI T, 2011, *Eco quartiers et urbanisme durable*, La documentation française, n°981

Mots-Clés: décroissance, renouvellement urbain, participation citoyenne, identité urbaine

Devenir copropriétaire : une analyse au travers la sociologie du droit

Flavia Leone * 1

¹ LABÚRBA – Université Paris-Est Marne-la-Vallée, Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne - Paris
12 : EA3482 – France

Cette communication a comme objectif d'éclairer les différentes représentations sociales de la figure du copropriétaire au travers de leur rapport au droit. Le choix d'aborder cet enjeu par une approche de la sociologie du droit[1] s'explique par le fait que la copropriété est une " *modalité du droit de propriété découlant de la pluralité des droits sur la chose d'où il résulte que le droit de propriété de chacun est ramené à une quote-part dont le copropriétaire peut librement disposer, tandis que la gestion du bien indivis lui-même [concrètement, les parties communes] est soumise à l'accord de tous* "[2]. Les copropriétaires doivent voter, selon les règles de majorité, les moyens d'assurer la maintenance et l'avenir des parties communes de leur bâtiment. S'interroger sur ce que représente ce statut passe, nécessairement, par le questionnement du rapport entre " droit " et " copropriétaires ". Cette analyse propose de réorienter l'attention empirique du droit positif vers les interprétations, transpositions et usages qui constituent l'appréhension du droit par les profanes. Plus précisément, il est question d'étudier les processus[3] de constitution des rapports ordinaires dans lesquels et à travers desquels circule le droit. Pour ce faire, il sera question de traiter d'un conflit existant autour de l'utilisation des espaces communs d'une copropriété située dans la commune de Montreuil. Nous faisons l'hypothèse que le conflit autour des usages de ces espaces communs plutôt qu'être un révélateur de " modes de vie " distingués révèle davantage de différentes représentations du statut de " copropriétaire ". Il semble important de contextualiser cette copropriété au sein de l'imaginaire qui est très souvent attaché à cette forme d'habitat. Les discours publics véhiculent notamment les difficultés existantes dans la gestion de ce patrimoine et de sa dégradation. Sans vouloir contester la véracité de ces discours, les faits parlent par eux-mêmes[4], cela a conduit, d'un côté, les chercheurs en sciences sociales à étudier davantage la copropriété sous l'angle de l'intervention publique[5] et, d'un autre, à une méconnaissance du " monde social " des copropriétés " ordinaires " et de ses copropriétaires. Dans un contexte où le statut de propriétaire, en Île-de-France, est vulgarisé et propagé par la copropriété[6], ces enjeux semblent être d'actualité lorsqu'on questionne l'avenir du parc privé de logements français. Au travers de quels processus de socialisation *devient-on copropriétaire* ? Quelles représentations sociales sont attachées à ce statut d'occupation ? Quelles sont les conditions qui les amènent à s'engager dans la gestion de la copropriété ?

Silbey S. et Elwick P., *The common place of law: stories from everyday life*, Chicago, The university of Chicago press, 1998.

Guinchard S., Montagnier G., " Termes Juridiques ", Lexique, Paris, Dalloz, 1995.

*Intervenant

Darmon M., *La Socialisation*, Paris, Armand Colin, 2006.

Deux immeubles vétustes se sont effondrés en plein centre de Marseille, le lundi 5 novembre au matin, laissant de morts et blaisés.

Sylvaine LE GARREC (2010), Eva SIMON (2017), Remy HABOUZIT (2017).

Le rêve de devenir propriétaire qui touche l'ensemble de la population française se concrétise en grande partie au travers l'accession en copropriété.

Mots-Clés: copropriété, commun, socialisation du droit, gestion du patrimoine privé

Cartographier la diffusion des politiques publiques avec l'analyse des réseaux : les budgets participatifs en France (2014-2017)

Gil Pradeau * ¹

¹ University of Westminster [London] – Royaume-Uni

Depuis les dernières élections municipales en 2014, la France a vu passer le nombre de budgets participatifs de 4 à plus de 110 en 2018. En se focalisant sur les expériences créées jusqu'à 2017, cette communication aborde les forces motrices de cette diffusion.

Après deux vagues précédentes faisant suite aux Forums Mondiaux Sociaux, les budgets participatifs arrivent désormais à une troisième vague s'éloignant progressivement de la démocratie de proximité (définie notamment par le manque de clarté procédurale et l'absence d'impact). Quatre familles de budgets participatifs apparaissent avec l'analyse des réseaux appuyés sur l'étude des règlements et deux clusters régionaux apparaissent nettement dans cette diffusion, avec la Région Ile-de-France et celle des Hauts de France. Si le cas de Paris a été un peu documenté, cette communication étudiera de manière critique le rôle de locomotive joué par la capitale. En effet, à l'aide de plusieurs indicateurs retrouvés dans les règlements adoptés par les mairies, nous démontrerons que peu de villes ont vu en Paris une source d'inspiration.

La seconde partie de la communication s'intéresse non pas aux modalités de diffusion, mais à la construction concrète des projets votés dans le cadre de ces budgets participatifs. Quels types d'investissements réussissent à être choisis ? Quel(s) modèle(s) de ville peuvent-ils contribuer à forger alors que des mesures d'austérité sont souvent mises en place en parallèle par les mêmes municipalités ? À partir de l'analyse des projets vainqueurs dans les 61 cas actifs en 2017, nous brosserons une typologie des possibles.

Dans un contexte d'une décentralisation en tension, les budgets participatifs français se démarquent nettement des modèles d'Amérique Latine où la question de la planification urbaine était centrale. Les cas français apparaissent bien limités quant à leurs effets sur la démocratisation, la confiance et la justice spatiale.

Krenjova Jelizaveta et Raudla Ringa, 2017, " Policy Diffusion at the Local Level: Participatory Budgeting in Estonia ", *Urban Affairs Review*, 2017, p. 1-29.

Nez Héloïse, 2013, " Les budgets participatifs européens peinent à lutter contre la ségrégation ", *Mouvements*, 2013, vol. 74, no 2, p. 123.

Porto de Oliveira Osmany, 2017, *International policy diffusion and participatory budgeting: ambassadors of participation, international institutions and transnational networks*, Cham, Palgrave

*Intervenant

Macmillan (coll. " Urban Politics in a Global Society "), 275 p.

Röcke Anja, 2014, *Framing Citizen Participation: Participatory Budgeting in France, Germany and the United Kingdom*, London, Palgrave Macmillan.

Sintomer Yves, Röcke Anja et Herzberg Carsten, 2016, *Participatory Budgeting in Europe: Democracy and Public Governance*, Abingdon, Routledge.

Su Celina, 2018, " Managed Participation: City Agencies and Micropolitics in Participatory Budgeting ", *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, 1 août 2018, vol. 47, 4_suppl, p. 76S-96S.

Mots-Clés: démocratie participative, France, policy transfer, clusters, cartographie, analyse des réseaux

Rural

Stations de montagne : modèles de développement et clefs de succès pour la construction d'un projet touristique durable et attractif

Charles Hatier * ¹

¹ Laboratoire des EcoSystèmes et des Sociétés en Montagne – Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture – France

Les stations de montagne sont confrontées à un contexte changeant, dont la part d'incertitude renforce les inquiétudes qui pèsent sur l'avenir de la " rente de l'or blanc " (Goncalves et al 2011). Cette vulnérabilité se manifeste notamment par la stagnation de la fréquentation des domaines skiables, ainsi que par le spectre du changement climatique, qui ressurgit chaque hiver où la neige fait défaut (Gauchon 2009), alors que, depuis un demi-siècle, le tourisme de montagne se structure justement autour du produit ski (Achin&George-Marcelpoil 2013).

Si le constat initial est assez largement partagé, il n'en va pas de même pour les réponses à apporter. On remarque un paradigme dominant –peu robuste scientifiquement, mais omniprésent dans les discours et la littérature grise– qui défend une réponse générique : le renforcement du modèle actuel (conquête du marché chinois, neige de culture sans condition d'altitude, etc.). À l'inverse, des discours d'opposition fustigent les sports d'hiver, notamment pour des raisons environnementales (fragilité des biotopes, impact paysager, gestion des ressources, émission de GES, etc.) ou pour leur obsolescence prochaine, avec une vision très pessimiste du futur.

Le but de cette thèse est de rationaliser les débats et d'apporter des éléments de réponse objectifs. Pour ce faire, il convient de bien identifier les différents facteurs de vulnérabilité. Il faut également montrer, avec des indicateurs opportuns, que ces facteurs n'ont pas la même intensité selon les cas et qu'ils alimentent donc une vulnérabilité globale propre à chaque station. Cette pluralité de situations vient remettre en question le principe de réponse générique et conduit à prôner une solution construite, en fonction des spécificités de chaque territoire. Enfin, nous observerons l'incidence de la gouvernance sur la stratégie de développement des stations, au travers de la théorie de la Capacité Organisationnelle de Changement (Soparnot 2009). Il sera alors opportun de se demander : comment améliorer la Capacité Organisationnelle de Changement d'une station de montagne ?

L'enquête cherchera à déterminer –par une combinaison d'analyses quantitatives (analyse d'indicateurs pour évaluer la vulnérabilité des stations) et qualitatives (entretiens semi-directifs pour appréhender la gouvernance des stations)– l'intérêt de recourir à la Performance Sociétale des Entreprises par les Parties Prenantes (Clarkson 1995) et les conditions de sa mise en application

Bibliographie

*Intervenant

Achin C., George-Marcelpoil E. (2013). Sorties de piste pour la performance touristique des stations de sports d'hiver. *Tourisme & Territoires*, 3, 67-92

Clarkson M. E. (1995). A stakeholder framework for analyzing and evaluating corporate social performance. *Academy of management review*, 20(1), 92-117

Gauchon C. (2009). Les hivers sans neige et l'économie des sports d'hiver: un phénomène récurrent, une problématique toujours renouvelée: Collection EDYTEM-Cahiers de Géographie 8

Goncalves O., Guallino G., Michel H., Robinot E. (2011). FLOCON OU CHAMOIS D'OR? MESURER LA PERFORMANCE MARKETING D'UN SERVICE TOURISTIQUE: Le cas des stations de ski françaises. *Décisions Marketing*(64), 59

Soparnot R. (2009). Vers une gestion stratégique du changement: une perspective par la capacité organisationnelle de changement. *Management & Avenir*(8), 104-122

Mots-Clés: stations de montagne, territoire, performance sociétale des entreprises, parties prenantes, capacité organisationnelle de changement

Les activités économiques et les populations en Parc Naturel : Comment concilier différentes visions d'un même territoire?

Julie Streel * ¹

¹ Université Libre de Bruxelles [Bruxelles] – Belgique

Cette recherche s'inscrit dans une volonté de meilleure compréhension des conflits d'aménagement des territoires ruraux dans un contexte[1] 1) d'un espace proposant une certaine image de marque (le Parc Naturel wallon[2]) attirant à la fois des entreprises et de nouvelles populations en quête de l'idéal associé à la ruralité ; 2) de nécessité de création d'emploi et de développement économique d'un territoire au passé industriel et touché par un taux de chômage supérieur aux moyennes régionales au sein 3) d'un espace au paysage déjà marqué par l'activité industrielle présente et passée où 4) des tensions émergent entre acteurs locaux, nouveaux arrivants, pouvoirs publics (locaux et régionaux), promoteurs et investisseurs.

Il s'agit de comprendre la perception qu'ont différents acteurs (habitants, décideurs, visiteurs) d'un territoire de la présence d'industries en paysage rural. Selon mon hypothèse, cette question est au cœur de rapports différenciés au territoire et aux paysages. Dès lors, supposant que la dénomination "parc naturel" attire dans les territoires de nouvelles populations dont la perception des industries en paysage rural est potentiellement différente des populations historiquement en place, la question de recherche devient : Quel est l'impact de l'inscription d'un territoire en parc naturel (PN) d'une part sur la manière dont les institutions en gèrent le développement économique et d'autre part sur la perception qu'ont les populations de leur territoire? Et quel jeu d'interrelation existe-t-il entre ces deux niveaux de compréhension et d'action sur le territoire?

Il s'agira d'analyser le paysage en tant que produit d'actions et de décisions humaines (allant de grands projets de territoire édictés au niveau régional à l'insertion de petites structures - en l'occurrence de petites entreprises) ainsi que la perception de ces changements par les populations locales historiques et nouvellement implantées.

Au contact de la littérature ruraliste et du terrain, il est rapidement devenu évident que, pour pouvoir analyser les différents protagonistes et leurs arguments, la définition de ce qu'est un paysage rural et de la perception de la place légitime ou non que les industries y ont prise est une place prépondérante. Cette dernière réflexion nous amène à formuler une question plus large de la question de recherche : **quelle est la perception des industries en milieu rural? Quelle est la place des industries au sein des paysages ruraux et comment sont elles traitées d'abord dans la littérature mais également dans les discours politiques et médiatiques.**

Cette recherche a pour cas d'étude le Parc Naturel des Plaines de l'Escaut.

*Intervenant

En Belgique, un parc naturel est défini comme "un territoire rural, d'un haut intérêt biologique et géographique, soumis [...] à des mesures destinées à en protéger le milieu, en harmonie avec les aspirations de la population et le développement économique et social du territoire concerné." (Décret du 03.07.2008 relatif aux parcs naturels).

Cette recherche s'appuie notamment sur le concept de Rural Ideal tel que développé par Woods (2010) en accord avec une définition préalable de la "ruralité" telle que définie par Perrier-Cornet dans le Dictionnaire des sciences humaines (Mesure et Savidan, 2006 : 1030-1032). Enfin la définition de paysage retenue sera celle de la Convention Européenne du Paysage (CEP, 2000 : 9).

Mots-Clés: Géopolitique des territoires, Identité territoriale, patrimoniale et paysagère, espaces ruraux multifonctionnels.

Enjeux socio-écologiques, métabolisme territorial, création de richesse : application à la production du fromage AOP Beaufort dans la vallée de la Maurienne

Michela Bevione * 1,2

¹ Politiques publiques, ACTION politique, Territoires (PACTE) – Université Pierre Mendès France - Grenoble 2, Université Joseph Fourier - Grenoble 1, Sciences Po Grenoble - Institut d'études politiques de Grenoble, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5194, Université Grenoble Alpes –
Siège : IEP - BP 48 38040 Grenoble cedex 9, France

² Inria Grenoble Rhône-Alpes – Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique –
655 Avenue de l'Europe, 38330 Montbonnot-Saint-Martin, France

Ce travail de thèse vise à analyser les enjeux socio-écologiques des activités humaines créatrices de richesse à travers le couplage de modèles quantitatifs pour l'analyse du métabolisme territorial et d'approches qualitatives et socio-économiques. Elle contribue au champ de recherche interdisciplinaire de l'écologie territoriale, qui vise à mieux comprendre les interactions entre sociétés et environnement, en s'intéressant notamment à la relation entre la structuration des flux matériels et énergétiques et l'organisation sociale, politique et économique d'un territoire (Madelrieux et al. 2017). Malgré de récentes avancées, les approches quantitatives et biophysiques de l'écologie territoriale restent encore trop dissociées des approches qualitatives et socio-économiques du problème (Buclet 2015).

Cette thèse propose une méthodologie opérationnelle pour l'analyse des interactions entre flux et acteurs, visant à fournir une meilleure compréhension d'un territoire et de sa capacité. Cela implique d'analyser le degré d'autonomie du système territorial en tant que capacité des acteurs locaux à accroître leur autonomie et à maîtriser leur destin économique et social (Buclet, à paraître), à la fois de s'intéresser à la viabilité écologique des activités créatrices de richesse et à leur impact sur le potentiel de ressources à disposition des acteurs. Quels sont les flux qui circulent au sein d'un territoire, entre le territoire et le monde extérieur, et quelles sont les pressions environnementales liées à ces flux ? Comment le jeu d'acteurs influe sur la circulation des flux et sur les pressions environnementales associées ? Quels facteurs internes ou externes au territoire peuvent perturber leur circulation ?

La production du fromage AOP Beaufort, produit phare de la filière agro-alimentaire de la vallée de la Maurienne (Plan Stratégique Agricole et de Développement Rural de Maurienne, 2011), représente le cas d'étude pour cette analyse. D'un point de vue quantitatif, les efforts de recherche portent sur la modélisation des flux de matière et d'énergie concernant la production de Beaufort, avec une attention particulière pour l'origine des ressources mobilisées et la destination des produits et sous-produits de la filière. Le couplage avec l'analyse de cycle de vie permet l'évaluation des pressions environnementales associées, et les flux monétaires sont quantifiés pour examiner la viabilité économique de la filière. Du côté qualitatif, l'analyse du

*Intervenant

jeu d'acteurs est mobilisée pour saisir la structure relationnelle et organisationnelle de la filière et sa relation avec la matérialité des flux. L'approche par la ressource territoriale (Kébir 2004, Colletis 2005) fournit un cadre pour comprendre les processus de révélation et activation des ressources matérielles et immatérielles par les acteurs, en interagissant avec leur environnement et sa richesse. Les dimensions immatérielles de la filière (flux informationnels, savoir-faire traditionnels) sont considérées à l'aune de leur manifestation matérielle et leur pertinence pour la compréhension de la capacité territoriale. Les interactions entre la production de Beaufort et d'autres activités créatrices de richesse dans la vallée sont examinées, notamment par rapport à d'autres productions agricoles et au tourisme.

Mots-Clés: métabolisme territorial, capacité territoriale, écologie territoriale, analyse des flux de matière et d'énergie, analyse du jeu d'acteurs, ressource territoriale, Beaufort, vallée de la Maurienne

La réinvention des alpes : quand la dialectique tourisme et science participe à accompagner la mutation des environnements montagnards

Yannick Vialette * ¹

¹ Pacte, Laboratoire de sciences sociales – Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5194, Université Grenoble Alpes – France

Espace à explorer, à conquérir et à comprendre, la montagne ancre depuis son " invention ", sa construction dans des pratiques alliant découverte touristique et recherche scientifique. Objet géographique et scientifique (DEBARBIEUX, 2001), la montagne représente simultanément un décor de comtes et mythes ancestraux et un terrain de jeux pour les explorateurs (JOUTARD, 1986). Ainsi, cet espace est un laboratoire expérimental et un lieu d'observation pour les scientifiques modernes depuis le XVIIIème. L' " invention " de la montagne et de l'univers montagnard apparaissent donc intimement liée aux sciences et à leurs explorations. La proposition de sujet vise à procéder à une relecture actualisée du triptyque montagne, tourisme et science qui se justifie par plusieurs évolutions notables.

La première concerne le contexte socio-culturel actuel qui invite à repenser les pratiques touristiques. Les territoires montagnards doivent perpétuellement repenser leurs trajectoires et la transition des usages touristiques (BOURDEAU, 2008). Le tourisme scientifique se présente comme l'une de ces trajectoires (BOURLON, MAO, 2016) permettant de repenser la transition socio-culturelle du tourisme en montagne et la quête de sens et d'expérience de plus en plus attendues par les touristes (KREZIAK, FROCHOT, 2011 ; BATAT, FROCHOT, 2014).

La deuxième vient questionner les nouvelles formes de médiations. Les actions de médiation culturelle portées par les différents acteurs doivent tenir compte du contexte précédemment décrit afin de les repenser et tendre vers de nouvelles formes de médiations environnementales. Ainsi, il est primordial de se questionner sur les façons de recréer du sens dans des démarches de sensibilisation aux enjeux environnementaux.

La troisième renvoie aux travaux réalisés sur ces questions dans les Andes chiliennes notamment dans le cadre d'une coopération franco-chilienne entre l'UGA et le CIEP. Les différentes formes, logiques et processus mis en évidence dans ce contexte de confins touristiques australs mériteraient d'être questionnée dans un contexte européen de centralité au regard d'une innovation potentiellement inversée. Cette phase d'étude montre que le tourisme scientifique peut-être le levier nécessaire à la mise en place de nouvelles dynamiques territoriales soucieuses de ses impacts socio-culturels et environnementaux dans des zones de confins (Patagonie, Amazonie, Costa Rica, Galápagos, Antarctique, ...) (BOURLON, MAO, 2011, 2016). Elles permettent aussi de penser de nouvelles relations entre champs universitaires, professionnels du tourisme et locaux.

*Intervenant

L'enjeu de cette communication est de vous présenter les terrains d'études et la méthodologie envisagée afin d'ouvrir la discussion et de l'enrichir de vos remarques.

Mots-Clés: Tourisme scientifique, tourisme expérientiel, montagne, territoire, représentation, paysage

Knowledge, Artefacts and History- A conceptual framework of joint production and historical legacy of ecosystem services through the lenses of the capability approach

Julia Grosinger * ¹, Nicolas Buclet ¹, Sandra Lavorel ²

¹ Pacte, Laboratoire de sciences sociales – Université Grenoble Alpes, Laboratoire ecologie d’alpine (LECA) – France

² Laboratoire d’Ecologie Alpine (LECA – laboratoire d’ecologie alpine (LECA – France

This thesis, anchored in the interdisciplinary field of territorial ecology perceives society-nature interactions as a social-ecological system (SES) with inherent complex characteristics and temporal dynamics in a spatially and socially defined area. To analyse a SES on a territorial scale, we apply the ecosystem service (ES) concept. ES are defined as "the benefits people obtain from ecosystems" such as provisioning (food), regulating (clean air) or cultural (landscape attractiveness) services. The overwhelming part of them is generated in joint production with society.

We establish a conceptual framework, which systemizes this joint production. We define joint production of ES as the intentional modification of the natural resource system by flows of societal material and non-material resources such as physical labour, artefacts and knowledge to render ES useful and accessible for society.

This joint production is analysed along those natural and societal resources, their respective historical legacies and their interlinked capabilities. Considering the concurrent natural and socioeconomic changes, varying regional endowments and frequently contrasting histories in cultural landscapes all over the globe it is essential to take historical legacies into account. To address the societal complex dynamics we incorporate a modified version of the justice-based capability approach.

We demonstrate an application of the framework for the low-input agricultural sector in the Maurienne valley. The application of the framework highlights that the same set of ES in two different, but culturally homogenous systems with an equivalent set of biophysical endowments reacts differently due the complex feedback loops of natural and societal resources. The different outcomes of these interactions can be understood by an application of the capability approach.

The framework enables a new type of analysis of society-nature systems integrating social and ecological resources and capabilities across multiple spatial and temporal scales. Ultimately, the framework aims to address questions on justice and equality of sustainable and feasible natural and societal resource use and management.

*Intervenant

References:

Buclet, N. (edit) (2015) Essai d'écologie territoriale : l'exemple d'Aussois en Savoie, Paris/CNRS Editions

Díaz, S.; Demissew, S.; Carabias, J. et al. (2015) The IPBES conceptual framework: Connecting nature and people, *Current Opinion in Environmental Sustainability* 14, p. 1–16

Sen, A. (1999) *Development as Freedom*, New York/ Oxford University Press

Pelenc, J.; Lompo, M.K.; Ballet, J.; Dubois, J.L. (2013) Jérôme Pelenc , Minkieba Kevin Lompo , Jérôme Ballet & Jean-Luc Dubois (2013): Sustainable Human Development and the Capability Approach: Integrating Environment, Responsibility and Collective Agency, *Journal of Human Development and Capabilities: A Multi- Disciplinary Journal for People-Centered Development*, 14:1, 77-94

Spangenberg, J.H.; Goerg, C., Truong, D.T.; Tekken, V.; Bustamante, J.V., Settele, J. (2014) Provision of ecosystem services is determined by human agency, not ecosystem functions. Four case studies, *International Journal of Biodiversity Science, Ecosystem Services & Management*, 10:1, p. 40-53

"Within the CDP-Trajectories framework, this work is supported by the French National Research Agency in the framework of the " Investissements d'avenir" program (ANR-15-IDEX-02)"

Mots-Clés: capability approach, territorial ecology, ecosystem services, joint production of ecosystem services

Industrie

Dynamiques territoriales et revitalisation des territoires industriels

Nastasya Winckel * ¹

¹ Université de Technologie de Belfort-Montbéliard – Nathalie Kroichvili : utbm.fr, Fabienne Picard : utbm.fr, Nathalie Kroichvili : utbm.fr, Fabienne Picard : utbm.fr – France

La revitalisation recouvre toutes les actions qui sont mises en œuvre pour redonner du dynamisme à un territoire qui s'essouffle, soit graduellement, soit brutalement. Face aux difficultés des territoires industriels, les pouvoirs publics se mobilisent pour engager des actions de revitalisation visant à sauvegarder l'activité et l'emploi dans le meilleur des cas et à engager une mutation en accompagnant socialement cette transformation le cas échéant.

Hypothèse : les actions mises en œuvre peuvent être pertinentes et servir l'objectif seulement si elles tiennent compte des trajectoires de développement territorial antérieures dans le cadre d'un processus dépendant du sentier (évolution spontanée). Néanmoins, l'introduction de la nouveauté est un élément essentiel de la dynamique territoriale et justifie une approche constructiviste (évolution artificielle), qui ne se limite d'ailleurs pas à l'action top-down des acteurs publics. L'objectif de cette thèse est de questionner de façon dynamique et systémique les interactions entre legs du passé et innovation dans la trajectoire d'évolution des territoires et d'identifier à quelles conditions les actions de politiques publiques sont susceptibles d'infléchir la trajectoire.

D'un point de vue académique, la réflexion s'inscrit dans le débat path dependency/path shaping. Selon cette approche, les choix actuels sont contraints par les choix passés, inscrivant l'évolution dans une trajectoire particulière (*lock-in*). Néanmoins, l'approche qui fait reposer la construction du social sur la décision des acteurs individuels et/ou collectifs est plus largement partagée. On doit aux économistes institutionnalistes d'avoir réconcilié les deux approches en articulant les deux processus, avec deux approches nées dans le contexte de la transition à l'économie de marché des années 1990 : l'approche path determinant (Tool, 1995 ; Schlack, 1996) et l'approche path shaping (Nielsen, Jessop et Hausner, 1995).

L'enjeu en termes de politiques publiques est crucial dans le but de concevoir des actions publiques adaptées dans un environnement instable. Pour ce faire, des scénarios de développement économique et social local seront proposés, assortis d'une évaluation des opportunités et des risques de ces trajectoires, afin de supporter la décision publique. Au-delà de l'analyse des orientations, une réflexion sur les moyens de la politique publique dans un contexte de restrictions budgétaires sera conduite. Le Nord Franche Comté constituera le terrain d'étude privilégié de ce travail de recherche et en vue de comprendre et d'accompagner de façon pertinente sa dynamique territoriale.

NIELSEN K., JESSOP B., HAUSNER J. [1995], " Institutional change in post-socialism ",

*Intervenant

in : HAUSNER J., JESSOP B., NIELSEN K., *Strategic Choice and Path Dependency in Post-Socialism: Institutional Dynamics in the Transformation Process*, Aldershot: Edward Elgar, 3-34.

TOOL M.R. [1995], "Institutional Adjustment and Instrumental Value", in: TOOL M.R. (ed.), *Pricing Valuation and Systems: Essays in Neoinstitutionalist Economics*, Brookfield, Vt.:Edward Elgar.

TORFING J. [2001], "Path-dependent Danish Welfare Reforms: The Contribution of the New Institutionalisms to Understanding Evolutionary Change", *Scandinavian Political Studies*, vol. 24 (4), pp. 277-309.

Mots-Clés: ancrage territorial, diagnostic territorial, milieux innovateurs

Performance des clusters marocains: mesure, réalisations et obstacles

Abdelmajid El Waatmani * ¹

¹ Université Sidi Mohammed Ben Abdellah – Maroc

Les clusters constituent de nos jours un objet théorique et stratégique de premier ordre en raison de leurs impacts potentiels sur la compétitivité, l'innovation et la croissance des pays, des territoires et des entreprises dans une économie mondialisée marquée par l'ouverture accentuée et la concurrence internationale. En espérant tirer profit de cette forme d'agglomération des activités, le Maroc a mis en place la politique d'appui aux clusters qui a permis la labellisation d'une douzaine de clusters jusqu'aujourd'hui. Toutefois, la performance de ces clusters reste en deçà des attentes notamment en matière d'innovation qui constitue d'ailleurs le principal motif de création de ces clusters. Cette faible performance s'explique par les difficultés organisationnelles, financières et administratives confrontées par les clusters. Pour surmonter ces difficultés, il est essentiel de réadapter les contrats liant les clusters et les pouvoirs publics et de prendre en compte les spécificités de chaque cluster dans la définition des objectifs et l'allocation des fonds publics.

Mots-Clés: Clusters, Performance, Innovation

*Intervenant

Thèse Ecotool. Développer un outil d'écologie industrielle et territoriale pour la valorisation de l'énergie et de déchets industriels inorganiques en Occitanie.

Audrey Dupont * ¹

¹ Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement – Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement : UMR113- 2015, Université de Perpignan Via Domitia : UMR5281, Université Paul-Valéry - Montpellier 3, Université de Montpellier, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5281 – France

Le terme " Ecologie Industrielle " porte sur une analogie entre l'écosystème naturel et le système anthropique, ici le monde industriel. Cette notion possède un pouvoir descriptif et performatif fort et a donné naissance à une discipline scientifique, actuellement en pleine structuration, associant les sciences de l'ingénieur et les sciences sociales. Proche des théories de l'Economie Circulaire, il est possible de définir l'Ecologie Industrielle à partir de son objectif principal : transformer les déchets d'une entreprise en ressource pour une autre entreprise (ou davantage).

De nombreux auteurs, tels que Nicolas Buclet (2013, 2015), Sabine Barles (2017), Juliette Cerceau (2013, 2014) ou encore Sabrina Brulot (2007, 2017), soulignent l'importance de l'ancrage " territorial " dans la mise en place des stratégies d'Ecologie Industrielle. Ils expliquent que ces démarches ne peuvent être opérationnelles et efficaces qu'en cherchant à mieux comprendre les singularités du territoire choisi et les logiques des acteurs de ce territoire. Dans cette communication, nous préférons parler d'" Ecologie Industrielle et Territoriale " (EIT) en référence à ces travaux, une terminologie qui a d'autant plus de sens que le terrain de recherche est bien déterminé : la région Occitanie, qui a financé de cette thèse.

Au départ, l'objet de la recherche est de développer et de proposer " *aux acteurs de la filière valorisation énergétique de la région Occitanie un outil d'écologie industrielle territorialisée en faveur du développement et de la valorisation des déchets industriels inorganiques* ". Il est spécifié dans le document de demande d'allocation de recherche que l'identification géographique des ressources en termes de déchets industriels se fera par le biais de la cartographie (SIG) et qu'elle sera couplée à une approche par les acteurs du territoire (industriels producteurs de déchets, industriels consommateurs de matériaux, politiques publiques, populations locales...). L'objectif principal reste donc d'identifier les synergies entre ces acteurs et de proposer un modèle de gouvernance des déchets industriels. Pour se faire, nous pensons utiliser les méthodes de mise oeuvre des démarches EIT et éventuellement d'autres outils issus des sciences sociales appliquées.

Enfin, cette recherche soulève des interrogations sur la nature de ces déchets industriels (rebut ou ressources ?), sur les changements de paradigme autour de leur " valorisation " et sur la place des démarches de l'EIT dans la mise en politique de la Transition écologique et énergétique,

*Intervenant

notamment en région Occitanie. Notre assise théorique est fondée sur la littérature en sciences sociales autour des déchets et sur le champ disciplinaire de l'EIT, tout en cherchant à problématiser le sujet davantage à la manière de la géographie humaine et sociale, de la socio-anthropologie du développement ou de l'écologie politique. En parallèle du " diagnostic territorial " répondant à la demande formulée, nous souhaitons aborder le terrain de recherche en nous appuyant sur les méthodes empiriques des sciences sociales comme l'ethnographie, l'observation simple et participante ou encore la prise en compte des entretiens formels et informels.

Mots-Clés: Déchets industriels inorganiques, Ecologie Industrielle et Territoriale, région Occitanie

Reconversion du patrimoine industriel en Ardèche : quelles territorialités ?

Flore Vigné * 1,2

¹ Parc naturel régional des Monts d'Ardèche – Parc naturel régional des Monts d'Ardèche – France

² Politiques publiques, ACtion politique, TErritoires (PACTE) – Université Pierre Mendès France - Grenoble 2, Université Joseph Fourier - Grenoble 1, Sciences Po Grenoble - Institut d'études politiques de Grenoble, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5194, Université Grenoble Alpes –
Siège : IEP - BP 48 38040 Grenoble cedex 9, France

Le patrimoine industriel émerge avec le phénomène de désindustrialisation apparu en France à partir des années 1970 : la multiplication des bâtiments désaffectés, leur destruction progressive et la méconnaissance de leur histoire interpelle progressivement habitants et chercheurs (Edelblutte, 2010). Mais cette prise de conscience ne permet que marginalement la mobilisation des outils classiques des politiques patrimoniales, basés sur la protection et la restauration des monuments et sites. Les bâtiments classés ou inscrits restent peu nombreux et leur corpus est principalement composé de moulins (Gasnier, 2011). Face à l'"automatisme culturel" du traitement des friches par leur démolition, le patrimoine industriel doit justifier d'un nouvel usage : la reconversion, comme "acte conscientisé guidé par la valeur patrimoniale du lieu pour lui donner un nouvel usage", s'impose (Gasnier, 2018). Mais l'intérêt des décideurs, des architectes et de la majorité des chercheurs se porte avant tout sur les friches situées en milieu urbain et les grandes friches (Réal, 2015). En effet, ces sites sont les plus problématiques, à cause de leur taille ou de la pression foncière à laquelle ils font face. La reconversion du patrimoine industriel rural, constitué en majorité de petites friches dites "hors marché" c'est-à-dire hors de l'intérêt des investisseurs, a moins mobilisé la recherche.

L'objet en lui-même n'est pas si évident. Les campagnes françaises ont connu une industrialisation importante, notamment au XIXe siècle. L'Ardèche apporte une illustration à ce constat : mines, usines textiles, travail de la peau et du papier, mécaniques, etc. cohabitent sur le territoire. Mais ces sites de petite taille ou d'architecture plutôt générique sont moins valorisés et les politiques de développement rural ne s'axent pas sur la question du patrimoine industriel (Edelblutte et Legrand, 2012). On peut aussi y lire un décalage culturel : le rural reste longtemps défini par sa dimension agricole, sa qualité de vie ou ses espaces naturels (Perrier-Cornet, 2002), tandis que l'industrie véhicule un imaginaire lié au gigantisme, à la pollution, ou encore aux problèmes sociaux liés à la fermeture. De fait, le patrimoine industriel est encore peu valorisé en Ardèche. Pourtant, des sites sont reconvertis partout sur le territoire, dans des initiatives privées ou publiques, et avec des objectifs divers : logements, espaces de services, de loisirs, lieux culturels, touristiques, etc.

Les géographes français privilégient, plutôt que l'étude de l'objet, celle de son processus : la patrimonialisation (Veschambre, 2007). Ses étapes ont été décrites : prise de conscience, sélection, justification, conservation, exposition, valorisation (François, Hirczak et Senil, 2006 ; Di Méo, 2007). Ces transformations aboutissent à la révélation d'une ressource territoriale de type

*Intervenant

particulier : la ressource patrimoniale (Senil et Landel, 2013). Celle-ci va alimenter le rapport des acteurs à leur territoire. Les valeurs mobilisées au cours de la patrimonialisation et du changement d'usage questionnent ce rapport. Ce travail a ainsi pour but d'interroger l'influence des processus de reconversion du patrimoine industriel sur les transformations des territorialités rurales.

Mots-Clés: patrimoine, industrie, patrimonialisation, reconversion, ressource, rural, territoire

L'avenir productif des territoires industriels. Analyse de la diversité des trajectoires économiques locales

Marjolaine Gros-Balthazard * ¹

¹ Pacte, Laboratoire de sciences sociales – Université Pierre Mendès France - Grenoble 2, Université Joseph Fourier - Grenoble 1, Sciences Po Grenoble - Institut d'études politiques de Grenoble, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5194, Université Grenoble Alpes – France

Depuis les années 1970, un processus de désindustrialisation est à l'oeuvre dans l'ensemble des pays industrialisés. Ce processus provient en partie de l'exacerbation de la concurrence internationale mais aussi de mutations structurelles. L'industrie continue de désigner l'ensemble des activités qui concourent à la production de biens matériels. Ses emplois et ses fonctions évoluent cependant, entraînant de profondes divergences territoriales.

Dans ce contexte, les territoires de tradition industrielle seraient fragilisés. Face à leur probable déclin, de multiples pistes de redéveloppement s'appuyant sur des leviers culturels, patrimoniaux, touristiques ou encore résidentiels sont mises en évidence. Leurs capacités productives futures ne sont paradoxalement que rarement interrogées. Cette thèse pose la question d'un avenir productif pour ces territoires, en France, en particulier lorsqu'ils se situent hors de grandes aires urbaines. En admettant que les origines du changement territorial peuvent être aussi bien exogènes qu'endogènes et que les territoires sont majoritairement dépendants de leur passé, cette thèse propose une analyse tenant compte des trajectoires locales au cours des cinquante dernières années. Cette recherche s'appuie sur une méthodologie mixte combinant des éléments quantitatifs, à l'échelle de l'ensemble des bassins industriels français, et qualitatifs à partir de trois cas d'étude : le Bocage Bressuirais, Romans-sur-Isère et Annonay. Elle invite à prendre en compte la diversité des territoires et à reconsidérer leur fragilité économique et sociodémographique d'ensemble. Ce faisant, elle montre qu'un renouvellement productif y est possible et détaille les multiples trajectoires empruntables face à l'apparition de nouveaux enjeux numériques, de durabilité ou encore, liés à l'innovation sociale.

Mots-Clés: industrie, territoires industriels, trajectoires, développement territorial

*Intervenant

Gestion des risques

L'analyse du développement économique et de la résilience des régions du Maroc

Hicham Ayadi * ¹

¹ Hicham AYADI – Maroc

Notre contribution sera une recherche sur la dynamique du développement économique et les facteurs de résilience des régions au Maroc. Notre recherche visait à :

1) identifier les caractéristiques des régions et leurs modes de développement économique ;

2) évaluer les stratégies de développement économique et de résilience.

À cet égard, nous allons mener une analyse du cadre théorique et des concepts relatifs aux régions, au développement économique et à la résilience. De plus, nous allons développer une méthodologie d'évaluation de la dynamique économique et de la résilience qui va être testée sur des cas qui seront sélectionnés. Enfin, le résultat final de notre recherche sera une conception de typologie permettant d'identifier les modèles de région à l'échelle de l'attractivité et de la diversité.

Mots-Clés: Développement économique, Dynamique territoriale, Résilience, Régions du Maroc

*Intervenant

Le citoyen, l'expert et le politique face aux changements climatiques : quels modèles de gouvernance des risques environnementaux ?

Le cas de l'estuaire du fleuve Sénégal.

Cheikh Ba * ¹

¹ BA – Université de Grenoble-Alpes, Laboratoire Pacte – France

Les zones côtières sont devenues un objet d'étude d'ampleur dans le domaine du changement climatique. En effet, elles se présentent aujourd'hui comme des espaces vulnérables (IPCC, 2007 ; Rahmstorf, 2007 ; Grinsted et *alii*, 2009 et IPCC, 2014). Au Nord du Sénégal, l'estuaire du fleuve Sénégal (zone littorale) est devenue une zone d'accumulations de risques hydrologiques à cause de l'anthropisation à l'oeuvre et du changement climatique. En fait, les territoires du Sahel (pris dans leur globalité) ont vu les équilibres naturels des différents socio-écosystèmes qui les composent être fortement menacés par une conjoncture environnementale défavorable (sécheresses notamment) dans les années 70. Elle se traduisait en effet par une baisse importante des débits significatifs du fleuve Sénégal (Mahe et Olivry, 1995). Ce contexte de grandes incertitudes climatiques a favorisé la construction de barrages sur le fleuve Sénégal par l'OMVS (...).

Depuis 15 ans, la zone de l'estuaire du Sénégal est devenue une zone à risques environnementaux pour les populations autochtones. Le pouvoir des experts (Bourg et Whiteside, 2010) est contesté dans sa légitimité. Les communautés humaines ont plus que jamais le devoir d'assumer leurs responsabilités envers la nature (Moscovici, 1968). Les questions écologiques, environnementales ou tout simplement naturelles vont nous pousser à investir de nouveaux savoirs.

Des travaux préliminaires ont investi les risques environnementaux dans l'estuaire du Sénégal (Cogels et *alii*, 1993 ; Kane, 2002 ; Sy, 2010 ; Bilbao et *alii*, 2013 ; Vedeld et *alii*, 2015). Ces travaux exposent les conséquences de l'anthropisation du fleuve Sénégal (barrages et brèche artificielle) sur le système socio-écologique. Le champ de l'écologie politique propose une pléthore de modèles de participation citoyenne (jurys citoyens, recherches participatives, forums hybrides). (...)

Face aux prescriptions faiblement soutenables qui en découlent (marquées par un isomorphisme institutionnel problématique), on assiste aujourd'hui à des appels réitérés à une réappropriation des enjeux de développement par les communautés elles-mêmes et donc à un rééquilibrage des pouvoirs entre parties prenantes afin de produire des " communs ". Il s'agirait alors de contenir les dérives faiblement soutenables de logiques de développement importées (rationalité experte) et de favoriser les logiques " autochtones " (C. Makondo et G. Thomas, 2018) visant à entre

*Intervenant

autre à " panser l'en-commun " (Seck, 2017).

Ces questions sont pour l'heure faiblement investies par les chercheurs. Il s'agit alors de contribuer au développement de telles approches dans le champ de l'adaptation côtière et, plus précisément, dans la zone de l'estuaire du fleuve Sénégal. C'est dans ce sens que je vais tenter de répondre aux questions suivantes : **(1) Comment appréhender les interactions complexes structurant la gouvernance des risques environnementaux dans l'estuaire du Sénégal ? (2) Quels leviers mobiliser afin de dépasser les limites des représentations modernes (protées par les experts du développement) et ainsi construire des trajectoires soutenables bénéficiant à la majorité des parties prenantes impliquées ?**

Mots-Clés: Gouvernance, Changement climatique, Développement, Risques, Estuaire du Sénégal

La gestion du risque d'inondation et aménagement territoriale, cas du bassin versant de Souss, Maroc

Hicham Berdgue * ¹

¹ Université Ibn Tofail Kenitra-Maroc (Laboratoire de recherche : Environnement Développement et Gestion de l'Espace. (FLSH KENITRA) – B.P 401, Kénitra - Maroc |, Maroc

Le bassin versant de l'Oued Sous qui appartient à une zone climatique aride et semi-aride, est exposé au risque d'inondation. Ceci est dû principalement à plusieurs facteurs : Fortes pentes du bassin, roches fragiles et imperméables, nature du système climatiques, les effets des changements climatiques, et rareté de la végétation , parmi d'autres facteurs naturels responsables de ce risque d'inondation, d'une part, et les facteurs humains d'autre part dont le surpâturage, la croissance démographique accélérée, l'urbanisation incontrôlée, le mode d'occupation des sols et l'infrastructure fragile, d'autre part sont tous à l'origine du phénomène des inondations dans ce bassin et contribuent de manière significative à accroître ce risque.

Ainsi, les débordements fréquents de l'oued Sous et ses affluents ont provoqué, à plusieurs reprises, des dommages matériels et humains considérables, notamment au niveau des douars relevant du Sous moyen, lors du passage des crues exceptionnelles notamment celles du février et novembre 2014 qui ont causé de fortes inondations.

Tenant compte de l'importance de ces graves inondations, l'Agence du Bassin du Souss Massa Draa, les autorités locales et la société civile sont tenues d'intervenir pour mobiliser et sensibiliser la population locale pour mieux éviter et minimiser les pertes et les dégâts.

En effet, l'amélioration de la gestion des risques d'inondations, est considérée parmi les actions définies pour une meilleure protection de l'environnement, et pour un développement durable

Mots-Clés: Bassin du sous, risque d'inondation, vulnérabilité, changements climatiques, zones arides et semi, arides, précipitations, crues exceptionnelles.

*Intervenant

La diversification touristique en moyenne montagne comme mode de résilience au changement climatique

Laura Rouch * 1

¹ Univ. Grenoble Alpes, Irstea, LESSEM, UMR-Territoires, 38000, Grenoble – Institut national de recherche en sciences et technologies pour l’environnement et l’agriculture - IRSTEA (FRANCE) – France

Le changement climatique est un phénomène global et rapide qui a et aura des conséquences irréversibles sur la biodiversité et sur les dynamiques humaines, affectant en premier lieu des territoires particulièrement vulnérables au changement de température (IPCC/GIEC 2014). Le GIEC, depuis ses premiers rapports, renseigne et précise que la hausse des températures moyennes s’accompagne de l’élévation du niveau des océans et de la fonte massive de la neige et des glaces (Beniston 2003). Les territoires de moyenne montagne sont donc directement impactés par la fonte des neiges et le dérèglement de la météo car ils perturbent la diversité biologique et le développement économique, notamment touristique. En effet, l’économie des sports d’hiver, structurante pour les territoires de moyenne montagne ((Marcelpoil and François 2008); (Nepal and Chipeniuk 2005); (Veyret-Verner 1959)) est particulièrement concernée ((Richard, George-Marcelpoil et al. 2010); (Beniston 2006)). Pour pallier à ce déséquilibre, plusieurs trajectoires d’adaptation sont envisagées par les acteurs des territoires de moyenne montagne (Abegg, Agrawala et al. 2007). La pérennisation de l’activité neige (Spandre, François et al. 2015) et la diversification des activités, notamment la diversification touristique (Achin 2015), sont les deux voies principales. Souvent dépendante des activités liées à la neige mais aussi d’autres secteurs économiques locaux (agriculture, culture, environnement), la diversification touristique est encouragée par les politiques publiques depuis le début des années 2000 et apparaît comme une solution durable. Dans ce contexte, et en considérant les multiples facteurs de vulnérabilité au changement climatique, les grandes différences de gouvernance locale et les caractéristiques distinctes de ces territoires, le choix d’une trajectoire d’adaptation n’est pas aisé pour les collectivités locales de moyenne montagne et questionne la diversité des motivations, des logiques portées par une variété d’acteurs, privés comme publics. L’accompagnement de ces territoires est complexe et demande une réflexion sur de nouveaux outils d’ingénierie territoriale. Pour ce faire, le projet AMORCE[1] (Adaptation des territoires de MONTagne et du touRisme face au Changement climatiqUE), dans lequel la thèse s’insère, porte sur les territoires des communautés de communes du Haut Chablais et du Massif du Sancy. Ce projet entend évaluer les vulnérabilités des activités de ces territoires face au changement climatique, évaluer la sensibilité des acteurs à la diversification et à ses retombées économiques, sociales et territoriales, pour ensuite élaborer un outil de modélisation-concertation, rendant les territoires de moyenne montagne plus outillés quant à la définition de leur stratégie d’adaptation face au changement climatique.

*Intervenant

Le Projet AMORCE bénéficie d'un support financier de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, dans le cadre de son AMI Pack Ambition

Mots-Clés: Moyenne montagne, Tourisme, Diversification, adaptation, Changement climatique, Accompagnement

Questions sociales

La construction de frontières sociales dans un espace ségrégué. Hiérarchie sociale et politique pour le contrôle du territoire républicain à Belfast

Hadrien Holstein * 1

¹ Université Paris Nanterre – Nathalie Duclos – France

Ma proposition porte sur la construction d'une ségrégation militante à l'intérieur d'un espace ségrégué, à travers la fabrique d'un ensemble de frontières sociales et géographiques, dont l'enjeu est l'établissement d'une hiérarchie sociale, spatiale et politique. Je développerai l'hypothèse selon laquelle l'espace est une ressource à part entière pour les militants pouvant être utilisée pour stratifier et investir le territoire en vue de légitimer ou stigmatiser politiquement, socialement et spatialement un autre acteur et/ou groupe.

Pour montrer ce processus, j'analyserai les pratiques des militants républicains en milieu urbain à Belfast en Irlande du Nord à partir d'entretiens et d'observations réalisés lors de mes terrains auprès d'anciens combattants de l'IRA. Durant le conflit nord-irlandais, on a la construction d'une ségrégation de l'espace urbain entre des quartiers à majorité unioniste (favorables au Royaume-Uni) et des quartiers à majorité républicaine (favorables à la réunification irlandaise). Le territoire de la période post-confliktuelle a conservé cette division spatiale, mais en retranscrivant les activités menées par divers réseaux de militants républicains (peintures murales, graffitis, manifestations, émeutes, actions armées etc), leurs caractéristiques et leurs localisations, on peut rendre compte d'un second niveau de ségrégation interne aux quartiers républicains. Celle-ci fonctionne comme une lutte pour le contrôle du territoire à travers la visibilité ou l'invisibilité dans l'espace.

L'enjeu de la visibilité au sein de l'espace permet aux militants d'enclencher un processus de double assignation : spatiale et politique. Dans cet espace précis, la localisation définit l'appartenance sociale et politique d'un acteur et ses relations avec d'autres groupes sociaux ou militants. En assignant un acteur ou un groupe à un espace déterminé auquel est associé une position politique, il est possible de le légitimer ou stigmatiser, et par extension de valoriser ou dénigrer cet espace et ce positionnement politique. À travers ce processus, il y a l'imposition d'une multitude de micro-frontières sociales sans cesse redéfinies en fonction du rapport de force dans la lutte pour la (ré)appropriation de l'espace par les militants, et par extension le contrôle territorial.

Loïn d'ignorer que la visibilité, et ses conséquences en matière de stigmatisation et de marginalisation, dépendent d'un rapport de force dictant la position au sein du champ politique (centre – marge), ma communication cherche à démontrer qu'il existe une forte interdépendance entre les

*Intervenant

dynamiques sociales et les dynamiques spatiales dans le jeu politique. On a la construction d'un double processus : une hiérarchie politique basée sur une assignation spatiale et une hiérarchie spatiale basée sur une assignation politique.

Bibliographie

FELDMAN, A., *Formations of violence : the narrative of the body and political terror in Northern Ireland*, éd. University of Chicago Press, Chicago, 1991.

LÖW, M., *Sociologie de l'espace*, trad. D. Renault, éd. Maisons des sciences de l'homme, 2015.

MAROTTE, G., " Stratégies violentes et non-violentes pour le contrôle de l'espace communautaire républicain de Belfast ", *Hérodote*, 2015/3 (n°158).

SHIRLOW, P., MURTAGH, B., *Belfast : Segregation, Violence and the City*, éd. Pluto Press, Londres, 2006.

Mots-Clés: Ségrégation, assignation spatiale et politique, contrôle territorial, républicains irlandais

La santé mentale des adolescents : approche territoriale des parcours de prise en charge. Application sur le territoire Ouest Hérault

Alix Augerot * ¹, Laurent Chapelon ², Nicolas Geissmann ³

¹ Gouvernance, Risque, Environnement, Développement (GRED) – Université Paul Valéry - Montpellier III – Université PAUL-VALÉRY UMR GRED - St Charles Route de Mende 34 199 MONTPELLIER Cedex 5, France

² Gouvernance, Risque, Environnement, Développement (GRED) – Institut de recherche pour le développement [IRD] : UMR220, Université Paul Valéry - Montpellier III – Université Paul-Valéry Montpellier 3, Route de Mende, 34199 Montpellier cedex 5, France

³ Centre Hospitalier de Béziers – Centre Hospitalier de Béziers – France

En France, dans un contexte de diversification des lieux de prises en charge de la santé mentale, l'utilisateur se retrouve au carrefour d'un système d'acteurs complexe entraînant d'importants clivages et cloisonnements entre les secteurs sanitaires, médico-sociaux et sociaux ainsi qu'entre l'hôpital et la médecine de ville (DREES, 2007). La continuité des prises en charge en santé mentale est ainsi rendue plus difficile avec la multiplication de ces acteurs. De nombreux rapports d'études en psychiatrie et santé mentale ainsi que la loi de modernisation du système de santé de 2016 appellent au décloisonnement des institutions en favorisant une approche par " parcours " en santé mentale (Plan Santé Mentale 2011-2015 ; Rapport Laforcade, 2016). Ce parcours est considéré comme l'outil nécessaire pour favoriser une meilleure organisation de la prise en charge globale et continue des usagers sur leur territoire de proximité. Le territoire apparaît comme un levier essentiel permettant de structurer la prise en charge globale de la population entre les différents acteurs du champ sanitaire, social et médico-social et mettant ainsi l'utilisateur au centre du dispositif (Coldefy, 2012).

Dans le cadre de notre recherche, nous nous appuyons sur une approche territoriale et globale qui favorise la dimension intersectorielle de notre sujet (Amat-Roze, 2011). Ainsi, notre projet de recherche vise à analyser les parcours en santé mentale du public adolescent sur le territoire ouest Hérault dans l'objectif de favoriser au mieux la cohérence et la fluidité de ces parcours. La connaissance du public adolescent touché par des troubles psychiques est clairement identifiée comme étant une priorité nationale (Rapport Amiel, 2017). Cela l'est particulièrement sur notre territoire d'étude (Parcours Santé Jeune, ARS Occitanie, 2017). La configuration de ces parcours appelle à nous interroger en priorité sur les caractéristiques de ce public cible adolescent et de son environnement. Qui sont ces adolescents ? D'où viennent-ils et quelle connaissance a-t-on de leur parcours ? Comment mobilisent-ils le système d'acteurs sur notre territoire d'étude ?

Les objectifs de notre recherche sont d'analyser les logiques de parcours de prise en charge de la santé mentale des adolescents sur le territoire ouest Hérault et de réinterroger le système d'acteurs et son fonctionnement. Afin d'atteindre ces objectifs, notre approche mobilise une méthodologie articulant trois niveaux d'analyse :

*Intervenant

1.- Les données issues du Système National des Données de Santé.

2.- Les données issues du Recueil d'Information Médicalisé en Psychiatrie du centre hospitalier de Béziers et les dossiers patients

3.- Les données issues d'enquêtes de terrain.

Notre communication s'attachera particulièrement à présenter les différentes étapes de la recherche en insistant sur la méthode mise en œuvre et sur ses attendus scientifiques.

COLDEFY M., *La prise en charge de la santé mentale*, DREES, 2007.

AMAT-ROZE, J-M. (2011), *La territorialisation de la santé : quand le territoire fait débat*. Hérodote, n°143, p13-32.

COLDEFY M., LUCAS GABRIELLI V., *Le territoire, un outil d'organisation des soins des politiques de santé ?* Question d'économie de la santé, n175, avril 2012.

Rapport relatif à la santé mentale, Laforcade, Octobre 2016.

Rapport d'information, Amiel, Avril 2017.

Parcours Santé Jeune, Agence Régionale Santé, Occitanie, Avril 2017.

Mots-Clés: Santé mentale, Psychiatrie, Territoire, Accès aux soins, Adolescents, Acteurs

La pauvreté à l'épreuve de l'action publique et associative locale : le cas de deux quartiers populaires dans la métropole lilloise

Klara Babinska * ¹

¹ Université de Lille – UMR CLERSE – France

La thèse propose d'interroger les effets concrets de l'action publique et associative locale sur la pauvreté, au travers de l'analyse des politiques de l'emploi.

Plus précisément, il s'agit de s'intéresser à l'action publique et associative sur l'emploi dans deux quartiers populaires dans le versant nord-est de la métropole lilloise, la grande agglomération la plus ségréguée de France (Collectif Degeyter 2017). Les deux terrains choisis sont, d'une part, le quartier des Phalempins à Tourcoing, où est expérimenté le programme Territoire zéro chômeur de longue durée, et, d'autre part, le quartier des Trois Ponts à Roubaix, une ancienne ZUP, en contrat de ville jusqu'en 2014. Une comparaison entre ces deux quartiers permettra de regarder : d'une part, dans le quartier des Trois Ponts, un dispositif qui vise à résorber la pauvreté en agissant sur les lieux (au travers des opérations de renouvellement urbain et de la politique de la ville), et, d'autre part, le dispositif Territoire zéro chômeur qui est censé fonctionner d'une manière plus horizontale, en considérant les habitants comme un levier pour le territoire, selon la doctrine de la soutenabilité (Swidler et Watkins, 2009). Ainsi, il s'agira d'observer deux manières de " faire société " (Donzelot 2003).

Nous allons nous intéresser aux politiques publiques, aux dispositifs portés par des acteurs associatifs, ainsi qu'aux pratiques indigènes des habitants des quartiers concernés. Une enquête de terrain permettra de répondre aux questions suivantes : Est-ce que les dispositifs portés par l'État et l'acteur associatif sont propices à des interactions ? Les deux approches rencontre-t-elles des frontières symboliques chez les habitants ? Est-il possible d'identifier les publics distincts dans différents dispositifs ? Quelles sont les valeurs revendiquées par les clients des différents dispositifs ?

Ces questionnements permettront de saisir le lien entre les politiques sur l'emploi, les politiques de gestion de la pauvreté et les reconfigurations du salariat ainsi que celles des villes françaises. Les résultats de la thèse permettront d'interroger également la question de la qualité des emplois proposés pour des personnes pauvres par des acteurs de l'action publique et associative.

Bibliographie :

Collectif Degeyter, *Sociologie de Lille*, Editions Poche, 2017.

Jacques Donzelot, *Faire société. La politique de la ville en France et aux Etats-Unis*, Edi-

*Intervenant

tions Seuil, 2003.

Ann Swidler, Susan Cotts Watkins, *"Teach a Man to Fish": The Sustainability Doctrine and Its Social Consequences*, *World Development*, 2009/07; 37(7), p. 1182-1196.

Mots-Clés: pauvreté, politiques de l'emploi, Territoire zéro chômeurs, quartiers populaires

La ville et la handicap : la procédure des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP). L'exemple des Pyrénées-Orientales.

Cecile Duchein-Courtine * ¹

¹ MASSON Sophie (directrice de thèse) – CNRS UPVD : UMR5281 ART-Dev – France

La procédure des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) permet à l'État, dans une gouvernamentalité verticale, dite *top-down*, d'organiser l'émergence de nouvelles formes de gouvernances locales de type *bottom-up*. La proximité institutionnelle d'acteurs économiques, de groupe d'usagers et de responsables politiques autour de la problématique du handicap est-elle un cadre favorable à une prise en charge locale des difficultés économiques et sociales rencontrées par les villes rurales, notamment celles de la désertification des centres villes et de la discontinuité des formes urbaines ? Notre première hypothèse de recherche est que la procédure des Ad'AP est une politique urbaine qui induit un renouvellement urbain et son adaptation au monde moderne. A l'aide des concepts développés par les théories de l'économie de la proximité, nous essaierons d'expliquer en quoi les Commissions Communales d'Accessibilité aux Personnes Handicapées (CCAPH) sont des systèmes productifs locaux d'externalités organisés selon la volonté de l'Etat afin d'y initier des coopérations inter-acteurs et favoriser le développement économique du territoire. En dernier lieu, nous exposerons notre hypothèse comme quoi la procédure des Ad'AP, comme toutes les mesures de caractéristiques *bottom-up*, est une expression politique de l'organisation de l'austérité économique, sur des territoires en récession, en même temps que l'adaptation des sociétés en devenir à la 4ème révolution industrielle.

Mots-Clés: handicap, théories de l'économie la proximité, shrinking cities, aménagement rural

*Intervenant

Les inégalités de genre dans la gestion des contraintes familiales en Île-de-France : une approche par la mobilité quotidienne

Gonçal Cerdà Beneito * ¹

¹ Laboratoire Ville, Mobilité, Transport – Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux : UMRT9403, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, Ecole des Ponts ParisTech – France

De nombreux travaux et enquêtes ont montré que les femmes s'occupent davantage des tâches domestiques et familiales que les hommes. À l'arrivée des enfants, ces tâches se multiplient et les déséquilibres entre conjoints s'accroissent (Pailhé et Solaz 2010). L'approche par le genre postule que ces inégalités sont liées aux rôles sociaux assignés aux femmes et aux hommes. L'observation de la mobilité quotidienne permet de comprendre ces inégalités puisque chaque déplacement est lié à la réalisation d'une activité hors du domicile. Par exemple, en Île-de-France, les mères se déplacent plus souvent que les pères pour réaliser des accompagnements et des achats ; ce qui a été nommé " mobilité domestique " (Coutras 1997). Or, les caractéristiques des espaces de résidence des familles, comme la présence de services de proximité et l'offre de transport disponible, structurent le quotidien des parents, qui organisent les différentes activités en fonction des distances et des temps de trajet (Fagnani 1989). L'évolution des compositions familiales est un facteur à prendre en compte pour une compréhension plus globale des inégalités de genre dans ce champ. En Île-de-France les familles monoparentales représentent environ 27% des ménages avec enfants, parmi lesquelles 83 % ont à leur tête une femme (Insee-Recensement de la Population 2014).

Cette thèse cherche à interroger le rôle de la mobilité quotidienne et l'influence du lieu de résidence dans les inégalités de genre liées aux diverses contraintes familiales. Il s'agit de mesurer les inégalités entre pères et mères professionnellement actifs, en fonction de leur situation familiale (en couple ou parents seuls) et spatiale, par l'analyse de leurs pratiques quotidiennes de mobilité. Le but est de comprendre le poids des normes et les arrangements fixés pour l'organisation et la réalisation du travail domestique, et les mécanismes de genre sous-jacents, notamment lorsqu'ils impliquent des contraintes de mobilité. Avec la comparaison des parents en couple et des familles monoparentales, je cherche à comprendre les différences dans l'organisation des contraintes familiales et des déplacements liés, les inégalités de genre pouvant être visibles de manières différentes. Par exemple, des recherches précédentes ont montré que les mères seules réalisaient plus d'accompagnements des enfants que les pères seuls (Rosenbloom 2006). Par ailleurs, les possibilités de se déplacer et les distances aux services varient en fonction des caractéristiques spatiales. Il est donc important de comprendre si le lieu de résidence dans l'espace métropolitain a une influence sur la gestion des contraintes familiales qui déterminent les inégalités de genre. En prenant comme cas l'Île-de-France, la méthodologie mise en place pour cette recherche croise des approches quantitative et qualitative. La première se base sur l'exploitation de l'Enquête

*Intervenant

Globale de Transport de l'Île-de-France de 2010. La deuxième prendra la forme d'entretiens semi-directifs réalisés à mères et mères franciliens, en cherchant un équilibre entre catégories socio-professionnelles et espaces de résidence.

Mots-Clés: mobilité quotidienne, inégalités de genre, programme d'activités, familles, lieu de résidence, Île, de, France

Transition / Innovation

Des lieux et des pratiques, quelle place pour le consommateur dans l'économie circulaire bruxelloise ?

Marine Spor * ¹

¹ Université Libre de Bruxelles [Bruxelles] – Belgique

Notre communication porte sur les pratiques de consommation des Bruxellois dans l'économie circulaire et la spatialisation de ces pratiques dans l'espace. Notre thèse s'inscrit dans une approche mésologique des pratiques où le milieu est vu comme une ressource pour les consommateurs (Collectif-Rosa-Bonheur, 2016) et où la "circularité" de leurs pratiques dans l'espace urbain s'exprime de façon bigarrée et bricolée (Certeau, Giard, & Certeau, 2010) et pas toujours de façon consciente. L'économie circulaire considère l'espace urbain comme concentrant des gisements de matière (autrefois perçu comme déchets et non comme ressources) voire comme des unités de production (Bahers, 2015; Durand et coll., 2017). Notre travail se concentre sur le secteur du textile et sur la réappropriation par le consommateur de ces flux comme produits de consommation, dans l'économie circulaire. Ainsi nous prenons en compte un cercle large de pratiques par l'intermédiaire du réusage et questionnons la réactualisation de pratiques anciennes comme la fripe (Béguin, 2013). Bien que la majorité du textile soit envoyée à l'étranger (à travers les œuvres caritatives), une partie des flux reste dans l'espace bruxellois et est réinjectée dans le circuit économique et marchand. Nous nous intéressons aux stratégies de circulation des matières : la redistribution dans ces différents circuits répond à une stratégie commerciale de la part des entrepreneurs et impacte donc la circulation des matières et des consommateurs. On constate que les démarches en économie circulaire demandent une acculturation auprès de groupes et de lieux identifiés notamment pour des techniques de réparation, mais aussi une connaissance des alternatives possibles (magasins "éthiques", boutiques de seconde main, repair cafés...). La question se pose en termes de lieux de diffusion de ce savoir, de renoncement à la propriété et au statut du "neuf". Outre l'aspect pratique (quelles garanties apporter? Quels intermédiaires?), ceci demande au consommateur une remise en question de mode de vie. Ainsi, comment l'économie circulaire vient-elle actualiser ces pratiques anciennes de récupération ancrée dans l'espace urbain et comment les pouvoirs publics s'emparent-ils de la question? Nous verrons dans un premier temps l'actualité de ses pratiques dans l'espace et comment la politique publique de l'économie circulaire à Bruxelles vient en parallèle redéfinir les enjeux liés à ces pratiques.

Bahers, J.-B. (2015). Filières des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), métabolisme territorial et contexte social en Midi-Pyrénées. In Brullot & Junqua, *Écologie industrielle et territoriale* (Presse des Mines, p. 243-252).

Béguin, M. (2013). L'histoire des ordures: de la préhistoire à la fin du dix-neuvième siècle. *Vertigo* (Volume 13 Numéro 3).

*Intervenant

Certeau, M. de, Giard, L., & Certeau, M. (2010). *Arts de faire* (Nouvelle éd). Paris : Gallimard.

Collectif-Rosa-Bonheur. (2016). Centralité populaire: un concept pour comprendre pratiques et territorialités des classes populaires d'une ville périphérique. *SociologieS, Dossiers*.

Durand, M., Bahers, J.-B., & Beraud, H. (2017). La mise en territoire de l'économie circulaire: comment mettre en œuvre la proximité dans la circulation des déchets? *Géocarrefour*, 91 (91/3).

Mots-Clés: lieux, pratiques, consommation, économie, circulaire

Appliquer le modèle transthéorique au report modal, quels indicateurs prendre en compte pour changer les comportements de mobilité?

Florence Labarre * ¹

¹ Laboratoire Aménagement Économie Transports (LAET) – Université Lumière - Lyon 2, Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat, Centre National de la Recherche Scientifique : UMR5593 – 14, Avenue Berthelot - 69363 Lyon Cedex 07 France, France

Enrichir la boîte à outil des politiques de report modal en le pensant comme un changement de comportement

Jusqu'à présent ce report modal était favorisé grâce au renfort d'offre de transport et aux politiques coercitives. Ces mesures ont permis de réduire l'usage de la voiture dans les grandes villes à partir de 2006. Cependant, dans le périurbain, le rural et les villes moyennes la part de la voiture continue d'augmenter (Certu, 2012).

Le modèle transthéorique (TTM) (Prochaska et Di Clemente, 1983) s'appuie sur les théories du changement de comportement développées en psychologie sociale. Il a pour objectif d'amener un individu à changer de comportement en le faisant passer par plusieurs étapes.

Le report modal est perçu comme un événement où l'automobiliste passe à l'action pour commencer à utiliser un autre mode de transport. Cet événement a lieu à la suite d'un arbitrage de l'individu entre plusieurs facteurs (coût, temps, confort, organisation, image...). Pourtant, le report modal semble correspondre à un changement de comportement. Il implique de remettre en question sa pratique, chercher d'autres solutions, les expérimenter et prendre de nouvelles habitudes. Il serait donc intéressant de s'appuyer sur le TTM pour aborder la question du report modal sous un autre angle, et ainsi faire émerger de nouvelles possibilités d'actions.

Ce que nous apprend le modèle transthéorique

Le modèle transthéorique est composé de 5 étapes : la pré-contemplation, la contemplation, la préparation, l'action et la maintenance (GLANZ et al., 2005, Chap. 5; Prochaska et al., 2008). La définition des étapes détermine les indicateurs qui permettent de situer les individus dans le processus de changement de comportement. Selon l'étape dans laquelle ils se trouvent, le changement qu'ils doivent opérer est différent et, par conséquent, la mesure incitative à appliquer pour les y aider.

Adapter au report modal un modèle développé dans le domaine de la Santé

Le modèle transthéorique a été développé dans le domaine de la Santé, initialement pour aider

*Intervenant

les personnes à arrêter de fumer. La santé est liée à l'individu tandis que la mobilité s'organise à deux échelles, individuelle et celle du ménage. De plus, les problèmes qu'elle engendre sont tant individuels que sociétaux. Il est donc possible que le TTM ne puisse pas être répliqué à l'identique et nécessite des adaptations.

De quelle manière pourrait être transposé le TTM à la mobilité?

Bibliographie

Prochaska, J.O., DiClemente, C.C., 1983. Stages and processes of self-change of smoking: Toward an integrative model of change. *Journal of Consulting and Clinical Psychology* 51, 390–395. <https://doi.org/10.1037//0022-006X.51.3.390>

Prochaska, J.O., DiClemente, C.C., 1984. *The transtheoretical approach: Crossing traditional boundaries of therapy*. Dow Jones-Irwin.

Norcross, J.C., Goldfried, M.R. (Eds.), 2005. *Handbook of psychotherapy integration*, 2. ed. ed, Oxford series in clinical psychology. Oxford Univ. Press, New York.

Prochaska James O., A., R.C., E., E.K., 2008. *The Transtheoretical Model and Stages of Change*, in: *Health Behavior and Health Education. Theory, Research, and Practice*.

TAPESTRY, 2005. *Making Campaigning for Smarter Choices Work. Guidelines for Local Authorities*.

Mots-Clés: Report modal, management de la mobilité, changement de comportement, mobilité

Les jardins collectifs urbains en rupture de leur passé : changements de pratiques et attentes politiques

Frederic Bally * ¹

¹ Langages, Littératures, Sociétés, Etudes Transfrontalières et Internationales (EA3707) – Université de Savoie : EA3706 – 27 Rue Marcoz, 73000 Chambéry bâtiment 10 du site de Jacob-Bellecombette, France

Critiquée pour son " miasme ambiant " (Augoyard, 1979), sa pollution grandissante et ses effets néfastes à la fois pour les citoyens, mais aussi pour l'environnement, la ville est aujourd'hui le théâtre de préoccupations citoyennes qui se couplent à une certaine lassitude de l'urbain tel qu'il est conçu depuis une cinquantaine d'années, sous le prisme d'une vision néolibérale (Peck et Tickell, 2002) : envie d'habiter la ville autrement (Blanc, 2012), volonté de retrouver la nature et de rencontrer des voisins.

Les jardins collectifs apparaissent comme une solution de choix pour ces citoyens (Alaimo, Reischl et Allen, 2010; Scheromm, 2015 ; par exemple), avec des parcelles partagées, des terrains verts au centre-ville intégrés dans l'espace public (Lefebvre, Kofman et Lebas, 2010). Ces jardins collectifs ne sont cependant pas nouveaux. Nous proposons ici de voir comment ces jardins ont évolué dans l'histoire pour devenir ce qu'ils sont aujourd'hui, tout en explorant leurs transformations, tant en termes de population, de pratiques, d'appropriation de l'espace urbain que d'attentes – politiques - vis-à-vis de ces jardins.

Notre travail de thèse explore les jardins collectifs de Lyon : nous distinguons les jardins collectifs en deux catégories (Bally, 2017), les jardins de rue et les jardins partagés, deux formes de jardinage intervenant directement dans l'espace public. Les jardins de rue prennent corps en bordure de trottoir, dans des interstices, dans des jardinières et sont entretenus par des groupes d'habitants, de citoyens, d'associatifs. Les jardins partagés sont gérés par une association, font appel à la municipalité pour trouver un terrain et prennent place sur un espace plus structuré pour la culture de fleurs d'ornements et de légumes. 58 entretiens ont été menés avec des jardiniers participants et complétés avec des entretiens avec des élus et responsables de développement de ces jardins. L'observation et l'étude plus poussée de 4 jardins partagés et de 2 quartiers pour les jardins de rue viennent compléter la compréhension des pratiques et des logiques des jardiniers.

Nous explorerons dans un premier temps l'histoire du jardinage collectif, française, mais aussi américaine, pour mieux comprendre comment sont nés les jardins collectifs (tels que les jardins partagés) d'aujourd'hui. Dans un second temps, au regard des premières formes de jardinage collectif urbain, nous pouvons distinguer une première transformation : la pratique de jardinage devient un loisir, une activité – sportive, un moyen de rencontrer d'autres personnes de son quartier, de prendre possession de l'espace public urbain, plus qu'une nécessité ou une activité de production. Enfin, les attentes politiques vis-à-vis de ces jardins se sont également transformées : ils sont ainsi vus, voire promus comme des espaces permettant de reconstruire les liens

*Intervenant

sociaux, d'animer des quartiers, et de remettre de la nature en ville et font devenir les jardins l'objet même de politiques publiques.

Mots-Clés: jardins collectifs, sociologie, aménagement, ville, politique

Les trames vertes et bleues, de la planification régionale au projet local: expérimenter une cartographie historique vers une stratégie d'interventions partagées entre acteurs dans le contexte de la plaine Saint-Exupéry (aire métropolitaine de Lyon)

Alexandre Callens * ¹

¹ IPRAUS – CNRS : UMR3329, Ministère de la Culture et de la Communication – France

Les corridors écologiques représentent un enjeu majeur face aux défis environnementaux contemporains, notamment dans les territoires périurbains. Ils participent à la lutte contre l'érosion de la biodiversité et au maintien des services éco-systémiques rendus par les espaces non-bâties dans le métabolisme territorial (agriculture, adduction d'eau potable, loisir et cadre de vie,...). Le Grenelle de l'environnement a affirmé les trames vertes et bleues dans l'aménagement du territoire par l'obligation de les inscrire dans les documents de planification, avec le SRCE (schéma régional de cohérence écologique) et bientôt le SRADDET. Cependant, de nombreux freins peuvent être identifiés dans l'articulation entre les orientations à l'échelle régionale et la mise en œuvre de projets locaux: diversité des outils d'actions, multiplicité des gouvernances et des acteurs (syndicats de rivière, aménageurs, agriculteurs, communes, intercommunalités,...), manque d'interdisciplinarité des études environnementales,... (Cormier and De Lajartre, 2013).

Face à ce constat, la recherche-action de la thèse que je mène développe un dispositif de représentations conçu comme un objet-intermédiaire de médiation paysagère (Donadieu, 2009; Vinck, 2009) avec l'hypothèse que celui-ci contribuerait à mieux articuler les orientations régionales avec les projets locaux. Celui-ci est testé dans le contexte opérationnel périurbain et inter-territorial (Vanier, 2008) de la plaine Saint-Exupéry, identifié dans le document de planification régionale de la DTA comme un secteur stratégique d'urbanisation et sur lequel des actions de restauration écologique se mettent en place. Plus précisément, ce dispositif de représentations se base sur la cartographie SIG de l'histoire des milieux constituant le territoire, en réinterprétant l'Atlas historique du canton de Genève (Léveillé et al., 1993). D'avril à décembre 2018 un premier essai a été réalisé et mis en discussion avec des acteurs du territoire afin de développer une prospective territoriale basée sur les espaces ouverts, avec un détour rétrospectif (Sgard, 2008).

Ma présentation expliquera tout d'abord, autour du terrain d'étude, les conceptions associées aux trames vertes et bleues dans la planification territoriale du point de vue des disciplines mobilisées et des problématiques de mise en œuvre de projets. Ce contexte permettra, d'explicitier l'intérêt de travailler un dispositif de représentation basé sur une cartographie historique SIG et de présenter sa construction. Enfin, je détaillerai les premiers résultats de l'inscription de ce travail dans le contexte opérationnel et ses développements à venir. Cela me permettra de

*Intervenant

conclure sur le rôle que peuvent avoir des représentations expérimentales et leurs animations, dans le contexte de la transition écologique, pour construire un projet partagé entre différents acteurs depuis des orientations régionales aux contextes locaux.

Bibliographie:

- Cormier, L. et al. (2013) Les trames vertes à l'épreuve des droits
Donadieu, P. (2009) Les paysagistes: ou les métamorphoses du jardinier
Léveillé, A. et al. (1993) Atlas du territoire genevois
Sgard, A. (2008) Entre rétrospective et prospective
Vanier, M. (2008) Le pouvoir des territoires: essai sur l'interterritorialité
Vinck, D. (2009) De l'objet intermédiaire à l'objet-frontière

Mots-Clés: Trames vertes et bleues, périurbain, planification territoriale, médiation paysagère, écologie

La géomatique une science multidisciplinaire puissante pour la gestion et la maîtrise du territoire

Makhlouf Adel Khouas *¹, Djamel Telaidjia *

1

¹ Analyses urbaines et environnementales. – Algérie

Les systèmes d'information géographique (SIG) sont présents partout, le besoin de les intégrer pour la gestion de l'administration et la gouvernance territoriale apparaît nécessaire et évident. Leur intégration dans une gouvernance locale permettra de favoriser un progrès social et un développement économique durable.

De nombreux problèmes dus à l'incapacité des collectivités locales à la maîtrise de ces patrimoine urbain, ce qui est une base sociale nécessaires, sa mauvaise gestion et la rapidité dont il évolue devance les systèmes de suivies et de régulation actuels devenus caducs. Il est urgent de trouver d'autres solutions capables de suivre et la maîtrise du notre patrimoine urbain en temps réel.

Afin de poursuivre dans cette démarche, nous venons d'acquérir un équipement permettant un relevé rapide de l'ensemble du patrimoine urbain, à savoir l'état de la chaussée, le bâti et la signalisation routière, horizontale et verticale. À partir d'images prises par l'équipement monté sur un véhicule d'extraire différentes informations importantes et utiles pour une bonne gestion de nos villes et patrimoine routier. Avec une proposition d'un outil SIG avec une obligation des mises à jour régulières est instantanés des données géographiques grâce à cet équipement d'acquisitions des données géoréférencées dans une courte durée.

Mots-Clés: SIG, territoire, patrimoine urbain, camera voiture

*Intervenant

Investissement / Entreprise

Ouverture commerciale et attractivité territoriale des IDE: quel effet du capital humain dans les pays à revenu intermédiaire?

Hamid Fayou * ¹

¹ FAYOU (M) – Université Ibn Tofail-Kenitra, Maroc

De nos jours, l'attractivité des IDE est au centre des stratégies de croissance dans les pays émergents et en voie de développement. En effet, l'importance des IDE trouve ses fondements dans les avantages qui présentent ces flux de capitaux pour les pays moins développés. D'abord, ils créent des externalités positives aux entreprises nationales. De même, ils engendrent des effets d'entraînement Blomström (1989) sur d'autres secteurs d'activité; ce qui améliorerait l'efficacité productive via l'amélioration du capital humain (formation, apprentissage, aptitude technologique etc.)

La littérature examinant la question des IDE montre qu'une politique commerciale bien réfléchie, un capital humain qualifié sont des éléments clés d'attractivité des IDE. En effet, la plupart des travaux empiriques ont abouti à des résultats concluants démontrant l'importance du capital humain dans l'analyse des interactions entre l'ouverture et les IDE. La première catégorie des travaux analyse le rôle du capital humain dans l'équation ouverture-IDE. (Principalement les travaux de Kim, D. H et al. (2013), Kheng, V., Sun, S., & Anwar, S. (2017), Jadoon, A. K., et al (2015), Zakaria, M et al (2014)). Alors que, une deuxième catégorie a étudié la relation entre les IDE et le capital humain via le canal de l'ouverture commerciale (essentiellement les études de Tsaurai, K. (2017), Haq, M., & Luqman, M. (2014) et Mansouri, B. (2009)).

L'objectif de cet article consiste à identifier la relation existante entre l'ouverture commerciale et le capital humain comme déterminants de l'attractivité des investissements directs étrangers (IDE dorénavant). En effet, la littérature récente portant sur le sujet n'arrive pas à des conclusions unifiées de cette interaction, tout dépend de l'échantillon étudié, les variables utilisées et la méthode d'estimation suivie.

La présente étude porte sur 35 pays à revenu intermédiaire de tranche inférieure et couvre la période allant de 1970 à 2015. Le capital humain est mesuré par le nombre moyen d'années d'étude de la population âgée de 15 ans et plus alors que l'ouverture commerciale est approximée par le degré d'ouverture.

L'estimation est effectuée à travers une modélisation économétrique en données de panel par la méthode des moments généralisés en système (System GMM) telle que développée par Bond et Blundell[1](1998). Les principaux résultats de cette étude sont :

*Intervenant

- le capital humain présente un coefficient positif et significatif de son impact sur l'attractivité des IDE ;
- l'effet l'ouverture est significatif ce qui corrobore avec la littérature (Kheng, V., Sun, S., & Anwar, S. (2017) ;
- un effet positif et significatif du capital humain sur l'attractivité des IDE. Ainsi, l'élasticité positive entre les IDE et la FBCF nous renseigne sur l'existence d'une relation de complémentarité entre les capitaux étrangers et le capital national. Il est donc normal que les différents projets structurants entamés par les pays hôtes constituent des niches pour les investisseurs nationaux et étrangers.
- la variable de la population est devenue significative et positive avec la présence de l'ouverture et toutes les autres variables sont significatives sauf le PIB par habitant.

Mots-Clés: ouverture commerciale, capital humain, IDE, pays à revenu intermédiaire tranche inférieure, system GMM.

Analyse des fluctuations des prix des carburants : investigation empirique

Safae Misry * ¹

¹ Laboratoire de recherche en Management des Organisations, Droit des Affaires et Développement Durable – Maroc

Le pétrole est une matière première incontournable pour l'économie mondiale. C'est le combustible de base qui alimente le moteur économique dans tous les pays du monde, quel que soit leur niveau de développement. La différence n'est qu'au niveau du degré de dépendance de chaque économie au pétrole.

Le prix du pétrole constitue un paramètre clé de l'économie. Ses fluctuations constituent un sujet de préoccupation majeure dans le monde.

Depuis août 2015, la Samir (la seule raffinerie de Maroc) a suspendu ses activités, en raison, des graves problèmes financiers et en 21 mars 2016 est déclaré officiellement en liquidation judiciaire. D'après l'arrêt de l'activité de la Samir, le Maroc a importé les produits pétroliers raffinés.

En décembre 2015, le gouvernement marocain a décidé de libéraliser complètement les prix des produits pétroliers, même si le gaz butane reste encore subventionné. D'après la libéralisation, les distributeurs ont le monopole de la fixation des prix.

Vu l'importance de carburants dans le secteur de transport, notre objectif sera alors de déterminer les principaux facteurs qui influencent les prix des carburants au Maroc et d'avoir les liens entre :

-Les prix des carburants au Maroc et les prix des carburants internationaux.

-Les prix des carburants au Maroc et le prix du Brent.

Pour ce faire, nous faisons recours à la modélisation économétrique des séries temporelles. Il s'agit d'un modèle " Vecteur Autorégressive " et causalité.

Références:

Artus P. & Kaabi M. (1991). Marché au comptant et marché à terme du pétrole brut et des produits raffinés : analyse économique et efficacité des marchés à terme, *Économie et prévision*, n°99, pp. 81-94.

Artus P., Autume A., Chalmin P. & Chevalier J.M. (2010). Les effets d'un prix du pétrole élevé et volatil.

*Intervenant

Audenis C., Biscourp P. & Riedinger N. (2002). Le prix des carburants est plus sensible à une hausse qu'à une baisse du brut, *Economie et statistique*, n°359-360, pp.149-165.

Gossé J-B. & Guillaumin C. (2011). Christopher A, Sims et la représentation VAR.

Mignon V. (2009). Les liens entre les fluctuations du prix du pétrole et du taux de change du dollar, *Revue d'économie financière*, n°94, pp. 187-195.

Misry S.,Echaoui A.,El ouazzani Y. & Bekri R., (2018). Évaluation de l'impact de la hausse du prix du pétrole sur quelques agrégats macroéconomiques : cas du Maroc, *Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit*.

Mots-Clés: Brent, causalité, carburants et Vecteur Autorégressive.

Investissements Directs Etrangers et Politique d'Attractivité au Maroc : Cas du secteur Aéronautique

Hicham Lam'hammdi * ¹

¹ FSJES Sidi Mohammed Ben Abdellah - Fès – Maroc

À l'opposé des autres sources de financement extérieur (les investissements de portefeuille, l'aide publique au développement, les prêts à long et à court terme (privés et publics), ...), l'Investissement Direct Étranger (IDE) constitue le mode de financement le plus demandé par les pays en développement (PED) et y représente 39% du montant total des financements entrants jusqu'à 2017[1]. En faits, conscients de l'impact majeur des IDE sur les économies nationales, les PED s'efforcent d'aménager une panoplie de mesures et réformes incitatives dans le but d'améliorer l'attractivité de leurs territoires[2]. Dans ce contexte, et à l'instar des PED, le Maroc à son tour, a pris conscience de l'importance que pourrait jouer ces IDE dans le développement économique du pays, il s'est donc attelé d'aménager une panoplie de mesures et réformes incitatives et d'élaborer une stratégie de promotion et d'attraction des IDE. Parmi les secteurs clés de cette stratégie, on trouve le secteur aéronautique. Le Maroc a su saisir les opportunités offertes par les profonds changements dans la chaîne de valeur des principaux constructeurs mondiaux (Boeing, Airbus, ...) orienté vers l'optimisation des conditions de la production pour se positionner parmi les plateformes attractives et compétitives à l'échelle mondiale. En effet, l'objectif de notre recherche consiste donc, à mieux comprendre les déterminants de localisation des IDE au Maroc, en particulier les IDE provenant des Firmes Multinationales du secteur Aéronautique (secteur parmi les métiers mondiaux du pays, est considéré comme l'un des piliers de croissance de l'industrie marocaine et attire de plus en plus les investisseurs étrangers), et ainsi avoir l'impact des politiques d'attractivité et de promotion des IDE sur la localisation de ces FMN sur le territoire marocain.

Et par conséquent, la problématique de notre recherche est la suivante : " Quels sont les déterminants de l'attractivité des IDE provenant des Firmes Multinationales Aéronautique au Maroc ? "

Ainsi, nous tentons de répondre à un certain nombre de questionnements :

Comment la politique d'attractivité des IDE impacte-t-elle la localisation des FMN sur le territoire marocain, en particulier celles du secteur aéronautique ? Quels sont les principaux instruments de politique économique et financière ou les moyens qu'utilisent les gouvernements pour inciter et attirer les investissements étrangers ? Quel est l'impact de l'industrie aéronautique sur le développement au Maroc ?

Bibliographie :

*Intervenant

Andreff Wladimir, Les multinationales globales, éditions la découverte, paris, 2003 Dunning J.H. (1979),—Explaining changing patterns of international production, in defense of the eclectic theory—, Oxford Bulletin of Economics and Statistics, November, pp. 269-295 Hatem Fabrice, ATTRACTIVITE : DE QUOI PARLONS-NOUS ?, Revue Pouvoirs locaux, n°61, 2ème trimestre 2004 Michalet Charles-Albert, La séduction des nations ou comment attirer les investissements, édition Economica, paris, 1999 Mucchielli Jean-Louis, Multinationales et mondialisation, éditions du Seuil, 1998

CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2018

En 2017, ils ont réussi a attiré 671 milliards de dollars, une part qui reste inférieure à celle des pays développés qui ont enregistré un montant total de 712 milliards de dollars (CNUCED, 2018)

Mots-Clés: Investissements Directs Etrangers (IDE), Attractivité, Secteur Aéronautique au Maroc

• Gouvernance du Marché du Travail Marocain : Vers une Territorialisation de la Politique d'Emploi

Abdelmalek Azzouzi * ¹, Abdelmalek Azzouzi *

1

¹ LERES à la F.S.J.E.S. Meknès – Maroc

Dans un contexte de massification de chômage et d'inégalité sociale et avec l'essoufflement des politiques publiques d'emploi centralisées, l'ancrage territorial de l'emploi est devenu la nouvelle trajectoire pour compléter les insuffisances des politiques macro-économiques du pays. Face à la persistance et à la montée de chômage, les pouvoirs publics ont mis en place depuis la fin des années 1990 une politique proactive de l'emploi qui a été centrée autour de trois programmes à savoir : " Idmaj " ; " taehil " et " Moukawalati".

Outre ces mesures, d'autres actions locales pour la promotion de l'emploi, ont été mis en place par les acteurs locaux, notamment la région et la commune. Dans ce sens, on peut citer, le projet " promotion de l'emploi des jeunes dans le monde rural ", qu'a été lancé dans la région Fès-Meknès, pour une durée de trois ans.

Dans ce cadre et conformément aux nouvelles dispositions, des collectivités territoriales du juillet 2015, la promotion de l'emploi n'est plus seulement la compétence propre de l'Etat central mais elle est aussi celle de la région et d'une manière partagée celle de la commune.

Dans ce sens, la logique de la décentralisation en tant que processus politico- administratif est en train d'être élargit vers une logique de territorialisation.

Cependant, malgré les nombreuses mesures , les résultats réels sont très limitées, d'où un certain nombre des questions qui se posent régulièrement par les responsables des politiques publiques autours de l'efficacité de ces programmes.

Répondre à ces questions, c'est procéder à la mise en place d'une démarche de suivi-évaluation des actions tout au long de leurs processus dès la conception jusqu'à la réalisation.

Cependant, malgré les différents efforts déployés par notre pays dans ce domaine, de multiples déficits sont constatés en matière d'outils de pilotage et d'évaluation de la politique d'emploi, et d'une manière générale dans tous les domaines d'intervention publique.

Dans le but de contribuer au comblement de ce déficit que nous présentons ce travail de recherche

*Intervenant

qu'a pour problématique de recherche :

Dans quelle mesure la territorialisation de la politique publique d'emploi au Maroc peut-t-elle améliorer l'efficac

Nos objectifs :

- Caractériser le processus de territorialisation de la politique d'emploi au niveau de la région Fès-Meknès ;
- Evaluer l'efficacité de ce processus ;
- Produire un outil de sui-évaluation des politiques publiques territoriales de l'emploi

méthodologie de la recherche :

Notre champ " territoire " d'étude c'est la région Fès- Meknès du Maroc

Après une recherche documentaire en relation avec le sujet on procèdera comme suit :

- + Etude qualitative destinée aux acteurs locaux de l'emploi :
- Analyse des résultats obtenus
- L'analyse SWOT
- + Etude quantitative : Evaluation de l'efficacité d'un programme d'emploi territorial

Bibliographie :

- Karim El Aynaoui et Aomar Ibourk, (2018), Les enjeux du marché du travail au Maroc OCP Policy Center, Maroc.
- COURLET, Claude et PECQUEUR, Bernard (2013) L'économie territoriale. Presses universitaires de Grenoble.

Mots-Clés: Territorialisation, Politiques Publiques d'Emploi – Évaluation, Efficacité, Action Publique Locale d'Emploi.

La production financiarisée des infrastructures urbaines de transport, Quand la finance nous transporte

Vincent Trotignon * 1,2

¹ LABÚRBA – Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne - Paris 12 : EA3482 – France

² Université de Montréal [Montréal] – Canada

Ma thèse a pour objet les formes de la financiarisation de la production des infrastructures urbaines de transport. Il mobilise pour se faire trois terrains, en France et au Canada, mis en perspective dans un contexte plus global de la diffusion de la finance et de ses logiques. Ma communication présentera l'état initial de ma recherche doctorale ainsi que les premières inflexions théoriques et méthodologiques apportées à mon approche depuis le début de mon doctorat.

Ma thèse vise à affiner la compréhension de la gradation des situations partenariales comme caractéristique de la financiarisation, le rôle particulier des acteurs financiers institutionnels par les fonds de pension, ainsi que la place des infrastructures urbaines de transport comme support et vecteur de la financiarisation urbaine.

Mes travaux se placeront dans une littérature théorique portant sur la financiarisation, compris comme " l'influence croissante des marchés financiers sur le développement de l'économie, de la politique et de la société " (Halbert 2013). Dans ce cadre, je m'appuierai sur la littérature francophone portant principalement sur la financiarisation urbaine par l'immobilier (Lorrain 2011) ainsi que sur une littérature anglophone portant sur les infrastructures comme actifs financiers (O'Neill 2018) et sur les situations partenariales public - privé (Siemiatycki 2013).

Pour ce faire, ma recherche part de la remise en cause des modèles de financements des transports collectifs (Crozet 2016), auparavant portés par des acteurs publics. Cela a conduit en France et au Canada à des alternatives ou des expérimentations impliquant des acteurs privés et financiers dans le montage de projets de réseaux urbains de transport. Ces évolutions ont trouvé une forme différenciée en France et au Canada.

La France, étudiée au travers du projet du *Grand Paris Express* conserve un portage public fort, où les acteurs privés n'interviennent qu'à la marge. Au Canada, l'implication des acteurs financiers est plus poussée comme nous l'étudions au travers du *Skytrain* de Vancouver et du *Réseau Express Métropolitain* de Montréal. Au travers de ces deux projets, il est possible d'analyser la présence croissante des acteurs financiers, notamment des fonds de pension. Cette financiarisation canadienne passe aussi par la redéfinition des investissements publics dans les transports en fonction de logiques financières. En outre, la dynamique de valorisation par les

*Intervenant

infrastructures de transports de l'immobilier urbain me semble un élément essentiel pour la compréhension de la financiarisation urbaine au-delà de l'implication d'acteurs financiers dans les infrastructures elles-mêmes.

Crozet, Yves. 2016. *Hyper-mobilité et politiques publiques - Changer d'époque?*. Paris: Economica.

Halbert, Ludovic. 2013. " Les acteurs des marchés financiers font-ils la ville? Vers un agenda de recherche ".

Lorrain, Dominique. 2011. " La main discrète: La finance globale dans la ville ". *Revue française de science politique* 61 (6): 1097-1122.

O'Neill, Phillip. 2018. " The Financialisation of Urban Infrastructure: A Framework of Analysis ". *Urban Studies*, février, 1-22.

Siemiatycki, Matti. 2013. " The Global Production of Transportation Public-Private Partnerships: Global Transportation Public-Private Partnerships ". *International Journal of Urban and Regional Research* 37 (4): 1254-72.

Mots-Clés: Infrastructures de transport, finance, financiarisation, fonds de pension, immobilier

Perspectives québécoises

Le développement durable (DD) à l'échelle locale : stratégies et résultats avec les OLD

Olivier Médétonwan Guédé * ¹

¹ Université du Québec à Chicoutimi – Canada

La recherche intitulée " Le DD dans les initiatives de développement économique local (DEL) au Québec : la contribution des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC)" vise à faire le lien entre le développement durable et le développement économique local avec les initiatives des organismes locaux de développement (OLD). Le DD comme paradigme de développement à l'échelle locale a inspiré certains OLD. En effet, face à la conception selon laquelle le territoire est la brique de base du DD, certains OLD s'investissent dans les collectivités, avec ce concept comme cadre de référence, pour résoudre différents problèmes tels que la dévitalisation rurale. Ces pratiques d'acteurs locaux en lien avec le DD ont suscité une interrogation : quelles sont les stratégies de mise en œuvre du DD au niveau des OLD? La réponse à cette question nous permettra de mieux comprendre les modes d'appropriation et d'opérationnalisation du DD dans les initiatives de développement économique local afin de combattre la dévitalisation, en particulier en milieu rural, et de renouveler les pratiques de développement local.

Mots-Clés: développement durable, OLD

*Intervenant

La participation des acteurs publics territoriaux à la régulation politique des projets énergétiques

Jean-Christophe DubÉ * ¹

¹ Université du Québec à Rimouski – Canada

Dans le régime de ressource canadien, les projets liés aux ressources naturelles et à l'énergie relèvent dans la majorité des cas de l'autorité des gouvernements provinciaux. Pourtant, ces projets engendrent un nombre important d'impacts sociaux et environnementaux à l'échelle des territoires. Depuis quelques années, nous pouvons observer que plusieurs projets suscitent la mobilisation des élus territoriaux et de leurs administrations, notamment lors de la mise en œuvre de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, afin d'exprimer leurs positions et de faire prendre en compte leurs préoccupations. Puisque la mise en œuvre de cette procédure relève de l'autorité du gouvernement provincial, notre projet de recherche vise à identifier les contributions des acteurs publics territoriaux, en particulier les municipalités, à la régulation des projets énergétiques. La collecte de données n'étant pas amorcée, nous présenterons notre projet de recherche, c'est-à-dire la problématique, la question et les objectifs, les orientations théoriques, ainsi que le cadre méthodologique.

Mots-Clés: participation, régulation politique, projets énergétiques

*Intervenant

L'impact des grandes entreprises sur les trajectoires de développement économique régional : mesure de l'effet sur l'entrepreneuriat

Judy Lafreniere * ¹

¹ Université Laval – Canada

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont maintenant perçues comme les principaux moteurs de la création de richesses tant au niveau de la création d'emploi (Acs & Armington, 2004; D. B. Audretsch & Acs, 1994), que du développement technologique et de l'innovation (D. B. Audretsch & Lehmann, 2005; Block, Thurik, & Zhou, 2013). Les analyses antérieures semblent démontrer de façon générale que les régions ayant plus de difficultés à stimuler la naissance de PME sont celles qui sont dominées par quelques grandes entreprises (Reynolds, Storey, & Westhead, 1994). La thèse porte sur les effets de la localisation de grandes entreprises en milieu régional sur la création/destruction d'entreprises à travers le temps et l'espace. De plus, les travaux cherchent à comprendre quelles sont les conséquences de la présence de grandes entreprises sur la reconversion régionale de l'entrepreneuriat et sur la survie des entreprises.

Mots-Clés: entreprises, trajectoire de développement, entrepreneuriat

*Intervenant

L'impact du desserrement des pôles d'emplois sur les transports durables dans les grandes régions métropolitaines au Canada

Benjamin Duquet * ¹

¹ Centre Urbanisation, Culture et Société – Canada

Depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les grandes villes nord-américaines ont vu leur structure métropolitaine passée d'un modèle *monocentrique* (à un seul centre-ville) à un modèle polycentrique (à plusieurs pôles d'emplois en territoire de banlieue). À cet égard, la croissance de l'emploi dans ces pôles périphériques a particulièrement ébranlé la base des déplacements domicile-travail. Sans infrastructure adéquate de transport collectif, ces zones d'emplois de banlieue favorisent inévitablement des déplacements en automobile et aggravent notamment les problèmes environnementaux et de congestion routière. Avec un point de vue à la fois géographique et économique, cette thèse tente de comprendre l'influence des pôles d'emplois sur le transport durable au sein de six régions métropolitaines canadiennes (soit Toronto, Montréal, Vancouver, Calgary, Québec et Winnipeg). Mentionnons que cette thèse se présentera sous forme d'articles : un premier article cherchera à analyser et à décrire l'évolution de la mobilité durable dans les divers types de pôles d'emplois; un second article visera à saisir l'incidence des pôles d'emplois sur les choix individuels de mobilité; et un troisième article aura pour objectif de calculer l'impact de l'aménagement des plus importantes infrastructures de transport collectif entre 1996 et 2016.

Mots-Clés: transports durables

*Intervenant